

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

CANADA

CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Luc Godbout, Suzy St-Cerny et Gilles N. Larin, *Mesures de progressivité et incidence des réductions de l'impôt sur le revenu*, 9 décembre 2003, 114 pages.

http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/Mesures_progressivite.pdf

La première étude de la Chaire est publiée : le système fiscal du Québec moins progressif qu'on ne le croit.

● L'étude se penche sur les effets des réductions fiscales annoncées sur la progressivité de l'impôt sur le revenu. Pour y parvenir, la Chaire a mis en perspective les paramètres pouvant affecter la progressivité de l'impôt québécois sur le revenu et a établi des indicateurs permettant de la mesurer. Après avoir élaboré différents scénarios d'allègement de l'impôt sur le revenu, nous avons analysé leurs effets sur les indicateurs de progressivité par rapport au régime fiscal actuel. Il en ressort que la manière de réduire l'impôt n'est pas une opération neutre sur la progressivité. Dans ce contexte, les scénarios et les résultats obtenus peuvent servir d'outil pour moduler les modifications fiscales selon les objectifs gouvernementaux visés par la baisse de l'impôt sur le revenu. En outre, selon que l'objectif principal vise à maintenir la progressivité actuelle ou qu'il vise une baisse ciblée pour la classe moyenne, la comparaison des indicateurs de progressivité montre les effets des différents scénarios pour les contribuables québécois selon leur revenu et leur situation familiale. De plus, les indicateurs de progressivité permettent également de comparer l'impôt québécois sur le revenu avec celui des autres juridictions. À ce titre, une comparaison avec l'Ontario indique, pour certaines situations, une progressivité supérieure en Ontario qu'au Québec.

STATISTIQUE CANADA

Statistique Canada, *Cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite*, 23 octobre 2003, 1 page.

<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/031023/q031023b.htm>

Un tableau qui démontre la diminution des cotisations des canadiens aux REER pour l'année 2002.

● Pour la deuxième année consécutive, il y a eu une forte diminution du nombre de Canadiens qui ont cotisé à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER), de même que du montant de leur cotisation. Au total, 5 991 440 déclarants ont versé un peu moins de 27,1 milliards de dollars dans un REER au cours de l'année d'imposition 2002. Le nombre de cotisants a baissé de 4,0 % par rapport à 2001, tandis que le montant des cotisations a diminué de 4,8 %.

Statistique Canada, *Dons de charité*, 29 octobre 2003, 1 page.

<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/031029/q031029b.htm>

Un tableau sur l'état de la générosité des contribuables canadiens.

● L'élan de générosité des Canadiens s'est poursuivi en 2002. En effet, leurs dons de charité ont été encore plus élevés que d'habitude. En 2002, les déclarants ont donné plus de 5,8 milliards en dons de charité, en hausse de 6,0 % par rapport à 2001. Le nombre de donateurs est demeuré stable en 2002, soit environ 5,5 millions, et ce, malgré une hausse minime de 0,4 % du nombre de déclarants.

THE CONFERENCE BOARD OF CANADA

The Conference Board of Canada, *Performance and Potential 2003-04: Defining the Canadian Advantage*, octobre 2003, 140 pages.

<http://www.conferenceboard.ca/press/2003/pandp03.asp>

(pour le texte intégral de l'étude, s'inscrire gratuitement sur le site)

L'étude annuelle sur la qualité de vie des Canadiens et des propositions de mesures afin que le Canada atteigne son plein potentiel.

● Performance and Potential is The Conference Board of Canada's flagship publication. First published in 1996, its intent is to identify pressing issues that need to be addressed in order to maintain and improve Canadian's high quality of life. This year, we "define the Canadian advantage," the strengths that distinguish us as a competitive global player as we analyze our past year's performance and assess our potential. First, we benchmark Canada against the best countries in the world. This year's analysis finds that our strength lies in the Economy, and our weakness in the Environment categories. We then examine urgent policy issues, such as the Canada-U.S. income gap, our ageing population and the pressures it will place on the health care system, our foreign policy, and fiscal capacity to the year 2015 in an effort to help policy makers make tough but wise choices about areas of focus and priorities for public spending.

Mahmood Iqbal, *What Drives Foreign Investment? The Role of Taxation and Other Factors*, novembre 2003, 24 pages.

http://www.conferenceboard.ca/press/2003/foreign_investment.asp

(pour le texte intégral de l'étude, s'inscrire gratuitement sur le site)

Une étude sur les divers facteurs qui influencent les investissements étrangers note une augmentation de l'importance des incitatifs fiscaux.

● The last decade has seen phenomenal growth in foreign direct investment (FDI) worldwide, at a rate outpacing even the growth in production and international trade. While an increasing number of Canadian companies are investing in other countries, Canada's attraction as a place for foreign investment has been decreasing. The Conference Board of Canada reviewed the literature of business experts and economists on the process and the factors that determine FDI flows. Despite the

different approaches taken, their overall findings are very similar. The traditional variables have always been recognized by both sides as the main factors in the flow of FDI. But the world has changed, especially during the last two decades. Globalization, economic integration, and falling regulatory barriers have reduced the significance of traditional variables among nations. The issue of taxes is now a serious concern in location and sourcing decisions- and is growing in importance.

James G. Frank, Jane McIntyre, Tracey O'Sullivan, *Canada's Public Health Care System Through 2020 : Challenging Provincial and Territorial Financial Capacity*, novembre 2003.

http://www.conferenceboard.ca/press/2003/health_expenditures.asp (texte intégral sur commande)

Une étude sur l'évolution future des dépenses provinciales et territoriales dans le domaine de la santé.

■ A Conference Board study projects real provincial and territorial health expenditures through to 2020, showing how trends vary among seven components. The results call into question the financial sustainability of the Canadian health care system. Prescription drug and home care costs will occupy an increasingly larger percentage of total health care expenditures until 2020, while the hospital sector takes a smaller share of total provincial health care spending. As a whole, health care spending is going to rise from about 35 per cent of provincial expenditures today, to almost 45 per cent by the year 2020. The report examines expenditures in seven components of the health care system: hospitals; other institutions (such as residential care facilities); physicians; other professionals (such as dentists and chiropractors); home care; drugs, and other health expenditures. Prescription drugs will rise from a total share of nominal provincial/territorial spending of 7.2 per cent in 2001 to 14.6 per cent in 2020. Home care takes up 7.6 per cent in 2020, up from 4.2 per cent in 2001. Hospitals' share reduces from 43.9 per cent in 2001 to 36.6 per cent in the year 2020. Physician services, other professionals, and other institutions will also take up a smaller share of total provincial expenditures.

INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉES (ICCA)

Gérard Bérubé, *Imposer ou non les dividendes ?*, CA Magazine, octobre 2003, 2 pages.

http://www.camagazine.com/index.cfm/ci_id/17551/la_id/2.htm

Commentaires : l'impôt sur les dividendes devrait-il être aboli ?

● Même si l'opposition au projet de loi du président Bush visant à éliminer l'imposition des dividendes a été forte et que ce projet a été dilué, l'idée fait son chemin et demeure le pivot d'un plan de relance concocté pour remettre l'économie sur pied. Et, malgré des contestations justifiées, cette proposition gagnerait à être étudiée.

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Ministère des Finances, *Tableaux de référence financiers*, 22 octobre 2003, 67 pages.

http://www.fin.gc.ca/frt/2003/frt03_f.pdf

Données statistiques sur la situation financière des gouvernements fédéral et provinciaux et comparaisons internationales.

● Les Tableaux de référence financiers fournissent des données annuelles concernant la situation financière des gouvernements fédéral et provinciaux. Les données sont présentées selon les comptes publics, suivant les conventions

comptables utilisées dans la présentation de renseignements financiers aux différentes assemblées législatives; elles sont également présentées selon les comptes nationaux, telles qu'elles sont colligées par Statistique Canada et l'OCDE.

Ministère des Finances, *Projet de modification de la Loi de l'impôt sur le revenu concernant la déductibilité des intérêts et d'autres dépenses liées à une source*, 31 octobre 2003, 2 pages.

http://www.fin.gc.ca/news03/data/03-055_1f.html

Le ministère des Finances rend publiques des propositions législatives concernant l'expectative raisonnable de profit.

■ Les propositions législatives ont pour objet de renverser les décisions récentes de la Cour suprême dans les affaires *Ludco, Stewart et Walls*, en introduisant dans la Loi de l'impôt sur le revenu une exigence d'« attente raisonnable de bénéfice » relativement à une entreprise ou un bien afin de pouvoir déduire une perte dans le calcul du revenu. Il est également précisé que le bénéfice, à cette fin, ne comprend pas les gains en capital. Ces mesures entreront en vigueur à compter de l'année 2005. Les commentaires du public sont attendus jusqu'au 31 décembre prochain.

FRASER INSTITUTE

Fred McMahon, *Quebec Prosperity: Taking the Next Step*, Studies in Economic Prosperity, no 2, novembre 2003, 82 pages.

<http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/chapterfiles/Complete%20Publication-QuebecProsperity.pdf#>

Selon l'auteur, le Québec est plus pauvre qu'il ne devrait l'être, en raison de mauvaises décisions politiques.

● *Quebec Prosperity: Taking the Next Step* examine le rendement économique du Québec, au Canada et par rapport aux États-Unis, ainsi que son effet sur la politique économique du Québec. La question-clé est à savoir la raison pour laquelle le rendement économique du Québec a été, de façon constante, en dessous de son potentiel : les Québécois sont plus pauvres et plus souvent au chômage qu'il le faudrait. Nous examinerons la structure politique du Québec et son effet sur le rendement économique en utilisant, d'une part, la recherche sur la relation entre divers choix de politique, empirique et révisée par les pairs et, d'autre part, la prospérité et la création d'emplois. On trouve très souvent que les responsables des orientations politiques du gouvernement du Québec ont fait des choix politiques qui restreignent le potentiel économique, tout en augmentant le pouvoir et les ressources du gouvernement. Cette étude se termine par des recommandations politiques qui pourraient engendrer un Québec plus prospère.

Jason Clemens, Todd Fox, Amela Karabegovic, Sylvia Leroy, Niels Veldhuis, *Tax and Expenditure Limitations : The Next Step in Fiscal Discipline*, octobre 2003, 36 pages.

<http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/files/TaxExpendLimts.pdf>

Les provinces devraient se doter de lois constitutionnelles limitant les impôts et les dépenses gouvernementales.

● Canada as a nation and its constituent provinces have travelled a difficult path over the better part of the last decade to achieve balanced budgets. It is critical for Canada and the provinces to take the next step on the continuing path towards fiscal responsibility. That next step is the introduction of constitutionally entrenched laws enforcing tax and expenditure limitations (TEs). Balanced budget laws, which exist in eight of the ten Canadian provinces, are substantially different from Tax and Expenditure Limitations (TEs). Balanced-budget laws attempt to achieve just that: the balancing of revenues with expenses

such that debt is not accumulated by government. TELs, on the other hand, attempt to constrain the growth of government spending and taxes regardless of fiscal balance.

INSTITUT C.D. HOWE

Jack M Mintz, Michael Smart, *Brooking no Favorites: A New Approach to Regional Development in Atlantic Canada*, C.D. Howe Institute Commentary, no 192, décembre 2003, 23 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/commentary_192.pdf

Les prêts et les crédits d'impôt consentis par le fédéral aux entreprises des Maritimes sont inefficaces et devraient être remplacés par une réduction générale de l'impôt des sociétés dans cette région.

● This Commentary makes the case for a fundamental reform in the delivery of federal development assistance to Atlantic Canada. It argues that the federal government should replace existing grants and tax credits to businesses with a broad-based reduction of corporate taxes in the region. Existing grant programs are well intentioned, though poorly targeted. Governments are usually not good at picking winners — but losers tend to be very good at picking governments. As well, grants may serve political, rather than economic, objectives. This paper contains a quantitative analysis of the allocation of federal grants in Atlantic Canada in the 1988-to-2000 period, providing evidence that supports this contention. Since direct grant programs are ineffective, we recommend federal business tax reductions for the region. A tax cut for Atlantic Canada could be implemented in a variety of ways; we consider two of them. A federal corporate income-tax rate cut of 6.5 percentage points on Atlantic income could be provided to replace about \$250 million of existing grants. Alternatively, incentives for capital investments could be provided to encourage new activities in the Atlantic. This Commentary argues that a broad-based tax credit at a 10.5-percent rate should replace cash grants, as well as the existing federal Atlantic Investment Tax Credit, which is seriously flawed in design. Under this proposal, we estimate that the effective tax rate on marginal investment projects in the Atlantic region would be almost eliminated for many investment projects.

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉTUDES FISCALES (ACEF)/CANADIAN TAX FOUNDATION (CTF)

Brian J. Arnold, Jacques Sasseville, et Eric M. Zolt, *The Taxation of Business Profits Under Tax Treaties*, 2003, 320 pages.

ISBN 0-888808-190-1

Pour commander : <http://www.acef.ca/whatsnew/pdf/taxtreaties.pdf>

Différents experts font une analyse comparative et approfondie de l'application des conventions fiscales aux multinationales.

● In a global economy dominated by multinational enterprises, one of the most pressing tax issues is how revenue derived from the taxation of business profits should be allocated among competing jurisdictions. At present, this allocation is governed primarily by the provisions of the rapidly expanding network of bilateral tax treaties. This collection of papers by internationally recognized tax-treaty experts examines the most important aspects of the taxation of business profits under tax treaties, including the permanent establishment and other threshold requirements, source rules, the use of a separate-entity/arm's-length or combined reporting/formulary apportionment approach for the computation of business profits, and the special problems encountered in enforcing taxes against non-residents.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Paul Daniel Muller, *La tarification des services publics : avantages et inconvénients*, Notes économiques, décembre 2003, 4 pages.

<http://www.iedm.org/etudes/decembre03.pdf>

La tarification des services publics serait une solution valable pour financer les baisses d'impôts.

■ Le gouvernement du Québec a récemment entrepris un virage serré vers la tarification des services publics - augmentation de la cotisation à l'assurance-médicaments, levée du gel des tarifs d'électricité, augmentation des tarifs des CPE, hausse des tarifs du transport en commun. Le gouvernement se tourne vers la tarification alors qu'il s'est engagé à réduire l'impôt des Québécois de un milliard de dollars par année. Il pourra financer près des deux tiers de ce milliard à l'aide des augmentations de tarifs. Devant ce virage, il convient de se demander quels sont les avantages et les inconvénients de ce mode de financement des services publics. La note économique conclut qu'un recours accru à la tarification peut améliorer l'affectation de ressources publiques limitées vers les activités les plus prisées par les gens, ainsi que vers les gens qui valorisent le plus ces activités. Cependant, les contribuables s'objectent aux tarifs quand ils frappent durement les pauvres ou quand ils sont perçus comme un truc pour financer des baisses d'impôt tout en maintenant la ponction totale du gouvernement dans la poche du contribuable.

Institut économique de Montréal, *Le recours au privé en santé : l'exemple suédois*, Notes économiques, octobre 2003, 4 pages.

<http://www.iedm.org/etudes/suede.pdf>

Le recours au privé dans le domaine de la santé est une solution à envisager, tout en maintenant un système universel et public.

■ Il ne se passe pas une semaine sans qu'une manchette dans les journaux ne fasse état d'une situation de crise quelque part dans le système de santé canadien. Malheureusement, alors même que les budgets de la santé constituent le poste de dépenses publiques qui connaît la plus forte augmentation depuis quelques années, la plupart des intervenants dans ce débat semblent incapables de voir le problème autrement qu'à travers la lorgnette budgétaire et bureaucratique. Les propositions de réforme qui retiennent l'attention des politiciens concernent invariablement l'injection de nouveaux fonds publics ou la mise en place de nouvelles structures de surveillance et de planification. L'expérience récente de la Suède nous montre toutefois qu'il est possible d'augmenter l'efficacité du système avec des mécanismes de marché tout en maintenant l'universalité des soins. Malgré la crainte largement répandue selon laquelle un plus grand recours au secteur privé mènera à un système « à deux vitesses », les notions de profit et de concurrence ne sont pas incompatibles avec des soins de santé pour tous. L'existence d'un système parallèle privé est d'ailleurs la norme dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. La leçon à retenir pour le Canada est claire : il est possible d'aller beaucoup plus loin dans la décentralisation et la privatisation des services, tout en maintenant un système universel financé par des fonds publics.

INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES (IRPP)

Thomas J. Courchene, *Medicare as a Moral Enterprise: The Romanow and Kirby Perspectives*, Enjeux Publics, octobre 2003, 20 pages.

<http://www.irpp.org/pm/archive/pmvol4no1.pdf>

Réforme du système de santé: le modèle Kirby – permettant un apport du secteur privé et une garantie de soins dans un délai raisonnable – serait préférable.

■ Dans cette étude, Thomas J. Courchene, chercheur principal à l'IRPP, compare et confronte les valeurs (ou principes de mise en œuvre) sur lesquelles reposent les rapports Romanov et Kirby sur les soins de santé, afin de déterminer lequel est le plus utile pour faire face à l'évolution probable du système de santé. Il identifie tout d'abord quatre principes qui sous-tendent l'introduction personnelle du commissaire Roy Romanow dans le rapport *Guidé par nos valeurs : préparer l'avenir des soins de santé au Canada*. Or, affirme l'auteur, si ces principes ont pu se justifier à certains moments de l'histoire de notre régime d'assurance-santé, ils sont très loin d'offrir un cadre satisfaisant pour assurer un passage réussi à l'ère de l'information. Selon l'auteur, le modèle proposé dans le rapport Kirby correspond beaucoup mieux à l'évolution probable du secteur de la santé au XXI^e siècle. Il favorise par exemple l'émergence de soins médicaux de pointe en permettant l'apport du secteur privé, et la garantie de soins de santé qu'il comporte s'attaque de front au talon d'Achille du système actuel, i.e. les délais d'attente inacceptables pour obtenir des traitements. Si certains voient dans le modèle Kirby une proposition de réforme trop modeste, le fait qu'il autorise le développement de marchés internes signifie que notre système de santé pourra évoluer de l'intérieur en réponse aux incitatifs économiques, socio-politiques et autres enjeux de santé publique. Selon l'auteur, c'est précisément la condition sine qua non d'un système de santé viable pour le siècle en cours.

Sarah Fortin, Alain Noël et France St-Hilaire (dirs.), *Forging the Canadian Social Union: SUFA and Beyond*, novembre 2003.

http://www.irpp.org/fr/research/re_su.asp (pour commander)

L'Union Sociale : un rêve impossible? Ou comment les provinces pourront s'entendre pour faire face aux problèmes du déséquilibre fiscal, du financement des soins de santé, et bien d'autres.

● At the close of their 44th annual conference in July 2003, Canadian premiers unveiled a five-point plan "to build a new era of constructive and cooperative federalism." The premiers' ambitious proposals - which included the creation of a Council of the Federation - and their assertion that "the current dynamic of Canadian federalism is not working well enough for Canadians" may have come as a surprise to casual observers of the federal-provincial scene. After all, in the past four years the first ministers have announced a number of "landmark" agreements - starting with the Social Union Framework Agreement (SUFA) in 1999 and leading to the much-touted "health accords" of 2000 and 2003 - that were meant to establish more constructive and co-operative intergovernmental relationships in social policy. In all cases, however, the reality has fallen well short of the rhetoric found in official documents. Forging a social union is a continual challenge for a decentralized and multinational federation like Canada. According to the noted social policy and federalism experts who contribute to this volume, SUFA did not respond satisfactorily to this challenge, on a number of counts: it did not take into account Quebec's view of the federation; it did not help clarify the respective roles of each order of government in social policy; it did not produce effective rules to address the power balance in the federation; and finally, it did not engage citizens meaningfully in setting social priorities. The agreement remains with us, but so do these unresolved issues. Whether it is in the context of the debate on fiscal imbalance, ongoing negotiations on health care financing or the introduction of new social programs, these challenges will re-emerge. Governments, experts and citizens should therefore learn from the SUFA experience, and start to consider better options for the future. This volume on Canada's social union is meant to contribute to this process.

Options politiques, vol. 25, no 1, décembre 2003-janvier 2004.

<http://www.irpp.org/fr/po/index.htm>

Lettres au nouveau Premier ministre : Paul Martin remplira-t-il ses promesses?

■ Ce numéro de la revue Options politiques est entièrement consacré au nouveau premier ministre. Les experts y vont de leurs conseils, analyses et suppositions quant aux intentions de Paul Martin, dans tous les domaines, notamment : système de santé, financement des municipalités, équilibre budgétaire, relations avec les provinces, environnement, défense nationale, politique internationale et programmes sociaux.

Stéphane Turcotte, *À propos du financement des universités et des droits de scolarité au Québec*, Options politiques, Vol. 24, no 10, novembre 2003, 5 pages.

<http://www.irpp.org/po/archive/nov03/turcotte.pdf>

Financement des universités : il serait temps de remettre en question le gel des frais de scolarité.

● En matière de droits de scolarité, les étudiants québécois jouissent d'une situation unique au Canada et en Amérique du Nord. Gelés à un peu moins de 2 000\$, ces droits ne comptent que pour 10,9 p. 100 des revenus des établissements, contre 19,7 p. 100 en moyenne dans le reste du pays. Alors que le niveau de fréquentation des universités tend à progresser et devant la nécessité pour les établissements de disposer d'un financement adéquat pour répondre à la demande tout en demeurant concurrentiels face à leurs vis-à-vis ontariens et américains, il devient urgent de s'interroger sur la part de la facture qui doit être assumée par chacun des acteurs en jeu, nommément l'État, les étudiants et le secteur privé. Parce que la question du financement des universités est indissociable de celle des droits de scolarité, il devient urgent d'explicitier une politique générale des universités qui tienne compte de la part des coûts réels reliés aux études que devrait assumer l'étudiant lui-même.

ÉTATS-UNIS

TAX POLICY CENTER (URBAN INSTITUTE – BROOKINGS INSTITUTION)

Joel Slemrod, *The Role of Misconceptions in Support for Regressive Tax Reform*, 10 novembre 2003, 34 pages.

http://www.brookings.edu/dybdocroot/comm/events/20031216_Slemrod.pdf

Une excellente analyse portant sur l'impact de la perception erronée des contribuables sur l'avènement de politiques fiscales régressives.

● In the United States there is considerable popular support for replacing the existing income tax structure with an alternative system, such as a flat-rate tax or a retail sales tax, that almost certainly would feature a more regressive distribution of the tax burden, and for abolishing the most progressive of all federal taxes, the estate and gift tax. This paper demonstrates that much of this support is based on a misconception that these changes would be progressive rather than regressive, mostly because many people believe that the existing distribution of tax burden is regressive.

Peter R. Orszag, *Taxes and Income Volatility*, 24 novembre 2003, 1 page.

http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/1000581_11-24-03TaxFacts.pdf

Un tableau sur l'effet des taux progressifs d'imposition sur les contribuables ayant des revenus variables d'une année à l'autre.

● In a tax system with increasing marginal tax rates, the tax increase from a boost to income is at least equal to the tax reduction from a decline in income — and is larger if the change in income crosses a marginal tax bracket. As a result, people with volatile incomes may pay more tax than people with the same average income whose incomes do not fluctuate.

INTERNAL REVENUE SERVICES (IRS)

Kim M. Bloomquist, *Tax Evasion, Income Inequality and Opportunity Costs of Compliance*, novembre 2003, 28 pages.

<http://www.irs.ustreas.gov/pub/irs-soi/bloomq.pdf>

Une analyse de l'impact de l'augmentation de l'inégalité des revenus sur l'évasion fiscale.

● This paper argues that widening income inequality contributes to the propensity to evade by both reducing the probability of detection and increasing compliance opportunity costs. Lower detection probability occurs as rising inequality gradually alters the composition of income from being employment-based (i.e., matchable) to investment-based (i.e., non-matchable). Greater economic polarization also increases the financial strain on many former middle-class taxpayers, thus raising their opportunity cost of compliance. In addition, the compliance opportunity costs for wealthy taxpayers also could increase if they perceive a growing exchange inequity between their tax burdens and public sector benefits. This paper tests the hypothesis that rising income inequality contributes to tax evasion in the United States. Empirical analysis for the period 1947-2000 finds a positive correlation between the underreporting rate for wage and salary income and the top decile wage share. This finding suggests that enforcement policies aimed at reducing income tax evasion may lose some effectiveness in an environment of increasing inequality.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

Congressional Budget Office, *Economic Issues in Taxing Internet and Mail-Order Sales*, The Congress of the United States, octobre 2003, 33 pages.

<ftp://ftp.cbo.gov/46xx/doc4638/10-20-InternetTax.pdf>

Une analyse économique de la perception des taxes de vente par les autorités fiscales à l'extérieur de leur juridiction.

■ The growth of on-line commerce over the past several years has increased remote sales (purchases of items out of state) by billions of dollars in the United States. In this context, all of the 45 states, as well as the District of Columbia, that levy retail sales taxes on purchases made within their borders (local sales) also impose an equivalent "use" tax on remote sales. This Congressional Budget Office (CBO) paper, prepared at the request of the Senate Finance Committee, uses an economic framework to evaluate the various arguments that have been advanced by proponents and opponents of remote collection of sales taxes. After an overview of the remote sales taxation issue, the paper deals with the economic trade-off that remote collection presents and other economic issues in the remote collection debate such as (1) network externalities and market failures, (2) the size of the public sector and (3) the fiscal autonomy of states and local governments.

PUBLIC BUDGETING & FINANCE

H. Chernick et A. Reschovsky, *State fiscal responses to welfare reform during recessions: Lessons for the future*, Public Budgeting & Finance, Fall 2003, Vol. 23, Issue 3, p. 3.

<http://www.blackwell-synergy.com/links/doi/10.1111/1540-5850.2303001/abs/>

(pour commander en ligne)

Récession et financement en bloc des programmes sociaux : étude prospective.

● The 1996 welfare reform transformed open-ended matching grants to states to fixed block grants. This article considers whether, given the new regime, states will be able and willing to meet the need for public assistance during recessions. The accumulation of large balances of unspent federal welfare funds helped states weather the first year or so of the current recession without having to cut programs for needy families. While new fiscal rules promoted positive reform during a period of economic prosperity, they may be leaving states and their most vulnerable citizens at serious risk as the economic and fiscal slowdown continues.

NATIONAL TAX ASSOCIATION

John W. Diamond, Pamela H. Moomau, *Issues in Analyzing the Macroeconomic Effects of Tax Policy*, 56 *National Tax Journal* 447-462 (septembre 2003), 16 pages.

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/18c2467d64176df185256dd300649361?OpenDocument> (résumé seulement, texte intégral accessible aux membres du NTA)

Une étude macroéconomique des conséquences d'une baisse des taux d'imposition des particuliers, tenant compte de certains facteurs généralement laissés de côté dans les études.

● This paper provides a description of issues that are important in determining the macroeconomic effects of tax policy changes. We discuss the role of assumptions about general macroeconomic modeling issues like market behavioral parameters, and the actions of fiscal and monetary authorities. Estimating the revenue feedback effects of tax policy also requires several applied measurement issues that do not typically arise in macroeconomic modeling. Each of these issues introduces significant sources of uncertainty into the macroeconomic analysis of tax policy. We use simulations of a hypothetical 10 percent cut in individual income tax rates to illustrate issues and challenges.

Jane G. Gravelle, « *Effects of Dividend Relief on Economic Growth, the Stock Market, and Corporate Tax Preferences* », 56 *National Tax Journal* 447-462 (septembre 2003), 16 pages.

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/d298dab518dda4f785256dd300753b12?OpenDocument> (résumé seulement, texte intégral accessible aux membres du NTA)

La non-imposition des dividendes risque de nuire à la croissance économique plutôt que de la stimuler.

● Dividend relief was proposed for economic stimulus and growth, but is unlikely to be an effective stimulus because much of the tax benefit may be saved. Nor is it likely to affect demand independently through a rise in the stock market: these values only affect pending of stockholders (through income effects). Even if there is a separate effect on consumer or business confidence, the effect on the stock market is unlikely to be large enough to be noticeable. A deficit-financed capital income tax cut would, however, ultimately reduce the capital stock.

Robert Carroll, Kevin A. Hassett, James B. Mackie, « *The Effect of Dividend Tax Relief on Investment Incentives* », 56 *National Tax Journal* 629-651 (septembre 2003), 23 pages.

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/fbe6fd2590d5a22b85256dd30074dca3?OpenDocument> (résumé seulement, texte intégral accessible aux membres du NTA)

La non-imposition des dividendes et son impact sur les incitatifs d'investissement : une source d'ambiguïté.

● Reducing the double tax on corporate income has an ambiguous effect on marginal effective tax rates. It depends on the specifics of the policy, the extent of debt finance, whether one adopts the new or the old view of dividend taxes, the identity of the marginal investor, the importance of international capital flows, and the replacement tax regime. We illustrate or discuss each of these sources of ambiguity. We also model the excludable dividend amount (EDA), a feature of the President's dividend tax proposal, and we calculate the marginal effective tax rate for the 5/15 dividend and capital gains tax relief proposal that has become law.

Robert E. Brown, Mark J. Mazur, « *IRS's Comprehensive Approach to Compliance Measurement* » 56 *National Tax Journal* 689-700 (septembre 2003), 12 pages.

<http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/009a9a91c225e83d852567ed006212d8/f9ac93d60f09c81885256dd3007605d4?OpenDocument> (résumé seulement, texte intégral accessible aux membres du NTA)

L'IRS explique sa méthode d'évaluation du respect des lois fiscales par les contribuables.

● The IRS created the National Research Program in 2000 and gave it responsibility for defining, developing and capturing data on filing, payment, and reporting compliance. This paper details how compliance measurement feeds the IRS's strategic planning process, as well as the Tax Gap, which details the differences between what the Service collects from taxpayers and what taxpayers actually owe. We provide detailed information on each of the measures, including definitions, data sources, and how the measures interact with one another. Finally, we examine how these strategic compliance measures differ from other metrics the IRS employs in its enforcement activities.

FRANCE

ASSEMBLÉE NATIONALE

Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, *Rapport d'information sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne les taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (COM (2003) 397 final/ E 2365)*, 23 octobre 2003, 35 pages.

<http://www.assemblee-nationale.fr/12/europe/rap-info/i1160.asp#TopOfPage>

La France appuie la réforme du régime communautaire de la taxe sur la valeur ajoutée.

■ Le régime communautaire de la TVA fait l'objet de nombreuses dérogations, notamment en ce qui concerne les taux réduits de TVA dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre. Ces dérogations font naître plusieurs problèmes dans l'application de la TVA au niveau de la Communauté européenne : complexité des mesures réglementaires, iniquités entre les États membres, difficultés pratiques pour les contribuables, risques de distorsions de concurrence au sein du marché intérieur. En juillet 2003, la Commission européenne a présenté une proposition de réforme visant à fixer les principales règles du régime communautaire de la TVA. Cette réforme constitue un enjeu important, tant au niveau politique, économique, social et culturel. Ce document propose une étude du système actuel de taux réduits de TVA et conclut à la nécessité d'une réforme majeure, tout en protégeant le droit des États de réduire les taux de TVA dans certains secteurs clés tels que la rénovation de logements, la restauration, les produits culturels et les œuvres d'art.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

Suman Basu, Carl Emmerson and Christine Frayne, *An Examination of the IFS Corporation Tax Forecasting Record*, novembre 2003, 36 pages.

<http://www.ifs.org.uk/workingpapers/wp0321.pdf>

Une étude qualitative des modèles de prévision des revenus des sociétés.

● Improved understanding of the sources of errors can aid the development and refinement of the forecasting procedure. This paper considers the range of corporation tax forecasting techniques used by the Institute for Fiscal Studies (IFS) in its annual Green Budget publications. It compares the accuracy of the IFS judgement forecasts, with those made using the IFS forecasting model and the current receipts outturn in terms of their current and short-term predictions. For the current year forecast the most accurate forecast is found, on average, to have been the IFS judgement forecast. This is to be expected since it is able to take into account the information provided by both the IFS model and the current receipts forecasts, as well as other information about the economy and the forecasts produced by the HM Treasury. As the forecasting horizon extends forwards the IFS model is found to have delivered more accurate forecasts than the IFS judgement. The increased precision of the IFS judgement over and above the IFS model does therefore not persist beyond the current year.

Mike Brewer and Carl Emmerson, *Two Cheers for the Pension Credit?*, octobre 2003, 19 pages.

<http://www.ifs.org.uk/pensions/bn39.pdf>

L'impact du crédit d'impôt pour la retraite sur les revenus des retraités et l'épargne des particuliers.

● On 6 October 2003, the pension credit replaced the minimum income guarantee as the principal means-tested benefit for families containing an individual aged 60 or over. This Briefing Note examines the impact of this reform. A finding is that with regards to the government's objectives of giving more resources to low-to middle-income pensioners, rewarding pensioners for having saved in the past and encouraging people of working age to save for the future, the pension credit is likely to achieve the first two but not the third. This Briefing Note is set out as follows. Section 2 describes how the pension credit operates and why the problems that occurred with the Inland Revenue's administration of the new tax credits for families with children in April 2003 should not occur with the pension credit. The distributional impact of the reform is shown in Section 3. Section 4 discusses the inevitable problem of incomplete take-up of the new payment. Section 5 discusses the likely impact of the pension credit on saving and Section 6 discusses some of the longer-term.

Stephen Bond and Alexander Klemm, *Corporation Tax Reform : A Response to the Government's August 2003 Consultation*, novembre 2003, 16 pages.

<http://www.ifs.org.uk/corptax/bn40.pdf>

Analyse et commentaires sur des modifications proposées au système d'impôt corporatif britannique.

● In August 2003 the government issued a further consultation document on reform to the corporation tax system. This consultation continues a process that started in July 2001 with a consultation document on large business taxation, and which appears to have become an annual exercise. In response to last year's consultation, the IFS published a briefing note, and the issues covered there will not be discussed at length here. The main focus of last year's consultation was the calculation of

taxable income, in particular with respect to capital assets, the schedular system and the distinction between trading and investment companies. The new consultation deals with these issues again. Much of that is repetition, although proposals have become more specific. Particularly noteworthy is a proposed change to the tax treatment of finance leases. This consultation further includes a new topic - the international and particularly the European context of the UK corporation tax system.

INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE)

OCDE, *Réunion du Forum Mondial de l'OCDE sur la Fiscalité*, Ottawa, 15 octobre 2003, 1 page.
http://www.oecd.org/document/11/0,2340,fr_2649_201185_16680651_1_1_1_1,00.html

Forum mondial de l'OCDE sur la fiscalité : un engagement envers les principes de transparence et d'échange effectif de renseignements à des fins fiscales.

■ Les 14 et 15 octobre, l'Agence des Douanes et du Revenu du Canada a accueilli une réunion du Forum mondial de l'OCDE sur la fiscalité. La réunion a rassemblé des représentants de 40 gouvernements OCDE et non OCDE qui sont engagés envers les principes de transparence et d'échange effectif de renseignements à des fins fiscales. La question centrale de cette réunion était comment réaliser des règles du jeu équitables mondiales et comment améliorer encore le processus par lequel cette initiative peut être menée plus avant sur la base des principes largement acceptés d'équité et de responsabilité partagée.

OCDE, *Régime fiscal des pots de vin versés aux agents publics étrangers dans les pays membres*, 3 novembre 2003, 9 pages.

http://www.oecd.org/document/10/0,2340,fr_2649_201185_18289482_1_1_1_1,00.html

Les pays membres de l'OCDE interdisent la déductibilité des pots de vin versés aux agents publics étrangers.

■ Ce court document offre une synthèse des mesures législatives adoptées par les pays membres de l'OCDE afin d'empêcher la déductibilité des pots de vins versés aux agents publics étrangers ou encore pour criminaliser de telles pratiques. Actuellement, tous les pays membres de l'OCDE empêchent - ou sont sur le point d'empêcher - la déductibilité des pots de vins versés aux fonctionnaires étrangers.

OCDE, *Mise en oeuvre des Conditions cadres d'Ottawa sur la fiscalité - Rapport 2003*, 26 octobre 2003, 40 pages.

<http://www.oecd.org/dataoecd/45/16/20500370.pdf>

Derniers développements concernant la fiscalité et le commerce électronique.

● Le développement du commerce électronique dans les années 90 a posé un certain nombre de problèmes de fiscalité aux gouvernements de tous les pays. Forte de sa longue et fructueuse expérience dans l'élaboration de solutions pratiques pour les questions fiscales internationales, l'OCDE a réagi sans tarder et dès 1998 elle avait adopté les Conditions cadres d'Ottawa sur la fiscalité. Celles-ci exposent un certain nombre de principes que les gouvernements devraient adopter dans leur approche de

la fiscalité du secteur émergent. Depuis 1998, le Comité des affaires fiscales de l'OCDE continue de traduire ces principes en orientations pratiques pour l'application internationale. Ce rapport actualise les travaux du Comité et met en lumière les tâches qui restent à accomplir.

OCDE, *Base de données sur les taxes liées à l'environnement*, mise à jour du 10 novembre 2003.

http://www.oecd.org/document/9/0,2340,fr_2649_34295_18802249_119656_1_1_37427,00.html

Données statistiques récentes concernant les mesures fiscales liées à l'environnement

■ Cette base de données contient de nombreuses informations pertinentes concernant les taxes, les droits et les redevances liés à l'environnement en vigueur dans plus de 40 pays. On y trouvera, notamment, les recettes des taxes liées à l'environnement en pourcentage du PIB, par habitant ou par assiette d'imposition.

OCDE, *Bébés et employeurs : comment réconcilier travail et vie de famille*, vol. 2, novembre 2003, 272 pages.

http://www.oecd.org/document/21/0,2340,fr_2649_34533_18393237_1_1_1_37427,00.html

(pour le texte intégral de l'étude, commander en ligne)

Les mères qui travaillent ont besoin d'un coup de main, selon l'OCDE.

● Pour bien des mères japonaises, irlandaises et autrichiennes, élever des enfants et exercer un emploi sont deux activités qui s'excluent mutuellement, telle est la conclusion d'une nouvelle étude de l'OCDE. Cette étude montre comment la fiscalité, les prestations versées par l'État, les politiques en matière de garde d'enfants et d'emploi influent sur la décision de fonder une famille.

OCDE, *Statistiques des recettes publiques*, octobre 2003, 320 pages.

http://www.oecd.org/document/35/0,2340,fr_2649_37427_17122275_1_1_1_37427,00.html

(pour le texte intégral de l'étude, commander en ligne)

Statistiques fiscales internationales concernant les recettes des administrations publiques.

● Les données sur les recettes des administrations publiques, et sur le produit de la fiscalité en particulier, constituent la base de la plupart des travaux de description des structures économiques et d'analyse économique, et sont de plus en plus utilisées pour les comparaisons internationales. Cette publication annuelle présente un cadre conceptuel dont le but est de définir les recettes publiques devant être assimilées à des impôts et de classer les différentes catégories d'impôts. Elle constitue également un ensemble unique de statistiques fiscales détaillées et comparables au niveau international, utilisant une présentation identique pour tous les pays de l'OCDE depuis 1965. L'édition de cette année présente deux études spéciales. La première décrit la manière dont les pays utilisent les abattements et les crédits d'impôt pour la mise en oeuvre des politiques publiques ainsi que l'incidence de ces mesures sur les rapports impôt/PIB. La deuxième explique comment la comptabilisation en droits constatés sera introduite dans les Statistiques des recettes publiques l'année prochaine.

OCDE, *Asset Building and the Escape from Poverty: A New Welfare Policy Debate*, novembre 2003, vol. 2003, no. 31, 53 pages.

http://www.oecd.org/document/46/0,2340,fr_2649_34533_20337326_1_1_1_37427,00.html

(texte intégral disponible gratuitement en ligne)

Lutter contre la pauvreté à l'aide de programmes d'aide à la capitalisation.

● Governments in developed countries have long used, directly or indirectly through their tax systems, policies that subsidise or otherwise encourage the population at large to acquire assets such as financial savings, home ownership, retirement funds, education (human capital) or business capital. These policies seldom reach the poor. In fact, for the poor these policies often do not stimulate saving but rather discourage it. However, the evidence reported in this book is that the poor want to save, and can do so in modest amounts. In fact, they will do so, often with sacrifices greater than either policy makers or the more well-off might imagine. Extending asset-building policies to the poor can represent an effective attack on both poverty and economic and social alienation of the poor, because it has positive welfare effects that income support alone cannot provide. This book establishes the context for a fruitful debate on the merits and demerits of asset building for the poor by setting out the basic ideas involved in asset-building programmes and proposals. It also outlines the social policy advantages that their proponents claim, and documents what the existing programmes and demonstration projects look like.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Denys Allain, Marc Bachand, Dominic Castonguay, Marc Desjardins, Mélanie Dolbec, Amélie Guimont, Pierre-Louis Le Saunier, Hélène Oligny



English	Contactez-nous	Aide	Recherche	Site du Canada
Le Quotidien	Le Canada en statistiques	Profils des communautés	Nos produits et services	Accueil
Recensement				Autres liens

Recherche
dans
Le Quotidien

Le Quotidien
d'aujourd'hui
en format PDF

Parutions
précédentes

Dernier
communiqué
de l'Enquête sur
la population
active

Dernier
communiqué
de l'Indice des
prix à la
consommation

Produits
récemment
diffusés

Indicateurs
économiques

Calendrier
de diffusion

NOUVEAU!
Abonnement
GRATUIT

À propos du
Quotidien

Infomat

Le Quotidien

[Le jeudi 23 octobre 2003](#)

Cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite

2002

Pour la deuxième année consécutive, il y a eu une forte diminution du nombre de Canadiens qui ont cotisé à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER), de même que du montant de leur cotisation.

Au total, 5 991 440 déclarants ont versé un peu moins de 27,1 milliards de dollars dans un REER au cours de l'année d'imposition 2002. Le nombre de cotisants a baissé de 4,0 % par rapport à 2001, tandis que le montant des cotisations a diminué de 4,8 %.

Ces baisses se sont produites malgré l'augmentation de 2 % du nombre de déclarants ayant des droits de cotisation et malgré la stabilité du revenu médian d'emploi. Le revenu médian d'emploi en 2002 était de 24 400 \$, en légère baisse de 0,5 % par rapport à 2001, après rajustement pour tenir compte de l'inflation.

Le nombre de cotisants et le montant des cotisations avaient atteint un niveau record en 2000. Au cours de cette même année, 6 291 170 déclarants avaient versé près de 29,3 milliards de dollars dans un REER.

La cotisation médiane à un REER en 2002 a diminué de 100 \$, passant de 2 600 \$ en 2001 à 2 500 \$. La médiane est le point qui sépare les déclarants en deux groupes égaux, la moitié des déclarants ayant des cotisations inférieures à la médiane et l'autre, des cotisations supérieures à ce seuil.

La cotisation médiane a baissé dans l'ensemble des provinces et des territoires, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick et au Québec, où elle est restée la même.

Les taux de participation à un REER ont varié légèrement selon le sexe et le groupe d'âge. Bien que le nombre de femmes cotisantes ait diminué, elles ont représenté 46 % des cotisants, par rapport à 45 % en 2001. Leur cotisation médiane a été de 2 100 \$ comparativement à 2 200 \$ en 2001.

Le nombre de cotisants a diminué dans tous les groupes d'âge, sauf dans celui des cotisants âgés de 55 à 64 ans. Toutefois, même dans ce groupe d'âge la cotisation moyenne a diminué.

Pour avoir le droit de cotiser à un REER, le déclarant doit avoir soit de nouveaux droits de cotisation en raison de son revenu admissible de l'année précédente, généralement son revenu d'emploi, soit des droits de cotisation inutilisés remontant à des années précédentes.

Pour l'année d'imposition 2002, 80 % des déclarants avaient des droits de cotisation et, de ce nombre, environ 34 % ont versé une cotisation.

Les cotisations en 2002 n'ont représenté que 9 % du total des droits de cotisation à la disposition de ceux qui ont produit une déclaration de revenus en 2002, et moins de la moitié des nouveaux droits de cotisation qui ont été produits en 2002.

Nota : Ces données sont tirées des déclarations de revenus produites au printemps 2003.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [4106](#).

Les banques de données *Cotisants à un REER* ([17C0006](#), prix variables), *Droits de cotisation aux REER* ([17C0011](#), prix variables) et *Déclarants canadiens* ([17C0010](#), prix variables) sont offertes pour le Canada, les provinces et les territoires, les villes, les régions métropolitaines de recensement, les divisions de recensement, les circonscriptions fédérales ainsi que les régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (les trois premiers caractères du code postal) et les itinéraires de facteur.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9720 ou composez sans frais le 1 866 652-8443 (saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives. Télécopieur : (613) 951-4745 ou, sans frais le 1 866 652-8444.

Cotisants à un REER					
2002					
	Nombre de cotisants	2001 à 2002	Cotisations	2001 à 2002	Cotisation médiane
		var. en %	en milliers de dollars	var. en %	en dollars
Canada	5 991 440	-4,0	27 072 812	-4,8	2 500

Terre-Neuve-et-Labrador	59 860	-3,6	248 004	-4,5	2 000
Île-du-Prince-Édouard	19 390	-6,3	78 551	-1,3	2 000
Nouvelle-Écosse	132 280	-5,0	551 578	-4,0	2 000
Nouveau-Brunswick	101 670	-3,7	390 683	-7,5	2 000
Québec	1 516 510	-2,0	6 258 295	-3,5	2 400
Ontario	2 349 330	-4,6	11 227 411	-6,2	2 700
Manitoba	207 150	-6,6	793 535	-6,9	2 000
Saskatchewan	171 410	-7,3	670 223	-9,1	2 200
Alberta	654 270	-3,8	3 124 388	-4,2	2 700
Colombie-Britannique	764 190	-4,6	3 650 061	-1,8	2 800
Yukon	5 830	-2,7	28 542	-1,3	3 000
Territoires du Nord-Ouest	7 240	0,7	37 313	0,9	3 400
Nunavut	2 320	-1,3	14 229	4,4	4 200

Envoyez cet article à une autre personne

Envoyez à :

Votre nom :

Votre courriel :

Commentaires :

[\[Page d'accueil\]](#) | [\[Recherche\]](#) | [\[Contactez-nous\]](#) | [\[English\]](#)

Date de modification : NaN-NaN-NaN



[Avis importants](#)



English	Contactez-nous	Aide	Recherche	Site du Canada
Le Quotidien	Le Canada en statistiques	Profils des communautés	Nos produits et services	Accueil
Recensement				Autres liens

Recherche
dans
Le Quotidien

Le Quotidien
d'aujourd'hui
en format PDF

Parutions
précédentes

Dernier
communiqué
de l'Enquête sur
la population
active

Dernier
communiqué
de l'Indice des
prix à la
consommation

Produits
récemment
diffusés

Indicateurs
économiques

Calendrier
de diffusion

NOUVEAU!
Abonnement
GRATUIT

À propos du
Quotidien

Infomat

Le Quotidien

[Le mercredi 29 octobre 2003](#)

Dons de charité

2002

L'élan de générosité des Canadiens s'est poursuivi en 2002. En effet, leurs dons de charité ont été encore plus élevés que d'habitude.

En 2002, les déclarants ont donné plus de 5,8 milliards en dons de charité, en hausse de 6,0 % par rapport à 2001. Le nombre de donateurs est demeuré stable en 2002, soit environ 5,5 millions, et ce, malgré une hausse minime de 0,4 % du nombre de déclarants.

Le don médian s'est élevé à 210 \$ en 2002, soit dix dollars de plus qu'en 2001. (En d'autres mots, la moitié des dons étaient de plus de 210 \$, et les autres étaient inférieurs à ce montant.) Le don médian augmente chaque année depuis 1999.

Parmi les provinces et les territoires, le don médian de 400 \$ des déclarants du Nunavut était de loin le plus élevé. La hausse importante de leur don médian, qui s'élevait à 360 \$ l'an dernier, constitue aussi l'augmentation la plus prononcée.

Le Nunavut domine les provinces et les territoires depuis 2000. Il est suivi de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador, qui ont réalisé un don médian de 330 \$ et de 310 \$ respectivement.

Le don médian a augmenté dans dix provinces et territoires. Seul le Nouveau-Brunswick a connu une légère baisse.

Comme en 2001, 25 % de tous les déclarants canadiens ont déclaré des dons de charité. À l'échelon provincial et territorial, le Manitoba venait en tête, 29 % de ses déclarants ayant déclaré des dons. L'Ontario et la Saskatchewan suivaient de près (27 %), ainsi que l'Île-du-Prince-Édouard (26 %).

Nota : La banque de données sur les dons de charité fournit des renseignements sur les déclarants qui ont réclamé un crédit d'impôt pour des dons de charité dans leur déclaration de revenus pour l'année 2002. Seuls les dons versés aux oeuvres de bienfaisance et aux organismes agréés qui offrent des reçus officiels peuvent être déduits. Il est possible de reporter des dons de charité sur les cinq années suivant celle où ils ont été versés. Les dons de charité de 2002 peuvent donc comprendre des dons versés au cours des cinq dernières années. Selon le droit fiscal, les déclarants peuvent réclamer à la fois leurs dons de charité et ceux de leur conjoint afin d'obtenir de meilleurs avantages fiscaux. Par conséquent, le nombre de personnes qui versent des dons de charité pourrait être plus élevé que le nombre de personnes qui déclarent des dons de charité.

Données stockées dans CANSIM : tableaux [111-0001](#) à [111-0003](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [4106](#).

La banque de données *Dons de charité* ([13C0014](#), prix variés) est offerte pour le Canada, les provinces et les territoires, les villes, les régions métropolitaines de recensement, les divisions de recensement, les circonscriptions fédérales ainsi que les régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (les trois premiers caractères du code postal) et les itinéraires de facteur.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9720 ou composez sans frais le 1 866 652 8443 (saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives. Télécopieur : (613) 951-4745 ou, sans frais, le 1 866 652 8444.

Dons de charité						
2002						
	Donateurs		Dons de charité			
	Nombre	2001 à 2002	Montant	2001 à 2002	Don médian	Tous les déclarants
		var. en %	en milliers de dollars	var. en %	en dollars	%
Canada	5 520 560	0,0	5 847 068	6,0	210	25
Terre-Neuve-et-Labrador	80 880	0,1	64 924	6,4	310	21
Île-du-Prince-Édouard	26 180	-1,4	21 436	1,6	330	26
Nouvelle-Écosse	155 590	-0,6	132 387	7,5	270	23
Nouveau-Brunswick	127 330	0,4	115 956	-3,8	260	23
Québec	1 251 690	1,6	610 450	4,5	110	23
Ontario	2 258 080	-0,6	2 921 324	7,0	260	27
Manitoba	230 290	-0,4	266 965	9,3	260	29
Saskatchewan	187 700	-1,1	189 114	3,7	280	27
Alberta	541 670	0,4	723 642	7,9	250	25
Colombie-Britannique	651 540	-0,9	791 431	2,9	260	23
Yukon	3 870	4,6	3 628	9,2	200	20
Territoires du Nord-Ouest	4 250	2,2	3 955	8,8	190	17
Nunavut	1 480	-2,6	1 857	5,0	400	10

Envoyez cet article à une autre personne

Envoyez à :

Votre nom :

Votre courriel :

Commentaires :

[\[Page d'accueil | Recherche | Contactez-nous | English\]](#)



Date de modification : NaN-NaN-NaN

[Avis importants](#)

▶ [News releases](#)[News archive](#)[Search news archive](#)[Contact us](#)

News release 03-49

Critical Policy Choices Needed To Sustain Canada's High Quality Of Life

OTTAWA, October 9, 2003 - Canada has strengthened its economy and stabilized its fiscal situation, but its future remains fraught with risk unless it deals with pressing policy challenges. The Conference Board of Canada's eighth annual socio-economic report, *Performance and Potential 2003-04: Defining the Canadian Advantage* finds that Canada must overcome lingering complacency to address issues that affect Canadians' quality of life.

"Canada has made progress in recent years, but our future is by no means secure," said Anne Golden, President and CEO of the Conference Board. "We have put our fiscal house in order, reduced our debt, and revitalized our economy.

"But we still face several underlying structural problems and have difficult decisions to make about sustaining health care as it is currently structured, fixing our crumbling urban infrastructure, and reinvigorating our foreign policy to enhance our influence with the United States and in the world."

Performance and Potential compares Canada's performance with 23 other Organisation for Economic Co-operation and Development countries and ranks the top 12 in each of six categories. Canada ranked third in the Economy category this year, its best ever performance in the Conference Board's benchmarking exercise. Canada is also a strong performer in Innovation, and Education and Skills. But Canada is falling behind other developed countries in areas traditionally considered to be our strengths-in Health, Society, and especially Environment.

Improving these weaker performances will require investment in human capital, public infrastructure, and foreign policy. Strengthening productivity growth is the best way to generate the necessary revenue for these investments. Canada's income per capita in 2002 was \$4,779 less than that of the United States. This gap, which is expected to increase in future years, is due almost entirely to lower labour productivity in Canada than in the United States.

"Increasing our productivity is the only sustainable way to close the income gap," said Golden. "We cannot improve our productivity simply by working harder or more hours. Investment in machinery and equipment, focusing on the creation of higher value-added jobs, liberalizing trade and regulatory regimes, and growing the size of small and medium sized enterprises are among the requirements to increase productivity."

The combination of a relatively strong economy and fiscal restraint during the 1990s has given the federal government fiscal capacity to spend in priority areas. The federal government should continue to enjoy surpluses through 2015 under the existing tax structure, while increasing transfers for health care and paying down debt.

But fulfilling other policy goals will require additional revenue. Health care costs will rise as the Canadian population ages, the demand for infrastructure investment is estimated at more than \$50-billion, and the full costs of implementing the Kyoto Protocol are still unknown.

Register with Boardwise, our e-Library, to view *Performance and Potential*, full report or key findings. Click the link to access Boardwise:

[Register with Boardwise and download the report](#)

[Backgrounder - Performance and Potential 2003-2004: Defining the Canadian Advantage](#)

For more information contact:

Brent Dowdall, Media Relations,

Tel: (613) 526-3090 ext. 448

E-mail: corpcomm@conferenceboard.ca

Learn more about [The Conference Board of Canada](#)

© Copyright 2003 The Conference Board of Canada - [Terms of use](#) | [Privacy policy](#)

▶ [News releases](#)[News archive](#)[Search news archive](#)[Contact us](#)

News release 03-62

Taxation Levels Cost Canada Foreign Investment

OTTAWA, November 28, 2003 – Canada's share of global foreign direct investment (FDI) is dropping steadily and taxation policy could play a role in reversing the trend, according to a new Conference Board of Canada study, *What Drives Foreign Direct Investment? The Role of Taxation and Other Factors*.

"More Canadians are investing abroad than foreign companies are investing in this country. This means that companies are increasingly finding more favorable investment opportunities elsewhere than in Canada," said Gilles Rhéaume, Vice-President, Policy, Business and Society. "In a global economy, taxation levels have become a bigger factor, tipping the balance when corporations make foreign investment decisions."

Canada attracted 7.1 per cent of global FDI in 1985, but just 2.9 per cent in 2001. Among the NAFTA partners, the United States and Mexico are gaining investment at Canada's expense. In 1985, Canada obtained 24.1 per cent of total FDI entering the three countries — a figure that dropped to 12.3 per cent by 2001.

Canadian governments have taken steps to make the tax system more globally competitive in recent years, especially in manufacturing and processing, where the tax rate is lower than that of the United States. Nevertheless, Canada's overall average corporate tax level is still about nine percentage points higher than the United States, even after accounting for higher U.S. health insurance expenses. The United States has inherent advantages that make it a magnet for foreign investment, such as market size, investment incentives, technology and financial resources.

"Taxation is one of a few policy levers that governments in Canada can use to compensate for factors beyond their control," said Rhéaume. "It is not enough for Canada to merely match U.S. taxation levels since this country has other inherent location disadvantages, including our cold climate and distance from major markets."

Furthermore, as more and more countries have opened their economies to global competition, Rhéaume said attributes that traditionally attracted investment, such as a skilled workforce and preferential access to major markets, are now more widespread. A competitive taxation policy, therefore, is all the more important.

Rhéaume stressed, however, that competitive taxation levels need not come at the expense of domestic spending priorities. "Canada needs to ensure that our tax system raises sufficient revenues, while remaining competitive internationally. Shifting the emphasis from taxing incomes to taxing consumption would be one strategy for achieving this balance."

This study is based on a review of business and economic literature, and discussions with the 24 members of the Conference Board's Tax Research Centre, including tax experts, government tax policymakers and multinational corporations.

The Conference Board will further examine the global investment climate as one of the subjects at the International Forum on Latin America: Enhancing the Leadership Potential of Canada's Investors and Exporters in Montreal on December 3 and 4.

Download the key findings of *What Drives Foreign Investment? The Role of Taxation and Other Factors* at www.conferenceboard.ca/boardwise.

Visit www.conferenceboard.ca for more information about the International Forum on Latin America.

For more information contact:

Brent Dowdall, Media Relations,

Tel: (613) 526-3090 ext. 448

E-mail: corpcomm@conferenceboard.ca

Learn more about [The Conference Board of Canada](#)

© Copyright 2003 The Conference Board of Canada - [Terms of use](#) | [Privacy policy](#)

▶ [News releases](#)[News archive](#)[Search news archive](#)[Contact us](#)

News release 03-56

Drugs, Home Care Will Take Greater Share of Health Expenditures

OTTAWA, November 10, 2003 – Prescription drug and home care costs will occupy an increasingly larger percentage of total health care expenditures until 2020, while the hospital sector takes a smaller share of total provincial health care spending. These findings, in a new Conference Board of Canada report, *Canada's Public Health Care System Through to 2020: Challenging Provincial/Territorial Financial Capacity*, form the basis for discussion about strategic planning for changes in the acute care sector.

"As a whole, health care spending is going to rise from about 35 per cent of provincial expenditures today, to almost 45 per cent by the year 2020," said Dr. Glen Roberts, the Conference Board's Director of Health Programs. "In this report, we are able to see how the pattern of public health care spending among the main components has changed as a result of policy and consumer choices. Looking ahead, we forecast major changes in the health care system as a result of these trends."

The report examines expenditures in seven components of the health care system: hospitals; other institutions (such as residential care facilities); physicians; other professionals (such as dentists and chiropractors); home care; drugs, and other health expenditures.

"We believe the question to be answered is — do we have the right balance among these components?" said Dr. Roberts.

Prescription drugs will rise from a total share of nominal provincial/territorial spending of 7.2 per cent in 2001 to 14.6 per cent in 2020. Home care takes up 7.6 per cent in 2020, up from 4.2 per cent in 2001. Hospitals' share reduces from 43.9 per cent in 2001 to 36.6 per cent in the year 2020. Physician services, other professionals, and other institutions will also take up a smaller share of total provincial expenditures.

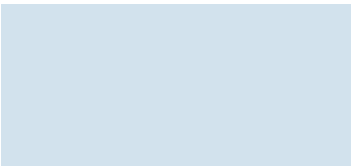
This report is a first, as utilization data by age and sex cohort is available in each component for forecasting. The cost of inflation was forecast using unique deflators for each component. The report produces an examination of future utilization for each of the individual components in real dollars by taking out the effect of inflation.

These findings will become the basis for Conference Board research and collaboration among key stakeholders in each area of the health system. The Leaders' Forum on Acute Care Services, which is being launched November 14, will be the vehicle for strategic planning in the hospital sector. Similar analysis will be completed in the other six components. Eventually, all key stakeholders will be brought together to develop a more integrated model for health.

For more information contact:

Brent Dowdall, Media Relations,
Tel: (613) 526-3090 ext. 448
E-mail: corpcomm@conferenceboard.ca

Learn more about [The Conference Board of Canada](#)



© Copyright 2003 The Conference Board of Canada - [Terms of use](#) | [Privacy policy](#)

ÉDITION IMPRIMÉE
(TABLE DES MATIÈRES)



octobre 2003 — ÉDITION IMPRIMÉE

Chroniques > L'observateur

[Contenu](#) [Imprimer le texte seulement](#)

Imposer ou non les dividendes?

Par Gérard Bérubé



Même si l'opposition au projet de loi du président Bush visant à éliminer l'imposition des dividendes a été forte et que ce projet a été dilué, l'idée fait son chemin et demeure le pivot d'un plan de relance concocté pour remettre l'économie sur pied. Et, malgré des contestations justifiées, cette proposition gagnerait à être étudiée.

Dans un contexte économique chancelant, la suppression de l'impôt sur les dividendes afin de doper la croissance ne pouvait s'imposer. Voilà pourquoi l'opposition a fusé de toutes parts — et même Warren Buffett y voyait un élément susceptible d'augmenter le déséquilibre fiscal en creusant davantage l'écart entre riches et moins bien nantis. Des économistes et prix *Nobel* d'économie, dont Franco Modigliani, ont dénoncé le projet qui, au lieu d'encourager

les investissements et dépenses en capital des entreprises, produirait selon eux l'effet contraire.

Les seuls commentaires favorables sont venus d'économistes qui voyaient dans cette mesure le signe d'un assouplissement plus général du fardeau fiscal des particuliers. De fait, trois lauréats du prix *Nobel* défenseurs du plan Bush, y compris Milton Friedman, ont affirmé que, s'il est vrai que le gouvernement ne peut créer de la richesse en promulguant des lois, il peut en revanche nuire à la croissance par une réglementation et des impôts excessifs, des taux d'intérêt élevés ou des dépenses inutiles.

On a vu la suite. Le président Bush réclamait 726 milliards d'allègements fiscaux que le Congrès a ramenés à 350. Et, tout au plus, est-il question d'accélérer les réductions d'impôt prévues. Quant à la suppression de l'impôt sur le dividende, c'est le règne du compromis. Autrefois collé au taux d'imposition du revenu, il sera plafonné à 15 % pour les contribuables à revenu supérieur et à 5 % pour les autres. Le taux d'imposition du gain en capital sera ramené de 20 à 15 %.

Au-delà des préoccupations occasionnées par le contexte économique, le projet visant à supprimer l'impôt sur le dividende continue de susciter la réflexion. D'entrée de jeu, cette réflexion sera alimentée par la double imposition associée aux dividendes, qui sont puisés à même le bénéfice net. Ensuite, on pense à l'effet catalyseur sur le marché boursier, qui constitue un baume pour les caisses de retraite, surtout les régimes à prestations déterminées, qui supportent de lourds déficits actuariels.

L'effet immédiat d'une telle mesure ferait augmenter le ratio de versement du dividende et le nombre d'entreprises qui se doteraient d'une telle politique. D'ailleurs, selon Bloomberg Business News, deux mois après que le président Bush eut signé la loi sur les baisses d'impôt, en mai 2003, une soixantaine d'entreprises du *S&P 500* avaient annoncé qu'elles hausseraient leur dividende trimestriel ou instaурeraient une politique de dividende (notamment AT&T, Citigroup et Wells Fargo, qui ont augmenté leur dividende de 27 à 75 %). Cette année, 162 des quelque 500 entreprises du *S&P* ont en fait commencé à distribuer un dividende ou l'ont augmenté. Et l'on s'attend à ce que cette tendance se poursuive avec un



Cinquième
enquête
annuel sur les
systèmes
comptables
et ERP

rendement en dividende du S&P 500 de 1,63 % en moyenne, et un sommet de 3 %. Si la flambée des cours boursiers de la décennie 1990 portait l'investisseur à rechercher essentiellement le gain en capital, l'éclatement de la bulle spéculative a refroidi les ardeurs.

L'impact de ces changements serait amplifié, car nombre d'entreprises compensent l'effet de dilution associé aux programmes d'options offerts aux dirigeants par le rachat d'actions, indique Clément Gignac, économiste en chef à la FBN. Selon lui, la suppression de l'impôt sur le dividende et la passation en charges des programmes d'options sur actions pourraient alimenter un rajustement à la hausse des cours boursiers. Voilà pour le positif.

L'élément négatif découlerait de l'invitation lancée aux entreprises de redistribuer aux actionnaires une plus grande part de leurs bénéfices et liquidités, plutôt que de les engager dans des dépenses en capital, fusions-acquisitions, investissements ou rachats d'actions. De plus, les écarts de valeur entre les entreprises mûres aptes à maintenir une politique de dividende régulière et les jeunes pousses dont le développement passe par le réinvestissement de leurs bénéfices s'en trouveraient accrus. Ajoutons le coup que ces mesures porterait aux sociétés de fiducie et aux sociétés de redevances, dont la popularité croissante se nourrit de la double imposition du dividende et de la faiblesse des taux d'intérêt. Et soulignons enfin que le cadeau présidentiel projeté était pour le quart destiné à des personnes gagnant plus d'un million par année, ou que 40 % des dividendes versés aux États-Unis l'auraient été aux 2 % des contribuables les mieux nantis.

Au Canada, les contribuables canalisent l'essentiel de leur épargne dans des REER, qui ne sont pas sujets à l'imposition selon la définition du revenu de placement. Notre taux marginal d'imposition le plus élevé sur le revenu d'intérêt atteint les 46,4 %, contre 31,3 % pour le revenu en dividende et 23,2 % pour le gain en capital. Faudrait-il aller plus loin?

Gérard Bérubé est responsable de la section Économie et finance au Devoir à Montréal.



TABLEAUX
DE RÉFÉRENCE
FINANCIERS

Octobre 2003



TABLEAUX DE RÉFÉRENCE FINANCIERS

Octobre 2003



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada (2003)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

On peut obtenir des exemplaires de ce document en s'adressant au :

Centre de distribution
Ministère des Finances Canada
Pièce P-135, Tour Ouest
300, avenue Laurier Ouest
Ottawa, Ontario K1A 0G5
Téléphone : (613) 943-8665
Télécopieur : (613) 996-0901

Prix : 16 \$ (incluant la TPS)

(Ce prix inclut le document intitulé *Rapport financier annuel*)

Ce document est diffusé gratuitement sur Internet à l'adresse suivante :

<http://www.fin.gc.ca/>

This document is also available in English.

N° de cat. : F1-26/2003F

ISBN 0-660-96862-2



Préface

Les *Tableaux de référence financiers* fournissent des données annuelles concernant la situation financière des gouvernements fédéral et provinciaux. Les données sont présentées selon les comptes publics, suivant les conventions comptables utilisées dans la présentation de renseignements financiers aux différentes assemblées législatives; elles sont également présentées selon les comptes nationaux, telles qu'elles sont colligées par Statistique Canada et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Pour obtenir des détails à ce sujet, prière de communiquer avec Peter DeVries, de la Division de la politique fiscale du ministère des Finances, Ottawa, Ontario K1A 0G5, au (613) 996-7397.

Pour obtenir de l'information sur l'automatisation et la gestion des banques de données, prière de communiquer avec Richard Hotte au (613) 992-6720.

Table des matières

Comptes publics – Gouvernement fédéral

1 Opérations budgétaires (millions de dollars)	9
2 Opérations budgétaires (pourcentage du PIB)	10
3 Revenus budgétaires (millions de dollars)	11
4 Revenus budgétaires (pourcentage du PIB)	12
5 Revenus budgétaires (pourcentage de l'ensemble)	13
6 Taxes et droits d'accise	14
7 Charges budgétaires (millions de dollars)	15
8 Charges budgétaires (pourcentage du PIB)	16
9 Charges budgétaires (pourcentage de l'ensemble)	17
10 Principaux transferts aux particuliers	18
11 Principaux transferts aux autres administrations	19
12 Détail des charges de programmes	20
13 Frais de la dette publique	21
14 Dette portant intérêt	22
15 Dette brute et dette nette	23
16 Dette non échue détenue par des tiers	24

Comptes publics – Provinces et territoires

17 Terre-Neuve-et-Labrador	29
18 Île-du-Prince-Édouard	29
19 Nouvelle-Écosse	30
20 Nouveau-Brunswick	30
21 Québec	31
22 Ontario	31
23 Manitoba	32
24 Saskatchewan	32
25 Alberta	33
26 Colombie-Britannique	33
27 Territoire du Yukon	34
28 Territoires du Nord-Ouest	34
29 Nunavut	35
30 Ensemble des provinces et des territoires (millions de dollars)	36
31 Ensemble des provinces et des territoires (pourcentage du PIB)	36

Comptes nationaux

32 Revenus de l'ensemble des administrations publiques	39
33 Dépenses de l'ensemble des administrations publiques	40
34 Épargne, et compte du capital et financier de l'ensemble des administrations publiques	41
35 Revenus du gouvernement fédéral	42
36 Dépenses du gouvernement fédéral	43
37 Épargne, et compte du capital et financier du gouvernement fédéral	44
38 Revenus des administrations provinciales et territoriales	45
39 Dépenses des administrations provinciales et territoriales	46
40 Épargne, et compte du capital et financier des gouvernements provinciaux et territoriaux	47
41 Revenus des administrations locales	48
42 Dépenses des administrations locales	49
43 Épargne, et compte du capital et financier des administrations locales	50
44 Ensemble du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec	51
45 Solde budgétaire réel, solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles et solde budgétaire primaire corrigé des variations conjoncturelles (millions de dollars)	52
46 Solde budgétaire réel, solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles et solde budgétaire primaire corrigé des variations conjoncturelles (pourcentage du PIB)	53
47 Variation du solde budgétaire réel, du solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles et du solde budgétaire primaire corrigé des variations conjoncturelles (pourcentage du PIB)	54
48 Indicateur de l'orientation de la politique fiscale	55
49 Passif et actif du gouvernement fédéral	56
50 Passif et actif des administrations provinciales et locales	57
51 Passif et actif du Régime de pensions du Canada	58
52 Passif et actif du Régime de rentes du Québec	58
53 Passif et actif de l'ensemble des administrations publiques	59

Comparaisons financières internationales

54 Recettes totales des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale dans les pays du G-7	63
55 Dépenses totales des administrations publiques dans les pays du G-7	64
56 Solde financier des administrations publiques dans les pays du G-7	65
57 Engagements financiers nets des administrations publiques dans les pays du G-7	66
58 Engagements financiers bruts des administrations publiques dans les pays du G-7	67

Comptes publics
Gouvernement fédéral

Tableau 1

Opérations budgétaires

Année	Revenus budgétaires	Charges de programmes	Excédent ou déficit (-) de fonctionnement	Frais de la dette publique	Excédent ou déficit (-) budgétaire	Déficit accumulé	Opérations non budgétaires	Ressources ou besoins financiers (-)
(millions de dollars)								
1961-1962	6 468	6 630	-162	832	-994	14 825	332	-662
1962-1963	6 662	6 595	67	915	-848	15 673	-667	-1 515
1963-1964	7 099	7 304	-205	993	-1 198	16 871	903	-295
1964-1965	8 220	7 542	678	1 050	-372	17 243	-5	-377
1965-1966	9 063	7 933	1 130	1 110	20	17 223	-78	-58
1966-1967	9 860	9 164	696	1 182	-486	17 708	72	-414
1967-1968	10 745	10 501	244	1 286	-1 042	18 750	491	-551
1968-1969	12 047	11 250	797	1 464	-667	19 417	-1 192	-1 859
1969-1970	14 399	12 566	1 833	1 694	139	19 277	-302	-163
1970-1971	14 982	14 111	871	1 887	-1 016	20 293	-1 302	-2 318
1971-1972	16 619	16 295	324	2 110	-1 786	22 079	-257	-2 043
1972-1973	19 205	18 807	398	2 300	-1 902	23 980	514	-1 388
1973-1974	22 430	22 076	354	2 565	-2 211	26 191	893	-1 318
1974-1975	29 251	28 238	1 013	3 238	-2 225	28 416	720	-1 505
1975-1976	31 657	33 892	-2 235	3 970	-6 205	34 620	1 444	-4 761
1976-1977	34 408	36 596	-2 188	4 708	-6 896	41 517	2 621	-4 275
1977-1978	34 626	39 974	-5 348	5 531	-10 879	52 396	2 749	-8 130
1978-1979	36 974	42 980	-6 006	7 024	-13 030	65 425	-19	-13 049
1979-1980	42 029	45 502	-3 473	8 494	-11 967	77 392	3 891	-8 076
1980-1981	48 867	52 765	-3 898	10 658	-14 556	91 948	5 632	-8 924
1981-1982	60 307	60 867	-560	15 114	-15 674	107 622	6 334	-9 340
1982-1983	60 662	72 808	-12 146	16 903	-29 049	136 671	2 636	-26 413
1983-1984	63 952	75 885	-11 933	20 430	-32 363	157 252	7 857	-24 506
1984-1985	70 683	82 963	-12 280	24 887	-37 167	194 419	6 795	-30 372
1985-1986	76 430	82 162	-5 732	27 657	-33 389	227 808	3 765	-29 624
1986-1987	85 311	86 435	-1 124	28 718	-29 842	257 650	2 334	-27 508
1987-1988	95 562	93 356	2 206	31 223	-29 017	286 667	3 734	-25 283
1988-1989	103 748	96 163	7 585	35 532	-27 947	314 614	2 755	-25 192
1989-1990	112 930	100 827	12 103	41 246	-29 143	343 757	10 561	-18 582
1990-1991	116 326	105 191	11 135	45 034	-33 899	377 656	5 615	-28 284
1991-1992	122 842	111 300	11 542	43 861	-32 319	409 975	2 542	-29 777
1992-1993	120 287	117 974	2 313	41 332	-39 019	448 994	10 270	-28 749
1993-1994	116 040	114 471	1 569	40 099	-38 530	487 524	6 147	-32 383
1994-1995	122 486	114 933	7 553	44 185	-36 632	524 156	9 557	-27 075
1995-1996	131 397	111 996	19 401	49 407	-30 006	554 162	9 118	-20 888
1996-1997	140 853	102 260	38 593	47 281	-8 688	562 850	2 514	-6 174
1997-1998	152 116	106 864	45 252	43 120	2 132	560 718	8 945	11 077
1998-1999	156 146	109 995	46 151	43 303	2 847	557 871	3 019	5 866
1999-2000	166 112	109 583	56 529	43 384	13 145	544 726	-5 306	7 839
2000-2001	182 748	118 694	64 054	43 892	20 162	524 564	-8 869	11 293
2001-2002	171 688	125 018	46 670	39 651	7 019	517 545	-7 328	-309
2002-2003	177 561	133 323	44 238	37 270	6 969	510 576	676	7 645

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 2

Opérations budgétaires

Année	Revenus budgétaires	Charges de programmes	Excédent ou déficit (-) de fonctionnement	Frais de la dette publique	Excédent ou déficit (-) budgétaire	Déficit accumulé	Opérations non budgétaires	Ressources ou besoins financiers (-)
(pourcentage du PIB)								
1961-1962	15,7	16,1	-0,4	2,0	-2,4	36,0	0,8	-1,6
1962-1963	14,9	14,8	0,2	2,0	-1,9	35,1	-1,5	-3,4
1963-1964	14,8	15,2	-0,4	2,1	-2,5	35,2	1,9	-0,6
1964-1965	15,6	14,4	1,3	2,0	-0,7	32,8	0,0	-0,7
1965-1966	15,6	13,7	2,0	1,9	0,0	29,7	-0,1	-0,1
1966-1967	15,2	14,1	1,1	1,8	-0,7	27,3	0,1	-0,6
1967-1968	15,4	15,1	0,3	1,8	-1,5	26,9	0,7	-0,8
1968-1969	15,8	14,8	1,0	1,9	-0,9	25,5	-1,6	-2,4
1969-1970	17,2	15,0	2,2	2,0	0,2	23,0	-0,4	-0,2
1970-1971	16,6	15,6	1,0	2,1	-1,1	22,5	-1,4	-2,6
1971-1972	16,9	16,6	0,3	2,1	-1,8	22,4	-0,3	-2,1
1972-1973	17,5	17,1	0,4	2,1	-1,7	21,8	0,5	-1,3
1973-1974	17,4	17,1	0,3	2,0	-1,7	20,3	0,7	-1,0
1974-1975	19,0	18,3	0,7	2,1	-1,4	18,4	0,5	-1,0
1975-1976	18,2	19,5	-1,3	2,3	-3,6	19,9	0,8	-2,7
1976-1977	17,2	18,3	-1,1	2,4	-3,4	20,8	1,3	-2,1
1977-1978	15,7	18,1	-2,4	2,5	-4,9	23,7	1,2	-3,7
1978-1979	15,1	17,6	-2,5	2,9	-5,3	26,7	0,0	-5,3
1979-1980	15,0	16,3	-1,2	3,0	-4,3	27,7	1,4	-2,9
1980-1981	15,5	16,8	-1,2	3,4	-4,6	29,2	1,8	-2,8
1981-1982	16,7	16,9	-0,2	4,2	-4,3	29,9	1,8	-2,6
1982-1983	16,0	19,2	-3,2	4,4	-7,6	36,0	0,7	-7,0
1983-1984	15,5	18,4	-2,9	5,0	-7,9	38,2	1,9	-6,0
1984-1985	15,7	18,5	-2,7	5,5	-8,3	43,2	1,5	-6,8
1985-1986	15,7	16,9	-1,2	5,7	-6,9	46,9	0,8	-6,1
1986-1987	16,6	16,9	-0,2	5,6	-5,8	50,3	0,5	-5,4
1987-1988	17,1	16,7	0,4	5,6	-5,2	51,3	0,7	-4,5
1988-1989	16,9	15,7	1,2	5,8	-4,6	51,3	0,4	-4,1
1989-1990	17,2	15,3	1,8	6,3	-4,4	52,3	1,6	-2,8
1990-1991	17,1	15,5	1,6	6,6	-5,0	55,5	0,8	-4,2
1991-1992	17,9	16,2	1,7	6,4	-4,7	59,8	0,4	-4,3
1992-1993	17,2	16,8	0,3	5,9	-5,6	64,1	1,5	-4,1
1993-1994	16,0	15,7	0,2	5,5	-5,3	67,0	0,8	-4,5
1994-1995	15,9	14,9	1,0	5,7	-4,8	68,0	1,2	-3,5
1995-1996	16,2	13,8	2,4	6,1	-3,7	68,4	1,1	-2,6
1996-1997	16,8	12,2	4,6	5,6	-1,0	67,3	0,3	-0,7
1997-1998	17,2	12,1	5,1	4,9	0,2	63,5	1,0	1,3
1998-1999	17,1	12,0	5,0	4,7	0,3	61,0	0,3	0,6
1999-2000	16,9	11,2	5,8	4,4	1,3	55,4	-0,5	0,8
2000-2001	17,0	11,0	6,0	4,1	1,9	48,8	-0,8	1,0
2001-2002	15,5	11,3	4,2	3,6	0,6	46,7	-0,7	0,0
2002-2003	15,4	11,5	3,8	3,2	0,6	44,2	0,1	0,7

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 3

Revenus budgétaires

Année	Revenus fiscaux					Cotisations d'assurance- emploi	Autres revenus	Total des revenus budgétaires
	Impôt sur le revenu des particuliers	Impôt sur le revenu des sociétés	Autre impôt sur le revenu	Taxes et droits d'accise	Total des revenus fiscaux			
	(millions de dollars)							
1961-1962	2 052	1 302	197	2 204	5 755	278	435	6 468
1962-1963	2 018	1 298	216	2 395	5 927	285	450	6 662
1963-1964	2 168	1 375	216	2 525	6 284	296	519	7 099
1964-1965	2 535	1 669	233	2 890	7 327	310	583	8 220
1965-1966	2 637	1 759	278	3 344	8 018	327	718	9 063
1966-1967	3 050	1 743	305	3 628	8 726	343	791	9 860
1967-1968	3 650	1 821	323	3 718	9 512	346	887	10 745
1968-1969	4 334	2 213	318	3 747	10 612	432	1 003	12 047
1969-1970	5 588	2 839	349	4 009	12 785	490	1 124	14 399
1970-1971	6 395	2 426	378	4 060	13 259	493	1 230	14 982
1971-1972	7 227	2 396	420	4 637	14 680	569	1 370	16 619
1972-1973	8 378	2 920	353	5 272	16 923	745	1 537	19 205
1973-1974	9 226	3 710	338	6 355	19 629	1 001	1 800	22 430
1974-1975	11 710	4 836	434	8 506	25 486	1 585	2 180	29 251
1975-1976	12 709	5 748	493	8 143	27 093	2 039	2 525	31 657
1976-1977	14 634	5 363	521	8 637	29 155	2 470	2 783	34 408
1977-1978	13 988	5 280	569	9 123	28 960	2 537	3 129	34 626
1978-1979	14 656	5 654	645	9 697	30 652	2 783	3 539	36 974
1979-1980	16 808	6 951	883	10 215	34 857	2 778	4 394	42 029
1980-1981	19 837	8 106	966	11 661	40 570	3 303	4 994	48 867
1981-1982	24 046	8 118	1 138	15 843	49 145	4 753	6 409	60 307
1982-1983	26 330	7 139	1 130	15 776	50 375	4 900	5 387	60 662
1983-1984	26 530	7 174	908	16 215	50 827	7 229	5 896	63 952
1984-1985	28 455	9 234	1 021	18 177	56 887	7 676	6 120	70 683
1985-1986	32 238	9 068	1 053	19 491	61 850	8 630	5 950	76 430
1986-1987	36 733	9 732	1 355	21 049	68 869	9 667	6 775	85 311
1987-1988	42 422	10 710	1 162	22 941	77 235	10 602	7 725	95 562
1988-1989	45 456	11 549	1 578	25 771	84 354	11 107	8 287	103 748
1989-1990	50 584	12 820	1 361	28 155	92 920	10 727	9 283	112 930
1990-1991	56 201	11 545	1 372	24 067	93 185	12 551	10 590	116 326
1991-1992	59 687	9 215	1 261	27 308	97 471	15 338	10 033	122 842
1992-1993	56 975	7 095	1 191	26 771	92 032	17 576	10 679	120 287
1993-1994	49 977	9 098	1 533	26 940	87 548	19 298	9 194	116 040
1994-1995	55 326	10 969	1 700	27 457	95 452	18 293	8 741	122 486
1995-1996	58 834	15 372	1 882	27 251	103 339	19 089	8 969	131 397
1996-1997	62 557	16 235	2 671	29 204	110 667	19 949	10 237	140 853
1997-1998	69 597	21 179	1 999	31 146	123 921	19 242	8 953	152 116
1998-1999	72 179	21 213	2 208	31 717	127 317	19 064	9 765	156 146
1999-2000	79 070	22 115	2 646	33 298	137 129	18 628	10 355	166 112
2000-2001	85 879	28 293	2 982	35 769	152 923	18 655	11 170	182 748
2001-2002	79 501	24 242	2 925	37 133	143 801	17 637	10 250	171 688
2002-2003	81 707	22 222	3 291	41 357	148 577	17 870	11 115	177 561

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 4

Revenus budgétaires

Année	Revenus fiscaux					Cotisations d'assurance- emploi	Autres revenus	Total des revenus budgétaires
	Impôt sur le revenu des particuliers	Impôt sur le revenu des sociétés	Autre impôt sur le revenu	Taxes et droits d'accise	Total des revenus fiscaux			
					(pourcentage du PIB)			
1961-1962	5,0	3,2	0,5	5,4	14,0	0,7	1,1	15,7
1962-1963	4,5	2,9	0,5	5,4	13,3	0,6	1,0	14,9
1963-1964	4,5	2,9	0,5	5,3	13,1	0,6	1,1	14,8
1964-1965	4,8	3,2	0,4	5,5	13,9	0,6	1,1	15,6
1965-1966	4,6	3,0	0,5	5,8	13,8	0,6	1,2	15,6
1966-1967	4,7	2,7	0,5	5,6	13,5	0,5	1,2	15,2
1967-1968	5,2	2,6	0,5	5,3	13,6	0,5	1,3	15,4
1968-1969	5,7	2,9	0,4	4,9	13,9	0,6	1,3	15,8
1969-1970	6,7	3,4	0,4	4,8	15,3	0,6	1,3	17,2
1970-1971	7,1	2,7	0,4	4,5	14,7	0,5	1,4	16,6
1971-1972	7,3	2,4	0,4	4,7	14,9	0,6	1,4	16,9
1972-1973	7,6	2,7	0,3	4,8	15,4	0,7	1,4	17,5
1973-1974	7,2	2,9	0,3	4,9	15,2	0,8	1,4	17,4
1974-1975	7,6	3,1	0,3	5,5	16,5	1,0	1,4	19,0
1975-1976	7,3	3,3	0,3	4,7	15,6	1,2	1,5	18,2
1976-1977	7,3	2,7	0,3	4,3	14,6	1,2	1,4	17,2
1977-1978	6,3	2,4	0,3	4,1	13,1	1,1	1,4	15,7
1978-1979	6,0	2,3	0,3	4,0	12,5	1,1	1,4	15,1
1979-1980	6,0	2,5	0,3	3,7	12,5	1,0	1,6	15,0
1980-1981	6,3	2,6	0,3	3,7	12,9	1,1	1,6	15,5
1981-1982	6,7	2,3	0,3	4,4	13,6	1,3	1,8	16,7
1982-1983	6,9	1,9	0,3	4,2	13,3	1,3	1,4	16,0
1983-1984	6,4	1,7	0,2	3,9	12,4	1,8	1,4	15,5
1984-1985	6,3	2,1	0,2	4,0	12,7	1,7	1,4	15,7
1985-1986	6,6	1,9	0,2	4,0	12,7	1,8	1,2	15,7
1986-1987	7,2	1,9	0,3	4,1	13,4	1,9	1,3	16,6
1987-1988	7,6	1,9	0,2	4,1	13,8	1,9	1,4	17,1
1988-1989	7,4	1,9	0,3	4,2	13,8	1,8	1,4	16,9
1989-1990	7,7	1,9	0,2	4,3	14,1	1,6	1,4	17,2
1990-1991	8,3	1,7	0,2	3,5	13,7	1,8	1,6	17,1
1991-1992	8,7	1,3	0,2	4,0	14,2	2,2	1,5	17,9
1992-1993	8,1	1,0	0,2	3,8	13,1	2,5	1,5	17,2
1993-1994	6,9	1,3	0,2	3,7	12,0	2,7	1,3	16,0
1994-1995	7,2	1,4	0,2	3,6	12,4	2,4	1,1	15,9
1995-1996	7,3	1,9	0,2	3,4	12,8	2,4	1,1	16,2
1996-1997	7,5	1,9	0,3	3,5	13,2	2,4	1,2	16,8
1997-1998	7,9	2,4	0,2	3,5	14,0	2,2	1,0	17,2
1998-1999	7,9	2,3	0,2	3,5	13,9	2,1	1,1	17,1
1999-2000	8,0	2,3	0,3	3,4	14,0	1,9	1,1	16,9
2000-2001	8,0	2,6	0,3	3,3	14,2	1,7	1,0	17,0
2001-2002	7,2	2,2	0,3	3,4	13,0	1,6	0,9	15,5
2002-2003	7,1	1,9	0,3	3,6	12,9	1,5	1,0	15,4

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 5

Revenus budgétaires

Année	Revenus fiscaux				Total des revenus fiscaux	Cotisations d'assurance- emploi	Autres revenus	Total des revenus budgétaires
	Impôt sur le revenu des particuliers	Impôt sur le revenu des sociétés	Autre impôt sur le revenu	Taxes et droits d'accise				
	(pourcentage de l'ensemble)							
1961-1962	31,7	20,1	3,0	34,1	89,0	4,3	6,7	100,0
1962-1963	30,3	19,5	3,2	36,0	89,0	4,3	6,8	100,0
1963-1964	30,5	19,4	3,0	35,6	88,5	4,2	7,3	100,0
1964-1965	30,8	20,3	2,8	35,2	89,1	3,8	7,1	100,0
1965-1966	29,1	19,4	3,1	36,9	88,5	3,6	7,9	100,0
1966-1967	30,9	17,7	3,1	36,8	88,5	3,5	8,0	100,0
1967-1968	34,0	16,9	3,0	34,6	88,5	3,2	8,3	100,0
1968-1969	36,0	18,4	2,6	31,1	88,1	3,6	8,3	100,0
1969-1970	38,8	19,7	2,4	27,8	88,8	3,4	7,8	100,0
1970-1971	42,7	16,2	2,5	27,1	88,5	3,3	8,2	100,0
1971-1972	43,5	14,4	2,5	27,9	88,3	3,4	8,2	100,0
1972-1973	43,6	15,2	1,8	27,5	88,1	3,9	8,0	100,0
1973-1974	41,1	16,5	1,5	28,3	87,5	4,5	8,0	100,0
1974-1975	40,0	16,5	1,5	29,1	87,1	5,4	7,5	100,0
1975-1976	40,1	18,2	1,6	25,7	85,6	6,4	8,0	100,0
1976-1977	42,5	15,6	1,5	25,1	84,7	7,2	8,1	100,0
1977-1978	40,4	15,2	1,6	26,3	83,6	7,3	9,0	100,0
1978-1979	39,6	15,3	1,7	26,2	82,9	7,5	9,6	100,0
1979-1980	40,0	16,5	2,1	24,3	82,9	6,6	10,5	100,0
1980-1981	40,6	16,6	2,0	23,9	83,0	6,8	10,2	100,0
1981-1982	39,9	13,5	1,9	26,3	81,5	7,9	10,6	100,0
1982-1983	43,4	11,8	1,9	26,0	83,0	8,1	8,9	100,0
1983-1984	41,5	11,2	1,4	25,4	79,5	11,3	9,2	100,0
1984-1985	40,3	13,1	1,4	25,7	80,5	10,9	8,7	100,0
1985-1986	42,2	11,9	1,4	25,5	80,9	11,3	7,8	100,0
1986-1987	43,1	11,4	1,6	24,7	80,7	11,3	7,9	100,0
1987-1988	44,4	11,2	1,2	24,0	80,8	11,1	8,1	100,0
1988-1989	43,8	11,1	1,5	24,8	81,3	10,7	8,0	100,0
1989-1990	44,8	11,4	1,2	24,9	82,3	9,5	8,2	100,0
1990-1991	48,3	9,9	1,2	20,7	80,1	10,8	9,1	100,0
1991-1992	48,6	7,5	1,0	22,2	79,3	12,5	8,2	100,0
1992-1993	47,4	5,9	1,0	22,3	76,5	14,6	8,9	100,0
1993-1994	43,1	7,8	1,3	23,2	75,4	16,6	7,9	100,0
1994-1995	45,2	9,0	1,4	22,4	77,9	14,9	7,1	100,0
1995-1996	44,8	11,7	1,4	20,7	78,6	14,5	6,8	100,0
1995-1996	44,8	11,7	1,4	20,7	78,6	14,5	6,8	100,0
1996-1997	44,4	11,5	1,9	20,7	78,6	14,2	7,3	100,0
1997-1998	45,8	13,9	1,3	20,5	81,5	12,6	5,9	100,0
1998-1999	46,2	13,6	1,4	20,3	81,5	12,2	6,3	100,0
1999-2000	47,6	13,3	1,6	20,0	82,6	11,2	6,2	100,0
2000-2001	47,0	15,5	1,6	19,6	83,7	10,2	6,1	100,0
2001-2002	46,3	14,1	1,7	21,6	83,8	10,3	6,0	100,0
2002-2003	46,0	12,5	1,9	23,3	83,7	10,1	6,3	100,0

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 6

Taxes et droits d'accise

Année	Taxe sur les produits et services	Taxe de vente	Droits de douane à l'importation	Taxes en matière d'énergie	Autres	Total des taxes et droits d'accise
(millions de dollars)						
1961-1962	-	1 045	534	-	625	2 204
1962-1963	-	1 108	645	-	642	2 395
1963-1964	-	1 278	581	-	666	2 525
1964-1965	-	1 588	622	-	680	2 890
1965-1966	-	1 917	685	-	742	3 344
1966-1967	-	2 073	778	-	777	3 628
1967-1968	-	2 146	746	-	826	3 718
1968-1969	-	2 098	762	-	887	3 747
1969-1970	-	2 294	818	-	897	4 009
1970-1971	-	2 281	815	-	964	4 060
1971-1972	-	2 653	989	-	995	4 637
1972-1973	-	3 052	1 182	-	1 038	5 272
1973-1974	-	3 590	1 384	287	1 094	6 355
1974-1975	-	3 866	1 809	1 669	1 162	8 506
1975-1976	-	3 515	1 887	1 488	1 253	8 143
1976-1977	-	3 929	2 097	1 261	1 350	8 637
1977-1978	-	4 427	2 312	1 030	1 354	9 123
1978-1979	-	4 729	2 747	844	1 377	9 697
1979-1980	-	4 651	2 996	1 171	1 397	10 215
1980-1981	-	5 355	3 185	1 509	1 612	11 661
1981-1982	-	6 148	3 435	4 521	1 739	15 843
1982-1983	-	5 842	2 828	5 147	1 959	15 776
1983-1984	-	6 561	3 376	4 168	2 110	16 215
1984-1985	-	7 592	3 794	4 479	2 312	18 177
1985-1986	-	9 345	3 971	3 348	2 827	19 491
1986-1987	-	11 972	4 187	1 965	2 925	21 049
1987-1988	-	12 927	4 385	2 603	3 026	22 941
1988-1989	-	15 645	4 521	2 646	2 959	25 771
1989-1990	-	17 672	4 587	2 471	3 425	28 155
1990-1991	3 110	10 053	4 001	3 192	3 711	24 067
1991-1992	15 311	-	3 999	3 441	4 557	27 308
1992-1993	15 420	-	3 811	3 437	4 103	26 771
1993-1994	15 939	-	3 652	3 640	3 709	26 940
1994-1995	17 062	-	3 575	3 824	2 996	27 457
1995-1996	16 880	-	2 969	4 404	2 998	27 251
1996-1997	18 159	-	2 676	4 467	3 902	29 204
1997-1998	19 717	-	2 766	4 638	4 025	31 146
1998-1999	20 936	-	2 359	4 716	3 706	31 717
1999-2000	23 121	-	2 105	4 757	3 315	33 298
2000-2001	24 759	-	2 784	4 792	3 434	35 769
2001-2002	25 292	-	3 040	4 848	3 953	37 133
2002-2003	28 248	-	3 221	4 992	4 896	41 357

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 7

Charges budgétaires

Année	Principaux transferts aux particuliers	Principaux transferts aux autres administrations	Défense nationale	Autres	Total des charges de programmes	Frais de la dette publique	Total des charges budgétaires
(millions de dollars)							
1961-1962	1 601	642	1 626	2 761	6 630	832	7 462
1962-1963	1 669	737	1 575	2 614	6 595	915	7 510
1963-1964	1 712	798	1 684	3 110	7 304	993	8 297
1964-1965	1 793	918	1 536	3 295	7 542	1 050	8 592
1965-1966	1 823	841	1 548	3 721	7 933	1 110	9 043
1966-1967	1 983	1 016	1 640	4 525	9 164	1 182	10 346
1967-1968	2 385	1 464	1 754	4 898	10 501	1 286	11 787
1968-1969	2 612	1 813	1 761	5 064	11 250	1 464	12 714
1969-1970	2 888	2 237	1 789	5 652	12 566	1 694	14 260
1970-1971	3 281	2 954	1 818	6 058	14 111	1 887	15 998
1971-1972	3 942	3 610	1 862	6 881	16 295	2 110	18 405
1972-1973	5 153	4 134	1 937	7 583	18 807	2 300	21 107
1973-1974	6 042	4 585	2 224	9 225	22 076	2 565	24 641
1974-1975	7 620	5 884	2 526	12 208	28 238	3 238	31 476
1975-1976	9 233	6 874	2 966	14 819	33 892	3 970	37 862
1976-1977	9 873	8 399	3 373	14 951	36 596	4 708	41 304
1977-1978	11 104	8 512	3 776	16 582	39 974	5 531	45 505
1978-1979	12 030	9 551	4 096	17 303	42 980	7 024	50 004
1979-1980	11 967	10 601	4 377	18 557	45 502	8 494	53 996
1980-1981	13 793	11 578	5 063	22 331	52 765	10 658	63 423
1981-1982	16 051	13 088	5 672	26 056	60 867	15 114	75 981
1982-1983	21 697	14 177	6 599	30 335	72 808	16 903	89 711
1983-1984	22 514	17 125	6 897	29 349	75 885	20 430	96 315
1984-1985	23 888	18 548	7 641	32 886	82 963	24 887	107 850
1985-1986	25 062	18 879	8 114	30 107	82 162	27 657	109 819
1986-1987	26 423	19 569	8 866	31 577	86 435	28 718	115 153
1987-1988	27 400	20 518	9 403	36 035	93 356	31 223	124 579
1988-1989	28 780	22 145	9 940	35 298	96 163	35 532	131 695
1989-1990	30 501	23 417	10 635	36 274	100 827	41 246	142 073
1990-1991	34 343	22 928	10 976	36 944	105 191	45 034	150 225
1991-1992	38 900	24 865	10 421	37 114	111 300	43 861	155 161
1992-1993	39 646	26 544	10 408	41 376	117 974	41 332	159 306
1993-1994	37 211	26 947	10 771	39 542	114 471	40 099	154 570
1994-1995	34 958	26 313	10 210	43 452	114 933	44 185	159 118
1995-1996	33 906	26 076	9 459	42 555	111 996	49 407	161 403
1996-1997	33 587	22 162	8 417	38 094	102 260	47 281	149 541
1997-1998	33 600	20 504	8 726	44 034	106 864	43 120	149 984
1998-1999	34 169	25 523	8 964	41 339	109 995	43 303	153 298
1999-2000	34 157	23 243	9 740	42 443	109 583	43 384	152 967
2000-2001	36 571	24 724	9 305	48 094	118 694	43 892	162 586
2001-2002	38 409	26 616	10 032	49 961	125 018	39 651	164 669
2002-2003	40 188	30 645	10 847	51 643	133 323	37 270	170 593

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 8

Charges budgétaires

Année	Principaux transferts aux particuliers	Principaux transferts aux autres administrations	Défense nationale	Autres	Total des charges de programmes	Frais de la dette publique	Total des charges budgétaires
(pourcentage du PIB)							
1961-1962	3,9	1,6	3,9	6,7	16,1	2,0	18,1
1962-1963	3,7	1,7	3,5	5,9	14,8	2,0	16,8
1963-1964	3,6	1,7	3,5	6,5	15,2	2,1	17,3
1964-1965	3,4	1,7	2,9	6,3	14,4	2,0	16,4
1965-1966	3,1	1,5	2,7	6,4	13,7	1,9	15,6
1966-1967	3,1	1,6	2,5	7,0	14,1	1,8	16,0
1967-1968	3,4	2,1	2,5	7,0	15,1	1,8	16,9
1968-1969	3,4	2,4	2,3	6,7	14,8	1,9	16,7
1969-1970	3,4	2,7	2,1	6,7	15,0	2,0	17,0
1970-1971	3,6	3,3	2,0	6,7	15,6	2,1	17,7
1971-1972	4,0	3,7	1,9	7,0	16,6	2,1	18,7
1972-1973	4,7	3,8	1,8	6,9	17,1	2,1	19,2
1973-1974	4,7	3,6	1,7	7,2	17,1	2,0	19,1
1974-1975	4,9	3,8	1,6	7,9	18,3	2,1	20,4
1975-1976	5,3	4,0	1,7	8,5	19,5	2,3	21,8
1976-1977	4,9	4,2	1,7	7,5	18,3	2,4	20,7
1977-1978	5,0	3,9	1,7	7,5	18,1	2,5	20,6
1978-1979	4,9	3,9	1,7	7,1	17,6	2,9	20,4
1979-1980	4,3	3,8	1,6	6,6	16,3	3,0	19,3
1980-1981	4,4	3,7	1,6	7,1	16,8	3,4	20,2
1981-1982	4,5	3,6	1,6	7,2	16,9	4,2	21,1
1982-1983	5,7	3,7	1,7	8,0	19,2	4,4	23,6
1983-1984	5,5	4,2	1,7	7,1	18,4	5,0	23,4
1984-1985	5,3	4,1	1,7	7,3	18,5	5,5	24,0
1985-1986	5,2	3,9	1,7	6,2	16,9	5,7	22,6
1986-1987	5,2	3,8	1,7	6,2	16,9	5,6	22,5
1987-1988	4,9	3,7	1,7	6,4	16,7	5,6	22,3
1988-1989	4,7	3,6	1,6	5,8	15,7	5,8	21,5
1989-1990	4,6	3,6	1,6	5,5	15,3	6,3	21,6
1990-1991	5,1	3,4	1,6	5,4	15,5	6,6	22,1
1991-1992	5,7	3,6	1,5	5,4	16,2	6,4	22,6
1992-1993	5,7	3,8	1,5	5,9	16,8	5,9	22,7
1993-1994	5,1	3,7	1,5	5,4	15,7	5,5	21,3
1994-1995	4,5	3,4	1,3	5,6	14,9	5,7	20,6
1995-1996	4,2	3,2	1,2	5,3	13,8	6,1	19,9
1996-1997	4,0	2,6	1,0	4,6	12,2	5,6	17,9
1997-1998	3,8	2,3	1,0	5,0	12,1	4,9	17,0
1998-1999	3,7	2,8	1,0	4,5	12,0	4,7	16,8
1999-2000	3,5	2,4	1,0	4,3	11,2	4,4	15,6
2000-2001	3,4	2,3	0,9	4,5	11,0	4,1	15,1
2001-2002	3,5	2,4	0,9	4,5	11,3	3,6	14,9
2002-2003	3,5	2,7	0,9	4,5	11,5	3,2	14,8

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 9

Charges budgétaires

Année	Principaux transferts aux particuliers	Principaux transferts aux autres administrations	Défense nationale	Autres	Total des charges de programmes	Frais de la dette publique	Total des charges budgétaires
1961-1962	21,5	8,6	21,8	37,0	88,9	11,1	100,0
1962-1963	22,2	9,8	21,0	34,8	87,8	12,2	100,0
1963-1964	20,6	9,6	20,3	37,5	88,0	12,0	100,0
1964-1965	20,9	10,7	17,9	38,3	87,8	12,2	100,0
1965-1966	20,2	9,3	17,1	41,1	87,7	12,3	100,0
1966-1967	19,2	9,8	15,9	43,7	88,6	11,4	100,0
1967-1968	20,2	12,4	14,9	41,6	89,1	10,9	100,0
1968-1969	20,5	14,3	13,9	39,8	88,5	11,5	100,0
1969-1970	20,3	15,7	12,5	39,6	88,1	11,9	100,0
1970-1971	20,5	18,5	11,4	37,9	88,2	11,8	100,0
1971-1972	21,4	19,6	10,1	37,4	88,5	11,5	100,0
1972-1973	24,4	19,6	9,2	35,9	89,1	10,9	100,0
1973-1974	24,5	18,6	9,0	37,4	89,6	10,4	100,0
1974-1975	24,2	18,7	8,0	38,8	89,7	10,3	100,0
1975-1976	24,4	18,2	7,8	39,1	89,5	10,5	100,0
1976-1977	23,9	20,3	8,2	36,2	88,6	11,4	100,0
1977-1978	24,4	18,7	8,3	36,4	87,8	12,2	100,0
1978-1979	24,1	19,1	8,2	34,6	86,0	14,0	100,0
1979-1980	22,2	19,6	8,1	34,4	84,3	15,7	100,0
1980-1981	21,7	18,3	8,0	35,2	83,2	16,8	100,0
1981-1982	21,1	17,2	7,5	34,3	80,1	19,9	100,0
1982-1983	24,2	15,8	7,4	33,8	81,2	18,8	100,0
1983-1984	23,4	17,8	7,2	30,5	78,8	21,2	100,0
1984-1985	22,1	17,2	7,1	30,5	76,9	23,1	100,0
1985-1986	22,8	17,2	7,4	27,4	74,8	25,2	100,0
1986-1987	22,9	17,0	7,7	27,4	75,1	24,9	100,0
1987-1988	22,0	16,5	7,5	28,9	74,9	25,1	100,0
1988-1989	21,9	16,8	7,5	26,8	73,0	27,0	100,0
1989-1990	21,5	16,5	7,5	25,5	71,0	29,0	100,0
1990-1991	22,9	15,3	7,3	24,6	70,0	30,0	100,0
1991-1992	25,1	16,0	6,7	23,9	71,7	28,3	100,0
1992-1993	24,9	16,7	6,5	26,0	74,1	25,9	100,0
1993-1994	24,1	17,4	7,0	25,6	74,1	25,9	100,0
1994-1995	22,0	16,5	6,4	27,3	72,2	27,8	100,0
1995-1996	21,0	16,2	5,9	26,4	69,4	30,6	100,0
1996-1997	22,5	14,8	5,6	25,5	68,4	31,6	100,0
1997-1998	22,4	13,7	5,8	29,4	71,3	28,7	100,0
1998-1999	22,3	16,6	5,8	27,0	71,8	28,2	100,0
1999-2000	22,3	15,2	6,4	27,7	71,6	28,4	100,0
2000-2001	22,5	15,2	5,7	29,6	73,0	27,0	100,0
2001-2002	23,3	16,2	6,1	30,3	75,9	24,1	100,0
2002-2003	23,6	18,0	6,4	30,3	78,2	21,8	100,0

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 10

Principaux transferts aux particuliers

Année	Prestations de sécurité de la vieillesse	Allocations familiales	Prestations d'assurance- emploi	Allocation pour frais de chauffage	Total
(millions de dollars)					
1961-1962	625	521	455		1 601
1962-1963	734	532	403		1 669
1963-1964	808	538	366		1 712
1964-1965	885	573	335		1 793
1965-1966	927	598	298		1 823
1966-1967	1 073	603	307		1 983
1967-1968	1 388	608	389		2 385
1968-1969	1 541	612	459		2 612
1969-1970	1 731	615	542		2 888
1970-1971	1 907	616	758		3 281
1971-1972	2 205	614	1 123		3 942
1972-1973	2 524	608	2 021		5 153
1973-1974	3 035	993	2 014		6 042
1974-1975	3 445	1 824	2 351		7 620
1975-1976	3 934	1 958	3 341		9 233
1976-1977	4 437	1 980	3 456		9 873
1977-1978	4 861	2 122	4 121		11 104
1978-1979	5 491	2 093	4 446		12 030
1979-1980	6 320	1 725	3 922		11 967
1980-1981	7 418	1 851	4 524		13 793
1981-1982	8 585	2 020	5 446		16 051
1982-1983	9 643	2 231	9 823		21 697
1983-1984	10 406	2 326	9 782		22 514
1984-1985	11 418	2 418	10 052		23 888
1985-1986	12 525	2 501	10 036		25 062
1986-1987	13 445	2 534	10 444		26 423
1987-1988	14 349	2 564	10 487		27 400
1988-1989	15 202	2 606	10 972		28 780
1989-1990	16 154	2 653	11 694		30 501
1990-1991	17 039	2 639	14 665		34 343
1991-1992	18 168	2 606	18 126		38 900
1992-1993	18 758	1 823	19 065		39 646
1993-1994	19 578	7	17 626		37 211
1994-1995	20 143		14 815		34 958
1995-1996	20 430		13 476		33 906
1996-1997	21 207		12 380		33 587
1997-1998	21 758		11 842		33 600
1998-1999	22 285		11 884		34 169
1999-2000	22 856		11 301		34 157
2000-2001	23 668		11 444	1 459	36 571
2001-2002	24 641		13 726	42	38 409
2002-2003	25 692		14 496		40 188

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 11

Principaux transferts aux autres administrations

Année	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux		Assurance et soins médicaux		Aide à l'éducation	Régime d'assistance publique du Canada	Fonds pour l'acquisition de matériel médical	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Total
	Transferts fiscaux								
(millions de dollars)									
1961-1962		196	283	19	144				642
1962-1963		215	336	26	160				737
1963-1964		207	392	27	172				798
1964-1965		276	433	27	182				918
1965-1966		306	354	28	153				841
1966-1967		371	384	71	190				1 016
1967-1968		578	435	108	343				1 464
1968-1969		615	588	227	383				1 813
1969-1970		734	806	301	396				2 237
1970-1971		959	1 088	388	519				2 954
1971-1972		1 136	1 400	450	624				3 610
1972-1973		1 326	1 649	481	678				4 134
1973-1974		1 633	1 749	485	718				4 585
1974-1975		2 323	2 121	504	936				5 884
1975-1976		2 511	2 549	535	1 279				6 874
1976-1977		3 252	3 008	649	1 490				8 399
1977-1978		3 206	2 814	1 096	1 396				8 512
1978-1979		3 175	3 488	1 365	1 523				9 551
1979-1980		3 575	3 858	1 515	1 653				10 601
1980-1981		4 055	3 982	1 600	1 941				11 578
1981-1982		4 879	4 283	1 628	2 298				13 088
1982-1983		5 753	4 060	1 532	2 832				14 177
1983-1984		6 208	5 564	2 065	3 288				17 125
1984-1985		6 208	6 330	2 265	3 745				18 548
1985-1986		6 286	6 400	2 277	3 916				18 879
1986-1987		6 679	6 607	2 232	4 051				19 569
1987-1988		7 472	6 558	2 242	4 246				20 518
1988-1989		8 684	6 678	2 227	4 556				22 145
1989-1990		9 582	6 663	2 166	5 006				23 417
1990-1991		9 245	6 033	1 862	5 788				22 928
1991-1992		9 935	6 689	2 142	6 099				24 865
1992-1993		8 664	8 307	2 887	6 686				26 544
1993-1994		10 101	7 232	2 378	7 236				26 947
1994-1995		8 870	7 691	2 486	7 266				26 313
1995-1996		9 405	7 115	2 365	7 191				26 076
1996-1997	14 911	9 418	-217	-41	105			-2 014	22 162
1997-1998	12 421	10 000	162	5	24			-2 108	20 504
1998-1999	16 018	11 645	2		8			-2 150	25 523
1999-2000	14 891	10 721			56			-2 425	23 243
2000-2001	13 500	12 684				1 000		-2 460	24 724
2001-2002	17 300	11 978						-2 662	26 616
2002-2003	21 100	10 366				1 500		-2 321	30 645

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 12

Détail des charges de programmes

Année	Paiements de transfert			Total des paiements de transfert	Charges des sociétés d'État	Défense nationale	Autres ministères et organismes	Total des charges de programmes
	Principaux transferts aux particuliers	Principaux transferts aux autres administrations	Subventions et autres transferts					
(millions de dollars)								
1983-1984	22 514	17 125	12 367	52 006	4 760	6 897	12 222	75 885
1984-1985	23 888	18 548	14 719	57 155	6 159	7 641	12 008	82 963
1985-1986	25 062	18 879	13 375	57 316	4 479	8 114	12 253	82 162
1986-1987	26 423	19 569	13 262	59 254	4 936	8 866	13 379	86 435
1987-1988	27 400	20 518	15 272	63 190	5 872	9 403	14 891	93 356
1988-1989	28 780	22 145	15 249	66 174	4 772	9 940	15 277	96 163
1989-1990	30 501	23 417	14 450	68 368	5 237	10 635	16 587	100 827
1990-1991	34 343	22 928	13 808	71 079	5 713	10 976	17 423	105 191
1991-1992	38 900	24 865	15 808	79 573	5 252	10 421	16 054	111 300
1992-1993	39 646	26 544	16 520	82 710	6 219	10 408	18 637	117 974
1993-1994	37 211	26 947	16 844	81 002	4 100	10 771	18 598	114 471
1994-1995	34 958	26 313	18 450	79 721	4 479	10 210	20 523	114 933
1995-1996	33 906	26 076	16 638	76 620	7 887	9 459	18 030	111 996
1996-1997	33 587	22 162	16 011	71 760	3 995	8 417	18 088	102 260
1997-1998	33 600	20 504	21 053	75 157	3 251	8 726	19 730	106 864
1998-1999	34 169	25 523	17 379	77 071	4 332	8 964	19 628	109 995
1999-2000	34 157	23 243	17 984	75 384	3 916	9 740	20 543	109 583
2000-2001	36 571	24 724	19 616	80 911	3 687	9 305	24 791	118 694
2001-2002	38 409	26 616	18 321	83 346	4 503	10 032	27 137	125 018
2002-2003	40 188	30 645	20 076	90 909	4 724	10 847	26 843	133 323

Tableau 13

Frais de la dette publique

Année	Frais bruts de la dette publique	Produits des placements	Frais nets de la dette publique	Frais bruts de la dette publique en pourcentage de		Dette portant intérêt
				Revenus budgétaires	Charges budgétaires	
	(millions de dollars)			(%)		
1961-1962	832	308	524	12,9	11,1	4,0
1962-1963	915	312	603	13,7	12,2	4,1
1963-1964	993	366	627	14,0	12,0	4,2
1964-1965	1 050	423	627	12,8	12,2	4,2
1965-1966	1 110	438	672	12,2	12,3	4,3
1966-1967	1 182	519	663	12,0	11,4	4,4
1967-1968	1 286	612	674	12,0	10,9	4,5
1968-1969	1 464	695	769	12,2	11,5	4,7
1969-1970	1 694	860	834	11,8	11,9	5,3
1970-1971	1 887	1 000	887	12,6	11,8	5,3
1971-1972	2 110	1 133	977	12,7	11,5	5,4
1972-1973	2 300	1 265	1 035	12,0	10,9	5,5
1973-1974	2 565	1 461	1 104	11,4	10,4	5,9
1974-1975	3 238	1 802	1 436	11,1	10,3	6,6
1975-1976	3 970	2 083	1 887	12,5	10,5	7,2
1976-1977	4 708	2 410	2 298	13,7	11,4	7,6
1977-1978	5 531	2 592	2 939	16,0	12,2	7,6
1978-1979	7 024	3 059	3 965	19,0	14,0	7,8
1979-1980	8 494	3 646	4 848	20,2	15,7	8,6
1980-1981	10 658	4 409	6 249	21,8	16,8	9,5
1981-1982	15 114	5 200	9 914	25,1	19,9	11,9
1982-1983	16 903	4 628	12 275	27,9	18,8	11,0
1983-1984	20 430	4 266	16 164	31,9	21,2	9,6
1984-1985	24 887	4 298	20 589	35,2	23,1	10,0
1985-1986	27 657	3 661	23 996	36,2	25,2	9,7
1986-1987	28 718	4 255	24 463	33,7	24,9	9,1
1987-1988	31 223	4 737	26 486	32,7	25,1	9,0
1988-1989	35 532	5 547	29 985	34,2	27,0	9,4
1989-1990	41 246	5 850	35 396	36,5	29,0	10,2
1990-1991	45 034	6 807	38 227	38,7	30,0	10,2
1991-1992	43 861	6 521	37 340	35,7	28,3	9,2
1992-1993	41 332	6 838	34 494	34,4	25,9	8,1
1993-1994	40 099	5 240	34 859	34,6	25,9	7,3
1994-1995	44 185	4 719	39 466	36,1	27,8	7,5
1995-1996	49 407	5 344	44 063	37,6	30,6	7,9
1996-1997	47 281	4 247	43 034	33,6	31,6	7,4
1997-1998	43 120	4 721	38 399	28,3	28,7	6,8
1998-1999	43 303	4 890	38 413	27,7	28,2	6,9
1999-2000	43 384	5 455	37 929	26,1	28,4	6,8
2000-2001	43 892	6 424	37 468	24,0	27,0	7,0
2001-2002	39 651	5 625	34 026	23,1	24,1	6,4
2002-2003	37 270	6 857	30 413	21,0	21,8	6,0

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 14

Dettes portant intérêt

Année	Dettes non échues			Pourcentage détenu par des non-résidents	Comptes de pension et autre passif			Total de la dette portant intérêt
	Détenue par des résidents	Détenue par des non- résidents	Total		Pensions du secteur public	Autres	Total	
	(millions de dollars)			(%)	(millions de dollars)			
1961-1962	16 146	824	16 970	4,9	2 291	1 547	3 838	20 808
1962-1963	16 968	1 117	18 085	6,2	2 562	1 577	4 139	22 224
1963-1964	17 753	1 078	18 831	5,7	3 447	1 571	5 018	23 849
1964-1965	17 962	1 101	19 063	5,8	4 150	1 622	5 772	24 835
1965-1966	18 059	1 016	19 075	5,3	4 809	1 785	6 594	25 669
1966-1967	18 855	815	19 670	4,1	5 530	1 833	7 363	27 033
1967-1968	19 731	693	20 424	3,4	6 310	1 816	8 126	28 550
1968-1969	20 875	993	21 868	4,5	7 163	1 852	9 015	30 883
1969-1970	21 328	939	22 267	4,2	8 003	1 840	9 843	32 110
1970-1971	24 307	709	25 016	2,8	8 920	1 914	10 834	35 850
1971-1972	26 664	717	27 381	2,6	9 874	1 953	11 827	39 208
1972-1973	28 313	855	29 168	2,9	10 952	1 975	12 927	42 095
1973-1974	28 573	724	29 297	2,5	12 174	1 998	14 172	43 469
1974-1975	32 346	850	33 196	2,6	13 654	2 089	15 743	48 939
1975-1976	36 395	1 410	37 805	3,7	15 377	2 037	17 414	55 219
1976-1977	40 491	2 134	42 625	5,0	17 252	2 060	19 312	61 937
1977-1978	49 259	2 405	51 664	4,7	19 361	2 217	21 578	73 242
1978-1979	59 637	7 003	66 640	10,5	21 536	2 383	23 919	90 559
1979-1980	64 616	7 405	72 021	10,3	23 722	2 562	26 284	98 305
1980-1981	73 862	9 276	83 138	11,2	26 529	2 751	29 280	112 418
1981-1982	82 589	10 578	93 167	11,4	30 143	3 374	33 517	126 684
1982-1983	104 777	11 785	116 562	10,1	34 143	3 516	37 659	154 221
1983-1984	129 931	12 970	142 901	9,1	38 009	32 878	70 887	213 788
1984-1985	152 848	19 871	172 719	11,5	42 312	34 394	76 706	249 425
1985-1986	175 370	25 859	201 229	12,9	46 994	35 696	82 690	283 919
1986-1987	191 685	36 926	228 611	16,2	51 992	36 370	88 362	316 973
1987-1988	206 237	44 572	250 809	17,8	57 417	37 253	94 670	345 479
1988-1989	217 923	58 378	276 301	21,1	63 241	37 732	100 973	377 274
1989-1990	230 603	63 959	294 562	21,7	69 626	38 847	108 473	403 035
1990-1991	250 152	73 751	323 903	22,8	76 139	40 002	116 141	440 044
1991-1992	267 006	84 879	351 885	24,1	81 881	40 807	122 688	474 573
1992-1993	276 773	105 968	382 741	27,7	87 911	41 470	129 381	512 122
1993-1994	299 954	114 021	413 975	27,5	94 097	41 639	135 736	549 711
1994-1995	324 623	116 375	440 998	26,4	101 033	43 596	144 629	585 627
1995-1996	345 071	124 476	469 547	26,5	107 882	44 906	152 788	622 335
1996-1997	352 422	124 430	476 852	26,1	114 205	45 653	159 858	636 710
1997-1998	348 554	118 737	467 291	25,4	117 457	46 478	163 935	631 226
1998-1999	353 400	107 027	460 427	23,2	122 407	49 107	171 514	631 941
1999-2000	357 446	98 960	456 406	21,7	128 346	50 352	178 698	635 104
2000-2001	353 793	92 610	446 403	20,7	129 185	52 424	181 609	628 012
2001-2002	367 227	75 044	442 271	17,0	126 921	53 697	180 618	622 889
2002-2003	355 077	84 675	439 752	19,3	125 708	55 296	181 004	620 756

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 15

Dettes brute et dette nette

Année	Créditeurs et charges à payer	Dettes brute	Actif net constaté	Dettes nette	Actif non financier	Déficit accumulé
(millions de dollars)						
1961-1962	735	21 543	6 718	14 825		
1962-1963	732	22 956	7 283	15 673		
1963-1964	869	24 718	7 847	16 871		
1964-1965	980	25 815	8 571	17 244		
1965-1966	1 048	26 717	9 494	17 223		
1966-1967	1 366	28 399	10 692	17 707		
1967-1968	1 697	30 247	11 497	18 750		
1968-1969	1 814	32 697	13 281	19 416		
1969-1970	1 981	34 091	14 814	19 277		
1970-1971	2 193	38 043	17 750	20 293		
1971-1972	3 025	42 233	20 154	22 079		
1972-1973	3 935	46 030	22 000	23 980		
1973-1974	5 189	48 658	22 467	26 191		
1974-1975	5 361	54 300	25 884	28 416		
1975-1976	5 750	60 969	26 348	34 621		
1976-1977	7 333	69 270	27 753	41 517		
1977-1978	8 296	81 538	29 142	52 396		
1978-1979	8 658	99 217	33 792	65 425		
1979-1980	8 765	107 070	29 678	77 392		
1980-1981	11 148	123 566	31 618	91 948		
1981-1982	14 903	141 587	33 965	107 622		
1982-1983	16 673	170 894	34 222	136 672		
1983-1984	33 074	246 862	71 501	175 361	18 109	157 252
1984-1985	37 045	286 470	70 195	216 275	21 856	194 419
1985-1986	37 539	321 458	68 509	252 949	25 141	227 808
1986-1987	40 232	357 205	71 568	285 637	27 987	257 650
1987-1988	44 821	390 300	73 420	316 880	30 213	286 667
1988-1989	46 563	423 837	76 263	347 574	32 960	314 614
1989-1990	48 750	451 785	72 923	378 862	35 105	343 757
1990-1991	50 207	490 251	74 966	415 285	37 629	377 656
1991-1992	52 364	526 937	76 903	450 034	40 059	409 975
1992-1993	53 857	565 979	74 357	491 622	42 628	448 994
1993-1994	60 965	610 676	77 711	532 965	45 441	487 524
1994-1995	65 934	651 561	80 349	571 212	47 056	524 156
1995-1996	72 224	694 559	91 812	602 747	48 585	554 162
1996-1997	75 204	711 914	99 645	612 269	49 419	562 850
1997-1998	82 187	713 413	102 534	610 879	50 161	560 718
1998-1999	85 771	717 712	108 187	609 525	51 654	557 871
1999-2000	81 160	716 264	120 708	595 556	51 830	543 726
2000-2001	86 950	714 962	138 657	576 305	51 741	524 564
2001-2002	81 453	704 342	133 435	570 907	53 362	517 545
2002-2003	79 384	700 140	135 324	564 816	54 240	510 576

Les données antérieures à 1983-1984 n'ayant pas été calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, elles ne peuvent être comparées directement avec celles des années suivantes.

Tableau 16

Dettes non échues détenues par des tiers

Année	Obligations négociables ⁽¹⁾			Bons du Trésor	Obligations d'épargne du Canada ⁽¹⁾	Obligations du Régime de pensions du Canada	Moins : Titres en portefeuille	Total
	Intérieures	A l'étranger ⁽²⁾	Total					
(millions de dollars)								
1961-1962	10 838	287	11 125	1 885	4 055	-	-95	16 970
1962-1963	10 802	568	11 370	2 165	4 582	-	-32	18 085
1963-1964	11 075	533	11 608	2 230	5 092	-	-99	18 831
1964-1965	10 899	533	11 432	2 140	5 552	-	-61	19 063
1965-1966	10 745	528	11 273	2 150	5 733	-	-81	19 075
1966-1967	11 018	523	11 541	2 310	6 017	2	-200	19 670
1967-1968	11 573	318	11 891	2 480	6 096	6	-49	20 424
1968-1969	12 294	600	12 894	2 840	6 169	12	-47	21 868
1969-1970	12 279	605	12 884	2 895	6 579	16	-107	22 267
1970-1971	13 021	495	13 516	3 735	7 804	21	-60	25 016
1971-1972	13 385	493	13 878	3 830	9 712	28	-67	27 381
1972-1973	13 423	491	13 914	4 290	10 989	35	-60	29 168
1973-1974	13 592	415	14 007	4 905	10 406	43	-64	29 297
1974-1975	14 311	365	14 676	5 630	12 915	52	-77	33 196
1975-1976	15 481	337	15 818	6 495	15 517	62	-87	37 805
1976-1977	17 748	335	18 083	8 255	16 304	72	-89	42 625
1977-1978	21 182	1 190	22 372	11 295	18 011	84	-98	51 664
1978-1979	26 532	7 376	33 908	13 535	19 247	96	-146	66 640
1979-1980	32 947	4 860	37 807	16 325	18 081	113	-305	72 021
1980-1981	40 849	4 794	45 643	21 770	15 812	136	-223	83 138
1981-1982	43 493	5 428	48 921	19 375	24 978	154	-261	93 167
1982-1983	48 377	6 385	54 762	29 125	32 641	171	-137	116 562
1983-1984	57 036	6 086	63 122	41 700	38 204	189	-314	142 901
1984-1985	69 438	9 057	78 495	52 300	41 960	205	-241	172 719
1985-1986	81 067	13 797	94 864	61 950	44 245	445	-275	201 229
1986-1987	94 426	11 997	106 423	76 950	44 309	1 796	-867	228 611
1987-1988	103 899	11 282	115 181	81 050	53 323	2 492	-1 237	250 809
1988-1989	115 748	8 320	124 068	102 700	47 756	3 005	-1 228	276 301
1989-1990	127 682	5 675	133 357	118 550	40 929	3 072	-1 346	294 562
1990-1991	143 600	4 526	148 126	139 150	34 444	3 492	-1 309	323 903
1991-1992	158 062	3 444	161 506	152 300	35 598	3 501	-1 020	351 885
1992-1993	178 465	5 409	183 874	162 050	34 369	3 505	-1 057	382 741
1993-1994	203 445	10 668	214 113	166 000	31 331	3 497	-966	413 975
1994-1995	225 747	16 921	242 668	164 450	31 386	3 488	-994	440 998
1995-1996	252 766	16 809	269 575	166 100	31 428	3 478	-1 034	469 547
1996-1997	282 563	23 016	305 579	135 400	33 493	3 468	-1 088	476 852
1997-1998	294 605	27 183	321 788	112 300	30 479	3 456	-732	467 291
1998-1999	295 774	36 000	331 774	96 950	28 217	4 063	-577	460 427
1999-2000	294 441	32 588	327 029	99 850	26 899	3 552	-924	456 406
2000-2001	295 487	33 664	329 151	88 700	26 416	3 473	-1 337	446 403
2001-2002	294 898	27 547	322 445	94 200	24 021	3 391	-1 786	442 271
2002-2003	289 208	21 603	310 811	104 600	22 584	3 371	-1 614	439 752

⁽¹⁾ Y compris les titres émis par le gouvernement qu'il détient en portefeuille.

⁽²⁾ Y compris les bons du Canada.

Comptes publics

Provinces et territoires

Tableau 17

Terre-Neuve-et-Labrador

Année	Revenus autonomes	Transferts fédéraux en espèces	Total des revenus	Total des dépenses de programmes	Frais de la dette	Total des dépenses	Autres ¹	Excédent ou déficit (-)	Total du solde financier	Dette nette
1981-1982	770	782	1 552	1 466	234	1 700	-	-148	-258	2 042
1982-1983	861	855	1 716	1 638	269	1 907	-	-191	-343	2 144
1983-1984	915	914	1 829	1 852	303	2 155	-	-326	-411	2 421
1984-1985	960	986	1 946	1 846	352	2 198	-	-252	-330	2 718
1985-1986	1 075	1 062	2 137	1 983	407	2 390	-	-253	-353	3 023
1986-1987	1 126	1 157	2 283	2 078	436	2 514	-	-231	-388	3 150
1987-1988	1 328	1 218	2 546	2 286	457	2 743	-	-197	-448	3 289
1988-1989	1 350	1 315	2 664	2 436	454	2 890	-	-226	-482	3 195
1989-1990	1 505	1 426	2 931	2 647	459	3 106	-	-175	-354	3 369
1990-1991	1 569	1 398	2 967	2 824	490	3 314	-	-347	-585	3 550
1991-1992	1 681	1 427	3 108	2 888	496	3 384	-	-276	-760	3 918
1992-1993	1 693	1 500	3 194	2 967	488	3 455	-	-261	-463	4 270
1993-1994	1 696	1 462	3 158	2 864	500	3 364	-	-205	-408	4 692
1994-1995	1 751	1 637	3 388	2 979	536	3 515	-	-127	-362	4 947
1995-1996	1 949	1 539	3 487	2 926	552	3 478	-	9	-91	4 930
1996-1997	1 921	1 499	3 420	2 880	559	3 439	-	-19	-337	4 535
1997-1998	1 783	1 941	3 725	3 155	577	3 731	-	-7	-497	4 351
1998-1999	1 822	1 743	3 566	2 975	587	3 562	-	4	-569	4 883
1999-2000	2 014	1 551	3 565	3 002	586	3 588	-	-23	-349	4 980
2000-2001	2 097	1 632	3 730	3 146	610	3 756	-	-26	-320	5 352
2001-2002	2 291	1 628	3 920	3 357	610	3 967	-	-47	-481	5 680
2002-2003	2 380	1 597	3 976	3 440	598	4 038	-82	-143	-493	5 904

Sources : Comptes publics de Terre-Neuve-et-Labrador (pour 2002-2003 : budget de 2003).

⁽¹⁾ Besoins d'emprunt – Autres entités

Tableau 18

Île-du-Prince-Édouard

Année	Revenus autonomes	Transferts fédéraux en espèces	Total des revenus	Total des dépenses de programmes	Frais de la dette	Total des dépenses	Autres ⁽¹⁾	Excédent ou déficit (-)	Total du solde financier	Dette nette
1981-1982	178	186	364	319	44	363	0	1	-33	103
1982-1983	195	195	390	364	51	415	0	-25	-50	129
1983-1984	219	212	431	372	55	427	0	4	-32	125
1984-1985	236	211	447	391	60	451	0	-4	-37	129
1985-1986	252	227	479	437	62	499	0	-20	-58	149
1986-1987	270	244	514	460	67	527	0	-13	-61	163
1987-1988	312	245	557	503	71	574	0	-17	-61	179
1988-1989	344	282	626	556	81	637	0	-11	-70	191
1989-1990	374	299	673	594	87	681	0	-8	-59	199
1990-1991	395	312	707	632	95	727	0	-20	-60	219
1991-1992	416	299	715	662	103	765	0	-50	-115	269
1992-1993	408	303	711	692	101	793	0	-82	-108	351
1993-1994	457	282	739	699	111	810	0	-71	-83	772
1994-1995	480	332	812	704	117	821	7	-1	-2	990
1995-1996	481	308	789	669	120	789	4	4	-12	986
1996-1997	513	287	800	692	118	810	7	-4	-47	990
1997-1998	496	292	788	702	102	804	9	-7	-4	997
1998-1999	502	350	852	750	101	852	6	6	-12	990
1999-2000	547	353	900	806	103	908	3	-5	-39	1 024
2000-2001	568	383	952	855	108	963	0	-12	-77	1 036
2001-2002	573	400	974	876	106	982	-9	-17	-76	1 053
2002-2003	626	360	986	884	101	985	-9	-8	-126	1 130

Sources : Comptes publics de l'Île-du-Prince-Édouard (pour 2002-2003 : budget de 2003).

⁽¹⁾ De 1994-1995 à 2001-2002 : redressement au titre des régimes de retraite. À compter de 2002-2003 : déficit net des entités de l'État.

Tableau 19
Nouvelle-Écosse

Année	Revenus autonomes	Transferts fédéraux		Total des dépenses de			Autres ⁽¹⁾	Excédent ou déficit (-)	Total du solde financier	Dette nette
		en espèces	Total des revenus	programmes	Frais de la dette	Total des dépenses				
(millions de dollars)										
1981-1982	1 017	963	1 980	2 168	242	2 410	48	-382	-543	1 356
1982-1983	1 177	998	2 175	2 253	354	2 607	61	-371	-509	1 875
1983-1984	1 327	1 094	2 421	2 396	407	2 803	66	-316	-434	2 285
1984-1985	1 469	1 146	2 615	2 588	471	3 059	76	-368	-504	2 749
1985-1986	1 622	1 140	2 762	2 664	539	3 203	88	-353	-513	3 235
1986-1987	1 746	1 210	2 956	2 777	558	3 335	102	-277	-495	3 504
1987-1988	1 955	1 253	3 208	2 977	566	3 543	108	-227	-405	3 756
1988-1989	2 109	1 438	3 547	3 347	560	3 907	118	-242	-461	3 947
1989-1990	2 245	1 530	3 775	3 602	571	4 173	131	-267	-500	4 454
1990-1991	2 349	1 599	3 948	3 676	672	4 348	143	-257	-540	4 731
1991-1992	2 321	1 602	3 923	3 799	682	4 481	152	-406	-657	5 426
1992-1993	2 335	1 591	3 926	3 916	779	4 695	152	-617	-678	7 288
1993-1994	2 493	1 567	4 060	3 861	865	4 727	121	-546	-831	8 120
1994-1995	2 510	1 858	4 368	3 799	912	4 711	110	-233	-548	8 514
1995-1996	2 550	1 938	4 488	3 907	897	4 804	116	-199	-532	8 715
1996-1997	2 751	1 757	4 508	3 813	811	4 624	72	-116	-332	9 139
1997-1998	2 781	1 927	4 709	4 018	865	4 884	-257	-442	-276	9 290
1998-1999	2 911	2 016	4 928	4 414	1 003	5 418	230	-260	-633	10 298
1999-2000	3 155	1 980	5 135	4 627	1 060	5 687	-243	-795	-250	11 231
2000-2001	3 332	2 040	5 371	4 434	1 115	5 549	324	147	-79	11 370
2001-2002	3 522	2 054	5 575	4 741	1 141	5 882	253	-54	-155	11 561
2002-2003	3 750	1 987	5 736	4 860	1 076	5 936	214	14	-350	11 646

Sources : Comptes publics de la Nouvelle-Écosse (pour 2002-2003 : budget de 2003).

⁽¹⁾ Y compris les revenus provenant des fonds d'amortissement, les revenus ou pertes nets des entreprises d'État, les postes extraordinaires, les redressements de consolidation et les redressements comptables.

Tableau 20
Nouveau-Brunswick

Année	Revenus autonomes	Transferts fédéraux		Total des dépenses de			Autres ⁽¹⁾	Excédent ou déficit (-)	Total du solde financier	Dette nette
		en espèces	Total des revenus	programmes	Frais de la dette	Total des dépenses				
(millions de dollars)										
1981-1982	1 029	806	1 835	1 838	157	1 995	-	-160	-	1 056
1982-1983	1 106	918	2 024	2 205	211	2 416	-	-392	-514	1 444
1983-1984	1 320	993	2 313	2 295	294	2 589	-	-276	-394	1 709
1984-1985	1 459	1 052	2 511	2 433	357	2 790	-	-279	-406	1 967
1985-1986	1 631	1 182	2 813	2 626	400	3 026	-	-213	-330	2 147
1986-1987	1 733	1 160	2 893	2 866	395	3 261	-	-368	-553	2 588
1987-1988	1 918	1 261	3 179	3 100	415	3 515	-	-336	-465	2 919
1988-1989	2 167	1 360	3 527	3 179	427	3 606	-	-79	-250	2 993
1989-1990	2 213	1 459	3 672	3 260	437	3 697	-	-25	-227	3 013
1990-1991	2 297	1 504	3 801	3 500	482	3 982	-	-181	-394	3 236
1991-1992	2 352	1 455	3 807	3 686	476	4 162	-	-355	-569	3 603
1992-1993	2 268	1 742	4 010	3 737	538	4 275	-	-265	-514	5 297
1993-1994	2 507	1 517	4 024	3 695	585	4 280	-	-256	-473	5 552
1994-1995	2 672	1 626	4 298	3 721	645	4 366	-	-68	-304	5 621
1995-1996	2 803	1 623	4 426	3 780	595	4 375	-	51	-384	5 569
1996-1997	2 950	1 521	4 471	3 840	564	4 405	-	66	47	5 783
1997-1998	2 786	1 653	4 439	3 865	574	4 439	-	0	-337	5 783
1998-1999	2 329	2 122	4 451	4 034	616	4 651	-	-200	-441	5 983
1999-2000	2 976	1 827	4 803	4 219	611	4 830	-	-27	-515	6 914
2000-2001	3 040	1 795	4 835	4 082	637	4 719	-100	16	-303	6 798
2001-2002	3 179	2 038	5 217	4 421	652	5 073	-100	44	-407	6 654
2002-2003	3 183	1 955	5 138	4 566	673	5 239	104	3	-363	6 755

Sources : Comptes publics du Nouveau-Brunswick (pour 2002-2003 : budget de 2003).

⁽¹⁾ Contribution au/du Fonds de stabilisation financière.

Tableau 21
Québec⁽¹⁾

Année	Revenus autonomes	Transferts fédéraux en espèces	Total des revenus	Total des dépendes de programmes	Frais de la dette	Total des dépendes	Autres ⁽²⁾	Excédent	Total	Déficit accumulé
								ou déficit (-)	du solde financier	
(millions de dollars)										
1981-1982	13 460	4 479	17 939	18 610	1 950	20 560	-	-2 621	-2 129	12 569
1982-1983	14 725	5 178	19 903	20 066	2 300	22 366	-	-2 463	-2 213	15 038
1983-1984	15 738	6 235	21 973	21 626	2 511	24 137	-	-2 164	-2 215	17 298
1984-1985	16 182	6 247	22 429	23 290	3 012	26 302	-	-3 873	-1 970	21 455
1985-1986	18 102	6 190	24 292	24 411	3 354	27 765	-	-3 473	-1 671	25 735
1986-1987	19 885	5 839	25 724	25 140	3 556	28 696	-	-2 972	-1 737	28 716
1987-1988	22 334	6 131	28 465	27 186	3 675	30 861	-	-2 396	-1 366	31 115
1988-1989	23 737	6 403	30 140	28 042	3 802	31 844	-	-1 704	-1 005	32 819
1989-1990	24 812	6 693	31 505	29 254	4 015	33 269	-	-1 764	-816	34 583
1990-1991	26 592	6 992	33 584	32 122	4 437	36 559	-	-2 975	-1 482	37 558
1991-1992	28 287	6 766	35 053	34 688	4 666	39 354	-	-4 301	-2 655	41 885
1992-1993	28 198	7 782	35 980	36 254	4 756	41 010	-	-5 030	-3 913	46 914
1993-1994	28 899	7 762	36 661	36 268	5 316	41 584	-	-4 923	-3 826	51 837
1994-1995	29 543	7 494	37 037	36 977	5 881	42 858	-	-5 821	-4 876	57 677
1995-1996	30 736	8 126	38 862	36 776	6 034	42 810	-	-3 948	-2 948	61 624
1996-1997	31 266	6 704	37 970	35 327	5 855	41 182	-	-3 212	-2 136	64 833
1997-1998	35 886	5 974	41 860	36 674	7 343	44 017	-	-2 157	-1 684	82 581
1998-1999	38 649	8 071	46 720	39 407	7 187	46 594	-	126	523	82 577
1999-2000	41 076	6 334	47 410	40 031	7 372	47 403	-	7	710	82 469
2000-2001	42 904	8 145	51 049	42 066	7 606	49 672	-950	427	-516	81 992
2001-2002	41 004	9 305	50 309	43 976	7 261	51 237	950	22	-615	84 100
2002-2003	43 573	9 307	52 880	46 016	7 085	53 101	0	-221	-1 585	84 536

Sources : Comptes publics du Québec (pour 2002-2003 : budget de 2003).

⁽¹⁾ À compter de 1997-1998, toutes les données tiennent compte de la réforme de la comptabilité.

⁽²⁾ Réserve de 950 millions de dollars au titre de la santé et des services sociaux, de l'éducation, de la solidarité sociale et de la recherche.

Tableau 22
Ontario

Année	Revenus autonomes	Transferts fédéraux en espèces	Total des revenus	Total des dépendes de programmes	Frais de la dette	Total des dépendes	Autres ⁽¹⁾	Excédent	Total	Dette nette
								ou déficit (-)	du solde financier	
(millions de dollars)										
1981-1982	13 983	3 308	17 291	17 862	1 209	19 071	0	-1 780	-1 842	13 755
1982-1983	15 474	3 345	18 819	20 446	1 562	22 008	0	-3 189	-2 601	16 942
1983-1984	16 797	4 161	20 958	22 031	2 080	24 111	0	-3 153	-3 451	20 182
1984-1985	18 810	4 578	23 388	23 530	2 417	25 947	0	-2 559	-2 635	22 848
1985-1986	21 103	4 682	25 785	25 604	2 795	28 399	0	-2 614	-2 863	28 919
1986-1987	24 346	4 870	29 216	28 638	3 211	31 849	0	-2 633	-2 198	31 531
1987-1988	27 174	4 984	32 158	31 171	3 476	34 647	0	-2 489	-1 878	34 020
1988-1989	31 878	5 113	36 991	34 703	3 767	38 470	0	-1 479	-2 033	35 499
1989-1990	35 861	5 364	41 225	37 318	3 817	41 135	0	90	-242	35 409
1990-1991	37 130	5 762	42 892	42 145	3 776	45 921	0	-3 029	-3 001	38 438
1991-1992	34 429	6 324	40 753	47 487	4 196	51 683	0	-10 930	-10 826	49 368
1992-1993	34 253	7 554	41 807	48 942	5 293	54 235	0	-12 428	-15 524	61 796
1993-1994	36 603	7 071	43 674	47 747	7 129	54 876	0	-11 202	-11 900	80 599
1994-1995	38 432	7 607	46 039	48 336	7 832	56 168	0	-10 129	-10 800	90 728
1995-1996	41 593	7 880	49 473	49 798	8 475	58 273	0	-8 800	-8 842	101 864
1996-1997	43 672	5 778	49 450	47 748	8 607	56 355	0	-6 905	-12 464	108 769
1997-1998	47 420	5 098	52 518	47 755	8 729	56 484	0	-3 966	-9 827	112 735
1998-1999	51 271	4 515	55 786	48 772	9 016	57 788	0	-2 002	-12 600	114 737
1999-2000	57 046	5 885	62 931	52 412	9 497	61 909	-354	668	-10 400	113 715
2000-2001	57 695	6 129	63 824	52 524	9 416	61 940	18	1 902	n.d.	112 480
2001-2002	56 132	7 754	63 886	54 413	9 029	63 442	-69	375	n.d.	112 036
2002-2003	56 697	9 694	66 391	57 162	8 745	65 907	40	524	n.d.	98 352

Sources : Comptes publics de l'Ontario (pour 2002-2003 : budget de 2003).

⁽¹⁾ Diminution ou augmentation de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité.

Tableau 23
Manitoba

Année	Revenus autonomes	Transferts		Total des		Total des dépenses	Autres ⁽¹⁾	Excédent ou déficit (-)	Total du solde financier	Dette nette
		fédéraux en espèces	Total des revenus	dépenses de programmes	Frais de la dette					
(millions de dollars)										
1981-1982	1 343	838	2 181	2 318	114	2 432	-	-251	-736	1 078
1982-1983	1 490	919	2 409	2 682	162	2 844	-	-435	-939	1 536
1983-1984	1 759	1 038	2 797	2 986	240	3 226	-	-429	-1 266	2 244
1984-1985	1 827	1 098	2 925	3 159	248	3 407	-	-483	-638	2 556
1985-1986	2 010	1 107	3 117	3 332	313	3 645	-	-528	-1 119	3 127
1986-1987	2 226	1 161	3 387	3 535	411	3 946	-	-559	-1 248	3 767
1987-1988	2 726	1 313	4 039	3 848	490	4 338	-	-300	-1 777	4 415
1988-1989	2 975	1 568	4 543	4 045	439	4 484	-200	-141	-1 275	4 332
1989-1990	2 949	1 657	4 606	4 261	487	4 748	0	-142	-1 028	4 449
1990-1991	2 983	1 695	4 678	4 536	501	5 037	67	-292	-2 168	4 773
1991-1992	3 146	1 821	4 967	4 779	492	5 271	-30	-334	-1 990	5 216
1992-1993	2 882	1 816	4 698	4 905	559	5 464	200	-566	-2 352	6 378
1993-1994	3 247	1 629	4 876	4 752	585	5 337	30	-431	-2 063	6 806
1994-1995	3 310	1 895	5 205	4 804	597	5 401	0	-196	-1 700	6 901
1995-1996	3 789	1 873	5 662	4 913	592	5 505	0	157	-986	6 854
1996-1997	4 047	1 716	5 763	4 869	539	5 408	-264	91	-1 566	6 474
1997-1998	3 858	1 884	5 742	5 171	520	5 691	25	76	-1 964	6 415
1998-1999	4 323	1 559	5 882	5 372	515	5 887	36	31	-2 033	6 495
1999-2000	4 264	2 074	6 338	5 971	465	6 437	110	11	-2 354	6 773
2000-2001	4 661	2 091	6 752	6 104	511	6 615	-96	41	-2 363	6 904
2001-2002	4 540	2 206	6 747	6 343	395	6 738	54	63	-2 889	7 400
2002-2003	4 782	2 232	7 014	6 629	322	6 950	-60	4	-2 373	7 396

Sources: Comptes publics du Manitoba (pour 2002-2003 : états financiers préliminaires non vérifiés).

⁽¹⁾ Comprend la contribution au/du Fonds de stabilisation financière et des loteries et les contributions au Fonds d'amortissement de la dette.

Tableau 24
Saskatchewan

Année	Revenus autonomes	Transferts		Total des		Total des dépenses	Autres ⁽¹⁾	Excédent ou déficit (-)	Total du solde financier	Dette nette
		fédéraux en espèces	Total des revenus	dépenses de programmes	Frais de la dette					
(millions de dollars)										
1981-1982	2 135	529	2 664	2 481	43	2 524	-	140	-874	-1 092
1982-1983	2 283	408	2 691	2 876	42	2 918	-	-227	-1 146	-712
1983-1984	2 181	552	2 733	3 008	57	3 065	-	-332	-483	-346
1984-1985	2 326	590	2 916	3 193	102	3 295	-	-380	-891	65
1985-1986	2 406	643	3 049	3 438	190	3 628	-	-579	-2 069	666
1986-1987	2 012	789	2 801	3 840	193	4 033	-	-1 232	-1 677	1 965
1987-1988	2 382	914	3 296	3 556	282	3 838	-	-542	-158	2 517
1988-1989	2 628	1 067	3 695	3 700	320	4 020	-	-324	-642	2 885
1989-1990	2 927	1 231	4 158	4 013	523	4 536	-	-378	-1 001	3 316
1990-1991	3 169	1 489	4 658	4 543	475	5 018	-	-360	-422	3 688
1991-1992	2 789	1 260	4 049	4 389	502	4 891	-	-842	-1 068	5 999
1992-1993	3 072	1 304	4 376	4 228	740	4 968	-	-592	-538	6 587
1993-1994	3 432	1 248	4 680	4 079	873	4 952	-	-272	-86	7 769
1994-1995	3 928	1 297	5 225	4 215	882	5 097	-	128	271	7 641
1995-1996	4 157	975	5 132	4 265	849	5 114	-	18	-191	7 622
1996-1997	4 742	761	5 503	4 302	794	5 096	-	407	938	7 215
1997-1998	4 609	553	5 162	4 372	755	5 127	-	35	390	7 180
1998-1999	4 642	961	5 603	4 830	745	5 575	-	28	520	7 152
1999-2000	4 648	1 209	5 857	5 077	696	5 774	-	83	-69	7 069
2000-2001	5 881	872	6 754	5 257	664	5 921	-775	58	58	7 011
2001-2002	4 822	1 237	6 059	5 721	617	6 338	280	1	-75	7 010
2002-2003	5 656	801	6 457	5 762	611	6 374	-82	1	73	7 009

Source : Comptes publics de la Saskatchewan.

⁽¹⁾ Contribution au/du Fonds de stabilisation financière.

Tableau 25

Alberta

Année	Revenus autonomes	Transferts fédéraux en espèces	Total des revenus	Total des dépenses de programmes	Frais de la dette	Total des dépenses	Excédent ou		Total du solde financier	Dette nette
							Autres	déficit (-)		
(millions de dollars)										
1981-1982	9 726	1 145	10 871	8 647	91	8 738	-	2 133	-227	-8 252
1982-1983	9 796	1 167	10 963	11 704	55	11 759	-	-796	-1 337	-7 463
1983-1984	10 645	1 308	11 953	11 653	171	11 824	-	129	658	-7 229
1984-1985	11 597	1 686	13 283	11 810	228	12 038	-	1 245	987	-7 219
1985-1986	11 506	1 788	13 294	13 873	182	14 055	-	-761	-673	-6 317
1986-1987	7 928	1 689	9 617	13 353	297	13 650	-	-4 033	-4 891	-1 159
1987-1988	9 993	1 912	11 905	12 698	572	13 270	-	-1 365	-1 136	1 527
1988-1989	9 765	2 135	11 900	13 110	797	13 907	-	-2 007	-1 839	3 592
1989-1990	10 896	1 943	12 839	13 840	1 115	14 955	-	-2 116	-2 340	5 947
1990-1991	11 820	2 365	14 185	14 735	1 282	16 017	-	-1 832	-1 616	5 692
1991-1992	11 587	2 150	13 737	15 052	1 314	16 366	-	-2 629	-968	7 939
1992-1993	11 814	2 457	14 271	16 176	1 419	17 595	-	-3 324	-3 284	11 824
1993-1994	13 316	2 090	15 406	15 123	1 654	16 777	-	-1 371	-1 855	13 379
1994-1995	14 235	1 929	16 164	13 480	1 746	15 226	-	938	1 156	12 707
1995-1996	13 767	1 748	15 515	12 681	1 683	14 364	-	1 151	620	11 607
1996-1997	15 301	1 351	16 652	12 701	1 462	14 163	-	2 489	2 406	8 709
1997-1998	16 571	1 183	17 754	13 773	1 322	15 095	-	2 659	2 242	5 979
1998-1999	15 484	1 335	16 819	14 346	1 379	15 725	-	1 094	844	4 876
1999-2000	18 463	1 640	20 103	16 356	956	17 312	-	2 791	1 396	2 074
2000-2001	23 714	1 813	25 527	17 976	980	18 956	-	6 571	4 841	-4 300
2001-2002	19 662	2 264	21 926	20 071	774	20 845	-	1 081	3 250	-5 043
2002-2003	20 589	2 074	22 663	20 053	476	20 529	-	2 134	1 464	-6 876

Source : Comptes publics de l'Alberta.

Tableau 26

Colombie-Britannique⁽¹⁾

Année	Revenus autonomes	Transferts fédéraux en espèces	Total des revenus	Total des dépenses de programmes	Frais de la dette	Total des dépenses	Excédent ou		Total du solde financier	Dette nette
							Autres ⁽²⁾	déficit (-)		
(millions de dollars)										
1981-1982	6 057	1 082	7 139	7 306	17	7 323	43	-141	18	-1 404
1982-1983	6 462	1 216	7 678	8 634	28	8 662	-257	-1 241	-1 507	-420
1983-1984	6 529	1 806	8 335	9 234	113	9 347	49	-963	-740	592
1984-1985	6 982	1 825	8 807	9 526	275	9 801	172	-822	-711	1 586
1985-1986	7 304	1 856	9 160	9 785	342	10 127	110	-857	-751	2 553
1986-1987	7 439	2 024	9 463	10 240	384	10 624	526	-635	-1 203	3 714
1987-1988	8 953	2 054	11 007	10 530	525	11 055	119	71	-83	3 762
1988-1989	10 421	2 149	12 570	11 304	530	11 834	194	930	853	3 533
1989-1990	11 535	2 121	13 656	12 743	457	13 200	40	496	473	5 538
1990-1991	12 140	2 096	14 236	14 532	478	15 010	107	-667	-685	6 312
1991-1992	12 372	2 198	14 570	16 511	590	17 101	192	-2 340	-1 822	8 843
1992-1993	13 757	2 416	16 172	17 122	736	17 858	210	-1 476	-2 075	10 529
1993-1994	15 654	2 269	17 923	17 989	844	18 833	11	-899	-881	11 507
1994-1995	17 045	2 463	19 507	19 023	931	19 954	219	-228	44	11 954
1995-1996	17 305	2 394	19 699	19 167	887	20 054	38	-317	-171	12 162
1996-1997	18 171	1 955	20 126	19 596	867	20 463	-416	-753	-1 188	12 338
1997-1998	18 379	1 837	20 216	19 301	834	20 135	-248	-167	-184	12 515
1998-1999	18 156	2 150	20 306	19 749	838	20 587	-722	-1 003	-1 722	12 440
1999-2000	20 385	2 900	23 285	22 788	1 769	24 557	1 295	23	-454	22 329
2000-2001	22 987	3 136	26 123	24 497	1 873	26 370	1 673	1 426	1 926	21 891
2001-2002	21 338	3 201	24 539	26 710	1 663	28 373	2 549	-1 285	n.d.	23 306
2002-2003	19 772	3 647	23 419	26 860	1 494	28 354	1 766	-3 169	n.d.	26 292

Source : Comptes publics de la Colombie-Britannique.

⁽¹⁾ Jusqu'à 1998-1999, tous les chiffres autres que ceux du déficit(-)/excédent sont présentés sur la base du Trésor, ces derniers étant présentés selon le sommaire des comptes. À compter de 1999-2000, tous les chiffres sont présentés selon le sommaire des comptes.⁽²⁾ Contribution/perte(-) nette des sociétés d'État et des organismes. En 2000-2001 et en 2001-2002, les données tiennent compte de l'incidence de l'administration fiduciaire conjointe des régimes de retraite.

Tableau 27

Territoire du Yukon

Année	Revenus autonomes	Transferts fédéraux en espèces	Total des revenus	Total des dépenses de programmes	Frais de la dette	Total des dépenses	Autres	Excédent ou déficit (-)	Total du solde financier	Dette nette
1981-1982	82	61	143	140	0	140	-	3	3	-2
1982-1983	82	82	164	162	0	162	-	2	2	-4
1983-1984	74	111	185	174	0	174	-	11	11	-15
1984-1985	84	116	200	190	0	190	-	9	26	-41
1985-1986	82	156	238	209	0	209	-	30	21	-62
1986-1987	93	170	262	267	0	267	-	-4	15	-78
1987-1988	92	184	276	279	0	279	-	-3	-32	-45
1988-1989	111	191	302	297	0	297	-	5	5	-50
1989-1990	112	199	311	308	0	308	-	3	3	-54
1990-1991	104	229	333	344	0	344	-	-12	-12	-64
1991-1992	108	243	351	365	0	365	-	-14	-14	-50
1992-1993	89	267	356	419	1	420	-	-64	-64	13
1993-1994	154	307	461	445	1	446	-	15	15	-2
1994-1995	172	310	482	452	1	453	-	29	29	-31
1995-1996	168	321	489	460	0	460	-	29	29	-60
1996-1997	157	286	443	454	0	455	-	-12	-12	-48
1997-1998	153	302	455	450	0	451	-	4	4	-51
1998-1999	115	371	485	455	0	455	-	30	30	-80
1999-2000	153	330	483	499	0	500	-	-16	-16	-64
2000-2001	166	386	552	518	0	518	-	35	35	-99
2001-2002	157	374	531	552	0	552	-	-21	-21	-78
2002-2003	166	369	535	590	0	591	-	-57	-57	-18

Sources : Comptes publics du Territoire du Yukon (pour 2002-2003 : budget de 2003).

Tableau 28

Territoires du Nord-Ouest

Année	Revenus autonomes	Transferts fédéraux en espèces	Total des revenus	Total des dépenses de programmes	Frais de la dette	Total des dépenses	Autres	Excédent ou déficit (-)	Total du solde financier	Dette nette
1981-1982	91	294	385	372	0	372	-	13	6	-39
1982-1983	81	363	444	454	0	454	-	-10	-12	-27
1983-1984	119	399	517	488	0	488	-	29	27	-54
1984-1985	108	434	542	536	0	536	-	6	-13	-41
1985-1986	133	501	634	612	0	612	-	22	19	-60
1986-1987	139	555	694	693	0	693	-	1	5	-65
1987-1988	120	649	769	798	0	798	-	-29	-24	-41
1988-1989	130	747	877	854	5	858	-	19	25	-66
1989-1990	167	796	962	967	5	972	-	-10	-12	-55
1990-1991	163	879	1 042	1 045	5	1 050	-	-8	0	-55
1991-1992	216	900	1 116	1 140	4	1 144	-	-28	-15	-31
1992-1993	222	911	1 133	1 123	4	1 127	-	6	25	-56
1993-1994	215	973	1 188	1 207	3	1 210	-	-22	-37	-19
1994-1995	214	1 004	1 218	1 244	0	1 244	-	-26	-31	12
1995-1996	234	1 026	1 260	1 277	5	1 282	-	-22	-16	28
1996-1997	219	963	1 182	1 189	5	1 194	-	-12	-14	21
1997-1998	244	1 066	1 311	1 175	5	1 180	-	131	106	-85
1998-1999	203	1 016	1 220	1 253	0	1 253	-	-33	-41	-43
1999-2000	140	572	712	725	0	725	-	-13	-13	77
2000-2001	268	615	883	764	2	766	-	118	118	-39
2001-2002	642	315	957	837	0	837	-	120	120	-338
2002-2003	445	329	774	881	0	881	-	-106	-106	-45

Sources : Comptes publics des Territoires du Nord-Ouest (pour 2002-2003 : budget de 2003). À compter de 1999-2000, les données font état du budget des Territoires du Nord-Ouest à la suite de la division du territoire.

Tableau 29

Nunavut

Année	Revenus	Transferts	Total des	Total des	Frais de	Total des	Autres ⁽¹⁾	Excédent	Total des	Dettes
	autonomes	fédéraux en espèces	revenus	dépenses de programmes	la dette	dépenses		ou déficit (-)	besoins financiers	
(millions de dollars)										
1999-2000	55	591	646	574	0	574	48	24	24	-72
2000-2001	76	652	728	666	0	666	74	-12	-12	-131
2001-2002	58	708	766	776	0	776	37	-47	-47	-96
2002-2003	65	664	729	811	0	811	0	-82	-82	-14

Sources : Comptes publics du Nunavut (pour 2002-2003 : budget de 2003).

⁽¹⁾ Augmentation (diminution) nette des immobilisations.

Tableau 30

Ensemble des provinces et des territoires

Année	Revenus autonomes	Transferts		Total des dépenses de programmes	Frais de la dette	Total des dépenses	Autres	Excédent ou déficit (-)	Total du solde financier	Dette nette
		fédéraux en espèces	Total des revenus							
(millions de dollars)										
1981-1982	49 871	14 473	64 344	63 527	4 101	67 628	91	-3 193	-6 615	21 170
1982-1983	53 732	15 644	69 376	73 483	5 035	78 518	-196	-9 338	-11 169	30 482
1983-1984	57 623	18 822	76 445	78 115	6 231	84 346	115	-7 786	-8 729	39 212
1984-1985	62 040	19 968	82 008	82 492	7 522	90 014	247	-7 760	-7 122	48 772
1985-1986	67 226	20 534	87 760	88 974	8 584	97 558	198	-9 600	-10 360	63 114
1986-1987	68 942	20 868	89 810	93 887	9 508	103 394	628	-12 956	-14 431	77 797
1987-1988	79 287	22 118	101 404	98 932	10 529	109 462	227	-7 830	-7 834	87 412
1988-1989	87 615	23 767	111 382	105 572	11 182	116 754	112	-5 259	-7 175	92 869
1989-1990	95 596	24 718	120 314	112 806	11 974	124 780	171	-4 295	-6 102	100 168
1990-1991	100 711	26 319	127 030	124 634	12 693	137 327	317	-9 980	-10 965	108 078
1991-1992	99 703	26 445	126 149	135 446	13 521	148 967	313	-22 505	-21 458	132 385
1992-1993	100 991	29 643	130 633	140 481	15 414	155 895	562	-24 699	-29 488	161 192
1993-1994	108 673	28 177	136 850	138 729	18 466	157 195	162	-20 183	-22 427	191 012
1994-1995	114 291	29 452	143 743	139 734	20 079	159 814	336	-15 734	-17 122	207 661
1995-1996	119 532	29 752	149 282	140 619	20 689	161 308	158	-11 867	-13 525	221 901
1996-1997	125 710	24 578	150 287	137 411	20 182	157 593	-674	-7 980	-14 705	228 757
1997-1998	134 966	23 711	158 677	140 411	21 627	162 038	-481	-3 841	-12 031	247 691
1998-1999	140 407	26 210	166 617	146 357	21 989	168 346	-451	-2 179	-16 134	250 307
1999-2000	154 922	27 246	182 167	157 088	23 115	180 203	763	2 727	-12 329	258 518
2000-2001	167 389	29 691	197 080	162 888	23 523	186 411	21	10 690	n.d.	250 265
2001-2002	157 921	33 485	191 406	172 794	22 248	195 042	3 870	235	n.d.	253 244
2002-2003	161 683	35 015	196 698	178 515	21 181	199 695	1 891	-1 106	n.d.	242 068

Sources : Comptes publics des provinces et des territoires et budgets de 2003.

Tableau 31

Ensemble des provinces et des territoires

Année	Revenus autonomes	Transferts		Total des dépenses de programmes	Frais de la dette	Total des dépenses	Autres	Excédent ou déficit (-)	Total du solde financier	Dette nette
		fédéraux en espèces	Total des revenus							
(pourcentage du PIB)										
1981-1982	13,8	4,0	17,8	17,6	1,1	18,8	0,03	-0,9	-	5,9
1982-1983	14,1	4,1	18,3	19,3	1,3	20,7	-0,05	-2,5	-2,9	8,0
1983-1984	14,0	4,6	18,6	19,0	1,5	20,5	0,03	-1,9	-2,1	9,5
1984-1985	13,8	4,4	18,2	18,3	1,7	20,0	0,05	-1,7	-1,6	10,8
1985-1986	13,8	4,2	18,1	18,3	1,8	20,1	0,04	-2,0	-2,1	13,0
1986-1987	13,5	4,1	17,5	18,3	1,9	20,2	0,12	-2,5	-2,8	15,2
1987-1988	14,2	4,0	18,1	17,7	1,9	19,6	0,04	-1,4	-1,4	15,6
1988-1989	14,3	3,9	18,2	17,2	1,8	19,0	0,02	-0,9	-1,2	15,1
1989-1990	14,5	3,8	18,3	17,2	1,8	19,0	0,03	-0,7	-0,9	15,2
1990-1991	14,8	3,9	18,7	18,3	1,9	20,2	0,05	-1,5	-1,6	15,9
1991-1992	14,5	3,9	18,4	19,8	2,0	21,7	0,05	-3,3	-3,1	19,3
1992-1993	14,4	4,2	18,6	20,1	2,2	22,3	0,08	-3,5	-4,2	23,0
1993-1994	14,9	3,9	18,8	19,1	2,5	21,6	0,02	-2,8	-3,1	26,3
1994-1995	14,8	3,8	18,6	18,1	2,6	20,7	0,04	-2,0	-2,2	26,9
1995-1996	14,7	3,7	18,4	17,4	2,6	19,9	0,02	-1,5	-1,7	27,4
1996-1997	15,0	2,9	18,0	16,4	2,4	18,8	-0,08	-1,0	-1,8	27,3
1997-1998	15,3	2,7	18,0	15,9	2,5	18,4	-0,05	-0,4	-1,4	28,1
1998-1999	15,3	2,9	18,2	16,0	2,4	18,4	-0,05	-0,2	-1,8	27,4
1999-2000	15,8	2,8	18,5	16,0	2,4	18,3	0,08	0,3	-1,3	26,3
2000-2001	15,6	2,8	18,3	15,1	2,2	17,3	0,00	1,0	n.d.	23,3
2001-2002	14,3	3,0	17,3	15,6	2,0	17,6	0,35	0,0	n.d.	22,9
2002-2003	14,0	3,0	17,0	15,5	1,8	17,3	0,16	-0,1	n.d.	21,0

Sources : Comptes publics des provinces et des territoires, budgets de 2003 et Statistique Canada, *Produit intérieur brut en termes de revenus* (tableau 380-0001).

Comptes nationaux

Tableau 32

Revenus de l'ensemble des administrations publiques*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Impôts directs, particuliers	Impôts directs, sociétés	Impôts directs, non-résidents	Cotisations aux régimes d'assurance sociale		Autres transferts des particuliers	Revenus de placements	Ventes de biens et services	Total des revenus ⁽¹⁾
				Impôts directs, non-résidents	Impôts indirects				
(millions de dollars)									
1961	2 271	1 649	109	450	5 119	271	893	719	11 481
1962	2 481	1 753	120	469	5 747	285	875	793	12 523
1963	2 658	1 891	120	487	6 068	307	998	885	13 414
1964	3 134	2 101	133	514	6 862	354	1 122	1 012	15 232
1965	3 563	2 197	161	558	7 715	413	1 406	1 116	17 129
1966	4 114	2 355	195	1 324	8 638	446	1 510	1 308	19 890
1967	5 106	2 396	211	1 489	9 448	488	1 684	1 511	22 333
1968	6 145	2 852	200	1 608	10 260	653	2 038	1 630	25 386
1969	7 697	3 221	222	1 818	11 337	897	2 510	1 754	29 456
1970	9 069	3 070	260	1 883	12 040	1 126	2 762	1 956	32 166
1971	10 417	3 346	272	1 995	13 131	1 163	3 146	2 240	35 710
1972	11 611	3 920	276	2 306	14 796	1 099	3 678	2 494	40 180
1973	13 618	5 079	324	2 738	16 815	1 149	4 607	2 865	47 195
1974	16 602	7 051	434	3 844	21 048	1 228	6 172	3 210	59 589
1975	18 538	7 494	464	4 741	21 728	1 249	7 274	3 746	65 234
1976	21 400	7 128	500	5 895	25 376	1 619	8 396	4 518	74 832
1977	23 811	7 238	532	6 357	27 863	1 812	9 957	4 927	82 497
1978	24 728	8 188	570	7 067	29 576	2 007	12 087	5 997	90 220
1979	27 774	10 038	764	7 571	32 321	2 251	14 790	6 889	102 398
1980	32 139	12 078	1 013	8 446	36 520	2 469	17 519	7 672	117 856
1981	38 565	12 796	1 113	10 863	47 870	2 755	19 995	8 924	142 881
1982	43 098	11 755	1 196	11 980	50 320	3 222	20 975	10 273	152 819
1983	45 667	12 320	1 052	14 184	52 780	3 633	22 441	11 314	163 391
1984	48 721	14 984	1 019	15 612	57 354	3 831	24 377	12 848	178 746
1985	53 262	15 563	955	17 633	61 339	3 974	25 381	13 512	191 619
1986	61 618	14 573	1 683	19 601	67 495	4 135	22 900	14 837	206 842
1987	69 288	16 990	1 222	21 721	74 613	4 508	22 786	16 015	227 143
1988	77 568	17 586	1 678	24 775	82 565	4 982	25 114	17 243	251 511
1989	83 222	18 566	1 545	24 849	90 939	5 481	28 025	18 632	271 259
1990	96 171	16 834	1 727	28 944	94 693	4 051	29 257	20 073	291 750
1991	97 154	15 015	1 514	31 071	100 693	4 588	28 207	21 425	299 667
1992	97 283	14 517	1 576	35 011	104 677	4 989	27 824	22 562	308 439
1993	96 379	16 263	1 649	36 545	107 609	5 191	28 057	23 351	315 044
1994	100 311	19 342	1 698	38 938	110 658	5 421	29 571	24 574	330 513
1995	106 190	22 138	1 964	40 489	113 945	5 844	31 295	26 115	347 980
1996	113 608	26 239	2 844	39 980	116 876	5 832	31 763	26 994	364 136
1997	120 790	32 250	2 958	42 029	123 207	6 510	31 887	28 499	388 130
1998	128 935	30 800	2 817	43 465	127 238	7 155	31 823	30 549	402 782
1999	134 197	39 410	3 386	45 721	133 273	6 915	33 038	32 368	428 308
2000	143 563	48 139	3 745	50 100	138 852	7 317	42 792	34 068	468 576
2001	144 856	37 837	4 530	53 950	144 761	7 900	40 952	34 147	468 933
2002	138 906	40 350	4 381	57 594	151 373	8 299	36 963	34 973	472 839

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).⁽¹⁾ Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec inclus. Transferts entre administrations exclus.

Tableau 33

Dépenses de l'ensemble des administrations publiques*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Biens et services	Transferts aux particuliers	Transferts aux entreprises	Transferts aux non-résidents	Intérêts sur la dette publique	Total des dépenses ⁽¹⁾
(millions de dollars)						
1961	7 343	2 421	369	97	1 190	11 420
1962	7 923	2 547	418	85	1 321	12 294
1963	8 478	2 569	462	128	1 437	13 074
1964	9 290	2 713	498	136	1 552	14 189
1965	10 194	2 893	519	150	1 688	15 444
1966	11 977	3 016	685	228	1 883	17 789
1967	13 910	3 746	669	250	2 110	20 685
1968	15 708	4 397	681	200	2 433	23 419
1969	17 717	4 867	732	208	2 816	26 340
1970	20 498	5 552	785	295	3 309	30 439
1971	22 702	6 526	860	301	3 751	34 140
1972	25 197	7 930	929	326	4 244	38 626
1973	28 600	9 052	1 178	369	4 910	44 109
1974	34 456	11 412	2 920	468	5 488	54 744
1975	41 649	14 207	4 371	670	6 639	67 536
1976	48 017	16 082	3 984	637	8 242	76 962
1977	54 276	18 389	4 078	728	9 432	86 903
1978	59 488	20 675	4 146	925	11 741	96 975
1979	65 934	21 448	5 686	960	14 057	108 085
1980	74 755	24 848	8 628	1 084	17 033	126 348
1981	85 372	28 392	9 934	1 152	22 530	147 380
1982	97 212	36 210	9 635	1 386	27 419	171 862
1983	104 731	41 839	10 487	1 489	29 858	188 404
1984	110 933	45 075	12 295	1 854	35 147	205 304
1985	119 577	48 668	12 129	1 919	40 585	222 878
1986	126 248	52 136	11 174	2 223	43 222	235 003
1987	133 883	56 068	11 028	2 606	46 279	249 864
1988	145 155	59 923	10 611	2 875	50 806	269 370
1989	157 093	64 724	9 818	2 785	58 285	292 705
1990	171 491	73 004	10 052	2 969	64 286	321 802
1991	183 659	83 830	12 854	3 177	64 526	348 046
1992	191 349	93 077	12 323	3 196	65 241	365 186
1993	194 514	98 323	10 382	2 997	66 851	373 067
1994	196 164	98 495	9 608	2 899	69 597	376 763
1995	198 574	98 512	8 746	2 867	77 527	386 226
1996	198 155	98 865	8 710	2 800	76 284	384 814
1997	200 255	100 431	9 361	2 716	74 035	386 798
1998	209 866	104 558	9 900	2 634	75 476	402 434
1999	218 422	106 006	9 853	2 852	75 030	412 163
2000	231 919	110 217	11 019	2 770	76 713	432 638
2001	241 655	116 743	15 584	3 033	72 773	449 788
2002	253 868	121 394	13 176	3 138	66 272	457 848

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).⁽¹⁾ Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec inclus. Transferts entre administrations exclus.

Tableau 34

Épargne, et compte du capital et financier de l'ensemble des administrations publiques*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Épargne	Provisions pour consommation de capital	Transferts nets de capitaux	Acquisition de capital non financier	Excédent ou déficit (-) ⁽¹⁾
			(millions de dollars)		
1961	61	771	-29	1 935	-1 132
1962	229	826	-55	2 160	-1 160
1963	340	902	-125	2 223	-1 106
1964	1 043	972	-121	2 250	-356
1965	1 685	1 100	-123	2 804	-142
1966	2 101	1 241	-98	3 289	-45
1967	1 648	1 360	-125	3 457	-574
1968	1 967	1 456	-137	3 627	-341
1969	3 116	1 616	-176	3 553	1 003
1970	1 727	1 787	-214	3 625	-325
1971	1 570	2 012	-290	4 292	-1 000
1972	1 554	2 231	-383	4 472	-1 070
1973	3 086	2 595	-455	4 454	772
1974	4 845	3 290	-477	5 967	1 691
1975	-2 302	3 839	-645	7 035	-6 143
1976	-2 130	4 230	-763	6 904	-5 567
1977	-4 406	4 671	-1 394	7 925	-9 054
1978	-6 755	5 148	-2 174	7 905	-11 686
1979	-5 687	5 744	-1 193	8 406	-9 542
1980	-8 492	6 492	-1 300	9 487	-12 787
1981	-4 499	7 621	-2 330	10 987	-10 195
1982	-19 043	8 498	-3 638	12 510	-26 693
1983	-25 013	9 015	-5 346	12 269	-33 613
1984	-26 558	9 581	-4 807	13 173	-34 957
1985	-31 259	10 249	-5 231	15 470	-41 711
1986	-28 161	10 673	-4 086	15 031	-36 605
1987	-22 721	11 318	-3 370	15 534	-30 307
1988	-17 859	12 186	-4 265	16 634	-26 572
1989	-21 446	13 195	-2 995	18 989	-30 235
1990	-30 052	14 180	-3 013	20 748	-39 633
1991	-48 379	14 250	-2 081	21 047	-57 257
1992	-56 747	14 690	-1 215	20 656	-63 928
1993	-58 023	15 282	-726	19 887	-63 354
1994	-46 250	16 181	-364	21 251	-51 684
1995	-38 246	17 004	-278	21 661	-43 181
1996	-20 678	17 441	-816	19 368	-23 421
1997	1 332	18 100	2 525	20 317	1 640
1998	348	18 649	1 956	20 188	765
1999	16 145	19 236	607	20 133	15 855
2000	35 938	20 154	1 240	24 584	32 748
2001	19 145	20 931	2 501	27 152	15 425
2002	14 991	21 773	2 541	30 385	8 920

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).⁽¹⁾ Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec inclus.

Tableau 35

Revenus du gouvernement fédéral*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Impôts directs, particuliers	Impôts directs, sociétés	Impôts directs, non-résidents	Cotisations aux régimes d'assurance sociale		Autres transferts des particuliers	Transferts des autres administrations	Revenus de placements	Ventes de biens et services	Total des revenus
				Impôts directs, sociaux	Impôts indirects					
(millions de dollars)										
1961	2 130	1 345	109	277	2 189	2	0	416	124	6 592
1962	2 087	1 314	120	285	2 401	1	0	362	130	6 700
1963	2 191	1 412	120	294	2 450	2	0	419	140	7 028
1964	2 556	1 576	133	305	2 846	2	0	435	161	8 014
1965	2 713	1 652	161	324	3 247	3	0	488	168	8 756
1966	2 952	1 774	195	342	3 572	3	0	542	194	9 574
1967	3 569	1 758	211	350	3 713	3	0	629	259	10 492
1968	4 279	2 107	200	399	3 770	4	0	699	290	11 748
1969	5 519	2 402	222	494	4 038	2	0	939	304	13 920
1970	6 413	2 276	260	490	4 045	2	0	1 051	328	14 865
1971	7 217	2 477	272	530	4 492	4	0	1 179	377	16 548
1972	7 969	2 901	276	696	5 134	5	0	1 326	455	18 762
1973	9 250	3 643	324	903	5 850	6	0	1 488	473	21 937
1974	11 131	5 012	434	1 542	8 513	8	0	1 832	517	28 989
1975	12 284	5 380	464	1 952	7 987	8	87	2 081	625	30 868
1976	14 489	5 061	500	2 476	8 747	10	128	2 347	739	34 497
1977	14 305	5 135	532	2 551	9 249	12	126	2 638	743	35 291
1978	13 707	5 737	570	2 814	9 866	14	130	3 016	895	36 749
1979	16 336	6 860	764	2 799	10 788	16	147	3 160	1 158	42 028
1980	19 132	8 406	1 013	3 125	12 312	17	167	3 791	1 106	49 069
1981	22 977	9 323	1 113	4 717	19 126	14	184	4 648	1 321	63 423
1982	25 747	9 212	1 196	4 793	17 724	14	233	4 661	1 566	65 146
1983	26 809	9 536	1 052	7 017	16 483	15	224	4 557	1 732	67 425
1984	28 189	11 319	1 019	7 627	18 310	17	222	4 632	2 207	73 542
1985	32 141	11 586	955	8 753	19 113	21	260	4 814	2 522	80 165
1986	37 898	10 302	1 683	9 615	21 413	22	290	4 606	2 744	88 573
1987	42 143	11 864	1 222	10 250	23 921	23	317	4 499	3 054	97 293
1988	46 511	11 857	1 678	11 637	26 057	19	354	5 238	3 220	106 571
1989	51 130	12 132	1 545	10 315	28 922	32	382	5 769	3 480	113 707
1990	58 636	10 442	1 727	13 027	27 160	34	256	5 937	3 660	120 879
1991	59 039	9 892	1 514	15 064	30 367	40	461	5 613	3 843	125 833
1992	60 056	9 981	1 576	17 922	30 998	61	523	5 224	3 728	130 069
1993	58 400	10 695	1 649	18 619	31 055	53	539	4 151	3 554	128 715
1994	58 723	12 200	1 698	19 940	30 632	27	555	4 142	3 994	131 911
1995	63 582	13 372	1 964	19 497	31 447	25	757	5 439	4 230	140 313
1996	67 712	16 225	2 844	18 824	32 383	52	667	4 750	4 497	147 954
1997	73 735	20 229	2 958	20 212	34 936	52	662	5 240	4 532	162 556
1998	80 043	19 416	2 817	19 005	35 457	22	712	5 657	4 321	167 450
1999	82 573	25 798	3 386	18 659	36 237	14	785	6 158	4 074	177 684
2000	89 831	31 511	3 745	18 743	38 096	30	764	7 479	4 546	194 745
2001	92 194	24 584	4 530	18 344	40 775	35	796	8 064	4 359	193 681
2002	85 887	25 749	4 381	18 517	44 080	63	824	7 276	4 289	191 066

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).

Tableau 36

Dépenses du gouvernement fédéral*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Biens et services	Transferts aux particuliers	Transferts aux entreprises	Transferts aux non-résidents	Transferts aux autres administrations	Intérêts sur la dette publique	Total des dépenses
(millions de dollars)							
1961	2 754	1 892	309	97	1 249	786	7 087
1962	2 891	1 979	352	85	1 383	865	7 555
1963	2 847	1 983	383	128	1 457	935	7 733
1964	2 985	2 069	408	136	1 483	995	8 076
1965	3 093	2 121	398	150	1 742	1 052	8 556
1966	3 577	2 214	521	228	2 071	1 151	9 762
1967	3 957	2 678	544	250	2 327	1 245	11 001
1968	4 276	3 020	569	200	2 739	1 409	12 213
1969	4 610	3 293	577	208	2 947	1 589	13 224
1970	4 922	3 707	635	295	3 637	1 862	15 058
1971	5 401	4 289	553	301	4 680	1 974	17 198
1972	6 029	5 738	584	326	4 709	2 253	19 639
1973	6 706	6 538	758	365	4 959	2 518	21 844
1974	8 137	8 199	2 253	464	6 340	2 961	28 354
1975	9 369	10 056	3 543	666	8 025	3 705	35 364
1976	10 832	10 842	2 898	632	8 975	4 519	38 698
1977	12 362	12 271	2 710	720	10 294	5 101	43 458
1978	13 279	13 670	2 640	916	11 276	6 410	48 191
1979	14 215	13 469	3 675	948	12 087	8 080	52 474
1980	15 335	15 043	6 193	1 071	13 307	9 897	60 846
1981	18 183	17 039	7 042	1 136	14 583	13 739	71 722
1982	20 567	22 488	5 995	1 366	16 516	16 675	83 607
1983	21 725	25 960	6 094	1 464	18 303	17 463	91 009
1984	23 771	27 368	7 390	1 826	20 876	21 006	102 237
1985	26 657	29 190	7 074	1 885	22 774	24 738	112 318
1986	27 276	30 816	5 741	2 183	22 185	26 216	114 417
1987	28 370	31 635	6 263	2 555	23 899	27 883	120 605
1988	29 878	33 048	5 357	2 814	26 132	31 711	128 940
1989	31 813	34 923	4 579	2 715	27 016	37 424	138 470
1990	34 965	38 997	4 293	2 887	28 466	41 880	151 488
1991	35 803	45 385	6 604	3 086	29 276	41 053	161 207
1992	36 386	49 317	4 587	3 091	31 496	39 558	164 435
1993	37 575	51 600	3 586	2 886	32 320	39 219	167 186
1994	37 797	50 166	3 439	2 784	31 545	40 157	165 888
1995	37 777	48 879	3 270	2 747	33 463	46 254	172 390
1996	36 610	48 752	3 252	2 671	29 449	45 352	166 086
1997	35 019	49 234	4 135	2 577	25 697	43 407	160 069
1998	36 268	50 739	3 825	2 490	26 452	43 910	163 684
1999	37 909	51 575	3 587	2 704	32 458	43 632	171 865
2000	42 005	53 342	3 706	2 613	31 975	45 145	178 786
2001	43 077	57 923	3 935	2 867	34 644	41 471	183 917
2002	45 660	60 899	3 757	2 963	33 539	35 734	182 552

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).

Tableau 37

Épargne, et compte du capital et financier du gouvernement fédéral*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Épargne	Provisions pour consommation de capital	Transferts nets de capitaux	Acquisition de capital non financier	Excédent ou déficit (-)
(millions de dollars)					
1961	-495	245	-26	409	-685
1962	-855	252	-52	356	-1 011
1963	-705	264	-122	281	-844
1964	-62	273	-118	255	-162
1965	200	294	-117	398	-21
1966	-188	322	-95	499	-460
1967	-509	350	-107	525	-791
1968	-465	368	-115	682	-894
1969	696	399	-154	516	425
1970	-193	429	-188	469	-421
1971	-650	476	-236	521	-931
1972	-877	517	-269	655	-1 284
1973	93	589	-317	505	-140
1974	635	731	-308	1 033	25
1975	-4 496	850	-395	1 174	-5 215
1976	-4 201	923	-485	1 072	-4 835
1977	-8 167	1 006	-1 132	1 212	-9 505
1978	-11 442	1 094	-1 898	1 280	-13 526
1979	-10 446	1 195	-873	1 038	-11 162
1980	-11 777	1 306	-898	1 176	-12 545
1981	-8 299	1 500	-1 866	1 336	-10 001
1982	-18 461	1 649	-2 834	1 695	-21 341
1983	-23 584	1 706	-4 010	1 992	-27 880
1984	-28 695	1 824	-3 784	3 022	-33 677
1985	-32 153	1 963	-4 085	3 723	-37 998
1986	-25 844	2 064	-2 556	2 597	-28 933
1987	-23 312	2 201	-2 079	2 800	-25 990
1988	-22 369	2 353	-3 112	3 164	-26 292
1989	-24 763	2 542	-1 841	3 635	-27 697
1990	-30 609	2 733	-1 835	3 598	-33 309
1991	-35 374	2 720	-950	3 610	-37 214
1992	-34 366	2 772	-251	3 942	-35 787
1993	-38 471	2 923	137	4 285	-39 696
1994	-33 977	3 179	62	4 352	-35 088
1995	-32 077	3 311	691	3 625	-31 700
1996	-18 132	3 288	-22	2 091	-16 957
1997	2 487	3 427	3 837	3 275	6 476
1998	3 766	3 509	3 374	2 973	7 676
1999	5 819	3 460	3 041	3 550	8 770
2000	15 959	3 519	3 650	3 505	19 623
2001	9 764	3 623	3 188	3 755	12 820
2002	8 514	3 725	3 202	4 105	11 336

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).

Tableau 38

Revenus des administrations provinciales et territoriales*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Impôts directs, particuliers	Impôts directs, sociétés	Cotisations aux régimes d'assurance sociale		Autres transferts des particuliers	Transferts des autres administrations	Revenus de placements	Ventes de biens et services	Total des revenus
			d'assurance sociale	Impôts indirects					
(millions de dollars)									
1961	141	304	173	1 269	243	1 263	411	355	4 159
1962	394	439	184	1 557	255	1 393	439	401	5 062
1963	467	479	193	1 697	273	1 461	499	450	5 519
1964	578	525	209	1 989	317	1 491	604	527	6 240
1965	850	545	234	2 244	377	1 728	830	595	7 403
1966	1 162	581	263	2 599	400	2 060	863	722	8 650
1967	1 537	638	289	2 976	435	2 346	887	815	9 923
1968	1 866	745	287	3 405	607	2 745	1 093	894	11 642
1969	2 178	819	315	3 879	854	2 986	1 241	969	13 241
1970	2 656	794	336	4 269	1 080	3 678	1 275	1 083	15 171
1971	3 200	869	362	4 681	1 111	4 725	1 398	1 260	17 606
1972	3 642	1 019	420	5 378	1 043	4 714	1 679	1 369	19 264
1973	4 368	1 436	535	6 343	1 087	4 997	2 299	1 597	22 662
1974	5 471	2 039	694	7 379	1 162	6 384	3 315	1 739	28 183
1975	6 254	2 114	884	7 747	1 177	8 031	3 986	2 056	32 249
1976	6 911	2 067	1 215	9 469	1 531	8 935	4 549	2 478	37 155
1977	9 506	2 103	1 367	10 499	1 713	10 303	5 612	2 772	43 875
1978	11 021	2 451	1 527	10 757	1 895	11 331	7 052	3 307	49 341
1979	11 438	3 178	1 685	12 172	2 101	12 171	9 113	3 625	55 483
1980	13 007	3 672	1 782	13 437	2 310	13 369	10 664	4 067	62 308
1981	15 588	3 473	2 175	16 400	2 585	14 683	11 478	4 644	71 026
1982	17 351	2 543	2 443	19 407	3 041	16 572	11 827	5 437	78 621
1983	18 858	2 784	2 609	22 261	3 436	18 350	13 145	5 999	87 442
1984	20 532	3 665	2 842	24 038	3 626	20 883	14 386	6 625	96 597
1985	21 121	3 977	3 176	26 211	3 758	22 760	14 797	6 987	102 787
1986	23 720	4 271	3 741	28 626	3 896	22 174	12 196	7 554	106 178
1987	27 145	5 126	4 340	31 655	4 231	23 800	11 900	7 733	115 930
1988	31 057	5 729	5 202	35 822	4 656	26 011	12 945	8 344	129 766
1989	32 092	6 434	5 733	39 047	5 108	26 753	14 585	9 009	138 761
1990	37 535	6 392	5 800	42 685	3 661	28 145	15 175	9 671	149 064
1991	38 115	5 123	5 160	43 744	4 174	29 135	14 600	10 478	150 529
1992	37 227	4 536	5 464	45 114	4 533	31 232	14 857	11 486	154 449
1993	37 979	5 568	5 718	47 049	4 710	32 130	16 179	12 045	161 378
1994	41 588	7 142	6 067	50 419	4 928	31 120	17 772	12 518	171 554
1995	42 608	8 766	6 536	52 737	5 372	33 162	17 928	13 377	180 486
1996	45 896	10 014	6 395	54 071	5 327	28 996	19 496	14 049	184 244
1997	47 055	12 021	6 217	56 685	5 987	25 392	19 620	14 766	187 743
1998	48 892	11 384	6 180	60 262	6 617	26 399	19 000	16 216	194 950
1999	51 624	13 612	6 062	64 295	6 331	32 644	19 753	17 461	211 782
2000	53 732	16 628	6 087	67 723	6 677	32 156	27 691	18 226	228 920
2001	52 662	13 253	6 150	70 107	7 175	34 581	26 092	18 221	228 241
2002	53 019	14 601	6 473	72 573	7 561	33 454	22 897	18 965	229 543

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).

Tableau 39

Dépenses des administrations provinciales et territoriales*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Biens et services	Transferts aux particuliers	Transferts aux entreprises	Transferts aux autres administrations	Intérêts sur la dette publique	Total des dépenses
(millions de dollars)						
1961	2 283	453	36	864	182	3 818
1962	2 492	489	39	1 088	207	4 315
1963	2 852	500	46	1 175	238	4 811
1964	3 235	558	57	1 320	267	5 437
1965	3 609	681	85	1 499	306	6 180
1966	4 436	735	129	1 829	359	7 488
1967	5 423	959	89	2 072	435	8 978
1968	6 270	1 216	73	2 290	548	10 397
1969	7 212	1 365	98	2 541	710	11 926
1970	8 884	1 510	82	3 194	856	14 526
1971	9 934	1 782	222	3 605	1 049	16 592
1972	11 093	1 673	255	4 050	1 243	18 314
1973	12 619	1 886	314	4 544	1 534	20 897
1974	15 416	2 464	532	5 453	1 681	25 546
1975	19 461	3 139	669	6 957	1 992	32 218
1976	22 096	3 859	901	7 660	2 503	37 019
1977	24 793	4 452	1 147	9 502	2 888	42 782
1978	27 579	4 948	1 240	9 654	3 693	47 114
1979	31 034	5 483	1 719	10 673	4 196	53 105
1980	36 296	6 783	2 023	12 937	5 150	63 189
1981	41 393	7 693	2 479	13 751	6 534	71 850
1982	47 570	9 244	3 102	16 117	8 200	84 233
1983	52 145	10 439	3 857	16 887	9 558	92 886
1984	54 300	11 316	4 334	17 367	11 126	98 443
1985	58 278	12 111	4 459	18 346	12 549	105 743
1986	62 548	12 966	4 797	19 386	13 693	113 390
1987	66 499	14 111	4 090	20 361	15 056	120 117
1988	73 113	15 045	4 533	21 903	15 730	130 324
1989	79 643	16 530	4 465	23 049	17 366	141 053
1990	86 545	18 925	4 866	25 590	18 684	154 610
1991	93 956	20 937	5 307	27 979	19 587	167 766
1992	97 988	23 651	6 541	30 687	21 594	180 461
1993	98 567	24 603	5 553	30 653	23 337	182 713
1994	99 106	24 815	4 963	31 247	25 221	185 352
1995	100 835	25 406	4 264	32 233	26 957	189 695
1996	101 092	25 576	4 242	30 085	26 756	187 751
1997	103 936	25 945	4 025	29 594	26 679	190 179
1998	109 514	26 717	5 069	30 962	27 978	200 240
1999	114 799	27 170	5 171	31 594	27 986	206 720
2000	122 357	28 338	6 197	31 780	28 364	217 036
2001	129 031	29 141	10 519	32 907	28 286	229 884
2002	136 114	29 476	8 285	34 339	27 586	235 800

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).

Tableau 40

Épargne, et compte du capital et financier des gouvernements provinciaux et territoriaux*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Épargne	Provisions pour consommation de capital	Transferts nets de capitaux	Acquisition de capital non financier	Excédent ou déficit (-)
			(millions de dollars)		
1961	341	278	-3	817	-201
1962	747	307	-3	907	144
1963	708	345	-3	960	90
1964	803	381	-3	1 114	67
1965	1 223	452	-6	1 294	375
1966	1 162	518	-3	1 486	191
1967	945	559	-18	1 571	-85
1968	1 245	602	-22	1 519	306
1969	1 315	672	-22	1 612	353
1970	645	753	-26	1 622	-250
1971	1 014	833	-54	2 113	-320
1972	950	934	-64	2 137	-317
1973	1 765	1 094	-99	2 164	596
1974	2 637	1 420	-137	2 635	1 285
1975	31	1 668	-214	3 194	-1 709
1976	136	1 836	-221	2 991	-1 240
1977	1 093	2 033	-196	3 596	-666
1978	2 227	2 249	-181	3 537	758
1979	2 378	2 517	-236	4 053	606
1980	-881	2 879	-310	4 423	-2 735
1981	-824	3 458	-338	5 338	-3 042
1982	-5 612	3 846	-630	5 926	-8 322
1983	-5 444	4 087	-1 090	5 675	-8 122
1984	-1 846	4 359	-787	5 588	-3 862
1985	-2 956	4 668	-867	6 502	-5 657
1986	-7 212	4 842	-1 212	6 810	-10 392
1987	-4 187	5 099	-990	6 680	-6 758
1988	-558	5 472	-894	6 505	-2 485
1989	-2 292	5 888	-853	7 517	-4 774
1990	-5 546	6 302	-874	8 233	-8 351
1991	-17 237	6 288	-836	8 529	-20 314
1992	-26 012	6 466	-629	7 980	-28 155
1993	-21 335	6 670	-543	7 238	-22 446
1994	-13 798	6 982	-44	7 804	-14 664
1995	-9 209	7 267	-481	8 191	-10 614
1996	-3 507	7 450	-322	7 853	-4 232
1997	-2 436	7 626	-702	7 667	-3 179
1998	-5 290	7 779	-4 330	7 845	-9 686
1999	5 062	8 070	-3 650	6 646	2 836
2000	11 884	8 516	-1 639	10 941	7 820
2001	-1 643	8 843	-184	12 350	-5 334
2002	-6 257	9 193	-163	13 557	-10 784

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).

Tableau 41

Revenus des administrations locales*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Transferts des autres administrations	Revenus de placements	Ventes de biens et services	Total des revenus
(millions de dollars)						
1961	1 661	26	866	66	240	2 859
1962	1 789	29	1 094	74	262	3 248
1963	1 921	32	1 189	80	295	3 517
1964	2 027	35	1 331	83	324	3 800
1965	2 224	33	1 536	88	353	4 234
1966	2 467	43	1 881	95	392	4 878
1967	2 759	50	2 112	113	437	5 471
1968	3 085	42	2 326	131	446	6 030
1969	3 420	41	2 552	147	481	6 641
1970	3 726	44	3 199	163	545	7 677
1971	3 958	48	3 607	194	603	8 410
1972	4 284	51	4 098	207	670	9 310
1973	4 622	56	4 553	250	795	10 276
1974	5 156	58	5 453	320	954	11 941
1975	5 994	64	6 918	345	1 065	14 386
1976	7 160	78	7 626	432	1 301	16 597
1977	8 115	87	9 421	442	1 412	19 477
1978	8 953	98	9 538	527	1 795	20 911
1979	9 361	134	10 548	737	2 106	22 886
1980	10 771	142	12 827	935	2 499	27 174
1981	12 344	156	13 665	1 308	2 959	30 432
1982	13 189	167	15 975	1 421	3 270	34 022
1983	14 036	182	16 777	1 280	3 583	35 858
1984	15 006	188	17 281	1 485	4 016	37 976
1985	16 015	195	18 204	1 577	4 003	39 994
1986	17 456	217	19 230	1 615	4 539	43 057
1987	19 037	254	20 267	1 659	5 228	46 445
1988	20 686	307	21 797	1 877	5 679	50 346
1989	22 970	341	23 038	2 303	6 143	54 795
1990	24 848	356	25 793	2 543	6 742	60 282
1991	26 582	374	27 790	2 366	7 104	64 216
1992	28 565	395	30 573	2 251	7 348	69 132
1993	29 505	428	30 484	2 284	7 752	70 453
1994	29 607	466	31 289	2 331	8 062	71 755
1995	29 761	447	31 888	2 553	8 508	73 157
1996	30 422	453	30 056	2 482	8 448	71 861
1997	31 586	471	29 541	2 288	9 201	73 087
1998	31 519	516	30 787	2 514	10 012	75 348
1999	32 741	570	31 059	2 591	10 833	77 794
2000	33 033	610	31 178	2 867	11 296	78 984
2001	33 879	690	32 270	2 845	11 567	81 251
2002	34 720	675	33 694	2 860	11 719	83 668

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).

Tableau 42

Dépenses des administrations locales*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Biens et services	Transferts aux particuliers	Transferts aux entreprises	Transferts aux autres administrations	Intérêts sur la dette publique	Total des dépenses
(millions de dollars)						
1961	2 306	76	24	16	222	2 644
1962	2 540	79	27	16	249	2 911
1963	2 779	86	33	18	264	3 180
1964	3 070	86	33	19	290	3 498
1965	3 492	91	36	23	330	3 972
1966	3 949	67	35	41	373	4 465
1967	4 513	109	36	59	430	5 147
1968	5 140	146	39	42	476	5 843
1969	5 869	158	57	50	517	6 651
1970	6 662	231	68	46	591	7 598
1971	7 339	283	85	47	728	8 482
1972	8 041	271	90	53	748	9 203
1973	9 238	276	106	47	858	10 525
1974	10 860	254	135	44	846	12 139
1975	12 774	303	159	54	942	14 232
1976	15 031	345	185	54	1 220	16 835
1977	17 057	322	221	54	1 443	19 097
1978	18 562	368	266	69	1 638	20 903
1979	20 611	407	292	106	1 781	23 197
1980	23 034	469	412	119	1 986	26 020
1981	25 675	521	413	198	2 257	29 064
1982	28 958	610	538	147	2 544	32 797
1983	30 733	744	536	161	2 837	35 011
1984	32 721	802	571	143	3 015	37 252
1985	34 481	850	596	104	3 298	39 329
1986	36 266	939	636	123	3 313	41 277
1987	38 835	1 045	675	124	3 340	44 019
1988	41 971	1 129	721	127	3 365	47 313
1989	45 426	1 250	774	108	3 495	51 053
1990	49 764	1 713	893	138	3 722	56 230
1991	53 675	2 700	943	131	3 886	61 335
1992	56 740	3 410	1 195	145	4 089	65 579
1993	58 145	3 899	1 243	180	4 295	67 762
1994	59 018	3 949	1 206	172	4 219	68 564
1995	59 712	3 738	1 212	111	4 316	69 089
1996	60 187	2 950	1 216	185	4 176	68 714
1997	60 989	2 640	1 201	304	3 949	69 083
1998	63 692	3 523	1 006	484	3 588	72 293
1999	65 396	2 990	1 095	436	3 412	73 329
2000	67 193	3 351	1 116	343	3 204	75 207
2001	69 120	3 314	1 130	96	3 016	76 676
2002	71 715	3 247	1 134	94	2 952	79 142

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).

Tableau 43

Épargne, et compte du capital et financier des administrations locales*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Épargne	Provisions pour consommation de capital	Transferts nets de capitaux	Acquisition de capital non financier	Excédent ou déficit (-)
(millions de dollars)					
1961	215	248	0	709	-246
1962	337	267	0	897	-293
1963	337	293	0	982	-352
1964	302	318	0	881	-261
1965	262	354	0	1 112	-496
1966	413	401	0	1 304	-490
1967	324	451	0	1 361	-586
1968	187	486	0	1 426	-753
1969	-10	545	0	1 425	-890
1970	79	605	0	1 534	-850
1971	-72	703	0	1 658	-1 027
1972	107	780	-50	1 680	-843
1973	-249	912	-39	1 785	-1 161
1974	-198	1 139	-32	2 299	-1 390
1975	154	1 321	-36	2 667	-1 228
1976	-238	1 471	-57	2 841	-1 665
1977	380	1 632	-66	3 117	-1 171
1978	8	1 805	-95	3 088	-1 370
1979	-311	2 032	-84	3 315	-1 678
1980	1 154	2 307	-92	3 888	-519
1981	1 368	2 663	-126	4 313	-408
1982	1 225	3 003	-174	4 889	-835
1983	847	3 222	-246	4 602	-779
1984	724	3 398	-236	4 563	-677
1985	665	3 618	-279	5 245	-1 241
1986	1 780	3 767	-318	5 624	-395
1987	2 426	4 018	-301	6 054	89
1988	3 033	4 361	-259	6 965	170
1989	3 742	4 765	-301	7 837	369
1990	4 052	5 145	-304	8 917	-24
1991	2 881	5 242	-295	8 908	-1 080
1992	3 553	5 452	-335	8 734	-64
1993	2 691	5 689	-320	8 364	-304
1994	3 191	6 020	-382	9 095	-266
1995	4 068	6 426	-488	9 845	161
1996	3 147	6 703	-472	9 424	-46
1997	4 004	7 047	-610	9 375	1 066
1998	3 055	7 361	2 912	9 370	3 958
1999	4 465	7 706	1 216	9 937	3 450
2000	3 777	8 119	-771	10 138	987
2001	4 575	8 465	-503	11 047	1 490
2002	4 526	8 855	-498	12 723	160

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).

Tableau 44

Ensemble du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec*Comptes économiques et financiers nationaux*

Année	Revenus	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	Revenus de placements	Sorties de fonds	Dépenses courantes brutes en biens et services	Transferts courants aux particuliers	Transferts courants aux non-résidents	Épargne
1966	729	719	10	15	15	0	0	714
1967	905	850	55	17	17	0	0	888
1968	1 037	922	115	37	22	15	0	1 000
1969	1 192	1 009	183	77	26	51	0	1 115
1970	1 330	1 057	273	134	30	104	0	1 196
1971	1 478	1 103	375	200	28	172	0	1 278
1972	1 656	1 190	466	282	34	248	0	1 374
1973	1 870	1 300	570	393	37	352	4	1 477
1974	2 313	1 608	705	542	43	495	4	1 771
1975	2 767	1 905	862	758	45	709	4	2 009
1976	3 272	2 204	1 068	1 099	58	1 036	5	2 173
1977	3 704	2 439	1 265	1 416	64	1 344	8	2 288
1978	4 218	2 726	1 492	1 766	68	1 689	9	2 452
1979	4 867	3 087	1 780	2 175	74	2 089	12	2 692
1980	5 668	3 539	2 129	2 656	90	2 553	13	3 012
1981	6 532	3 971	2 561	3 276	121	3 139	16	3 256
1982	7 810	4 744	3 066	4 005	117	3 868	20	3 805
1983	8 017	4 558	3 459	4 849	128	4 696	25	3 168
1984	9 017	5 143	3 874	5 758	141	5 589	28	3 259
1985	9 897	5 704	4 193	6 712	161	6 517	34	3 185
1986	10 728	6 245	4 483	7 613	158	7 415	40	3 115
1987	11 859	7 131	4 728	9 507	179	9 277	51	2 352
1988	12 990	7 936	5 054	10 955	193	10 701	61	2 035
1989	14 169	8 801	5 368	12 302	211	12 021	70	1 867
1990	15 719	10 117	5 602	13 668	217	13 369	82	2 051
1991	16 475	10 847	5 628	15 124	225	14 808	91	1 351
1992	17 117	11 625	5 492	17 039	235	16 699	105	78
1993	17 651	12 208	5 443	18 559	227	18 221	111	-908
1994	18 257	12 931	5 326	19 923	243	19 565	115	-1 666
1995	19 831	14 456	5 375	20 859	250	20 489	120	-1 028
1996	19 796	14 761	5 035	21 982	266	21 587	129	-2 186
1997	20 339	15 600	4 739	23 062	311	22 612	139	-2 723
1998	22 932	18 280	4 652	24 115	392	23 579	144	-1 183
1999	25 536	21 000	4 536	24 737	318	24 271	148	799
2000	30 025	25 270	4 755	25 707	364	25 186	157	4 318
2001	33 407	29 456	3 951	26 958	427	26 365	166	6 449
2002	36 534	32 604	3 930	28 326	379	27 772	175	8 208

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques et financiers nationaux* (tableau 380-0007).

Tableau 45

**Solde budgétaire réel, solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles
et solde budgétaire primaire corrigé des variations conjoncturelles**

Comptes nationaux des revenus et dépenses

Année	Administration fédérale			Ensemble des administrations		
	Réel	Corrigé des variations conjoncturelles	Primaire, corrigé des variations conjoncturelles	Réel	Corrigé des variations conjoncturelles	Primaire, corrigé des variations conjoncturelles
(millions de dollars)						
1975	-5 215	-5 404	-2 871	-6 143	-6 470	-3 682
1976	-4 835	-6 027	-2 882	-5 567	-7 658	-4 039
1977	-9 505	-10 720	-7 147	-9 054	-11 281	-7 166
1978	-13 526	-14 771	-10 080	-11 686	-14 027	-8 603
1979	-11 162	-12 658	-6 302	-9 542	-12 372	-5 868
1980	-12 545	-12 620	-4 564	-12 787	-12 929	-5 003
1981	-10 001	-9 587	1 943	-10 195	-9 451	1 551
1982	-21 341	-12 081	2 433	-26 693	-10 030	4 357
1983	-27 880	-19 344	-4 067	-33 613	-17 827	-1 756
1984	-33 677	-30 962	-12 072	-34 957	-29 861	-9 429
1985	-37 998	-39 680	-17 017	-41 711	-44 855	-20 045
1986	-28 933	-31 106	-6 892	-36 605	-40 701	-13 434
1987	-25 990	-31 865	-5 918	-30 307	-41 578	-11 451
1988	-26 292	-36 889	-6 966	-26 572	-47 303	-13 510
1989	-27 697	-38 325	-2 716	-30 235	-51 168	-11 598
1990	-33 309	-38 172	1 959	-39 633	-49 501	-4 541
1991	-37 214	-31 047	8 263	-57 257	-45 084	-582
1992	-35 787	-26 637	11 161	-63 928	-46 077	-657
1993	-39 696	-30 864	6 653	-63 354	-45 737	1 158
1994	-35 088	-31 837	6 669	-51 684	-44 973	5 020
1995	-31 700	-27 497	16 884	-43 181	-34 431	22 192
1996	-16 957	-8 528	35 159	-23 421	-5 896	50 209
1997	6 476	13 043	54 316	1 640	15 141	68 891
1998	7 676	13 670	55 634	765	13 061	68 325
1999	8 770	9 989	51 335	15 855	18 353	73 032
2000	19 623	16 670	59 024	32 748	26 693	81 558
2001	12 820	16 586	55 351	15 425	23 066	75 118
2002	11 336	15 127	48 262	8 920	16 675	62 837

Sources : Statistique Canada, *Comptes sectoriels* (tableau 380-0007), *Recettes et dépenses budgétaires du gouvernement du Canada* (tableau 183-0014); ministère des Finances.

Les estimations sont fondées sur le document de travail du ministère des Finances intitulé *Fiscal Policy and the Business Cycle: A New Approach to Identifying the Interaction* (2003), rédigé par Stephen Murchison et Janine Robbins.

Tableau 46

**Solde budgétaire réel, solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles
et solde budgétaire primaire corrigé des variations conjoncturelles,
en pourcentage du PIB au prix du marché**

Comptes nationaux des revenus et dépenses

Année	Administration fédérale			Ensemble des administrations		
	Réel	Corrigé des variations conjoncturelles ⁽¹⁾	Primaire, corrigé des variations conjoncturelles ⁽¹⁾	Réel	Corrigé des variations conjoncturelles ⁽¹⁾	Primaire, corrigé des variations conjoncturelles ⁽¹⁾
	(pourcentage du PIB)					
1975	-3,0	-3,1	-1,7	-3,5	-3,7	-2,1
1976	-2,4	-3,1	-1,5	-2,8	-3,9	-2,1
1977	-4,3	-4,9	-3,3	-4,1	-5,2	-3,3
1978	-5,5	-6,1	-4,2	-4,8	-5,8	-3,6
1979	-4,0	-4,6	-2,3	-3,4	-4,5	-2,1
1980	-4,0	-4,0	-1,5	-4,1	-4,1	-1,6
1981	-2,8	-2,7	0,5	-2,8		0,4
1982	-5,6	-3,0	0,6	-7,0	-2,5	1,1
1983	-6,8	-4,5	-0,9	-8,2	-4,1	-0,4
1984	-7,5	-6,8	-2,6	-7,8	-6,5	-2,1
1985	-7,8	-8,2	-3,5	-8,6	-9,3	-4,2
1986	-5,6	-6,1	-1,4	-7,1	-8,0	-2,7
1987	-4,6	-5,9	-1,1	-5,4	-7,7	-2,1
1988	-4,3	-6,3	-1,2	-4,3	-8,1	-2,3
1989	-4,2	-6,1	-0,4	-4,6	-8,2	-1,9
1990	-4,9	-5,7	0,3	-5,8	-7,4	-0,7
1991	-5,4	-4,4	1,2	-8,4	-6,4	-0,1
1992	-5,1	-3,7	1,5	-9,1	-6,3	-0,1
1993	-5,5	-4,1	0,9	-8,7	-6,1	0,2
1994	-4,6	-4,1	0,9	-6,7	-5,8	0,6
1995	-3,9	-3,3	2,1	-5,3	-4,2	2,7
1996	-2,0	-1,0	4,1	-2,8	-0,7	5,8
1997	0,7	1,4	6,0	0,2	1,7	7,6
1998	0,8	1,5	6,0	0,1	1,4	7,3
1999	0,9	1,0	5,2	1,6	1,9	7,4
2000	1,8	1,6	5,5	3,0	2,5	7,6
2001	1,2	1,5	4,9	1,4	2,1	6,7
2002	1,0	1,3	4,1	0,8	1,4	5,4

Sources : Statistique Canada, *Comptes sectoriels* (tableau 380-0007), *Recettes et dépenses budgétaires du gouvernement du Canada* (tableau 183-0014), *Produit intérieur brut, en termes de revenus* (tableau 380-0001); ministère des Finances.

Les estimations sont fondées sur le document de travail du ministère des Finances intitulé *Fiscal Policy and the Business Cycle: A New Approach to Identifying the Interaction* (2003), rédigé par Stephen Murchison et Janine Robbins.

⁽¹⁾ En pourcentage du PIB éventuel.

Tableau 47

**Variation du solde budgétaire réel, du solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles
et du solde budgétaire primaire corrigé des variations conjoncturelles,
en pourcentage du PIB au prix du marché**

Comptes nationaux des revenus et dépenses

Année	Administration fédérale			Ensemble des administrations		
	Réel	Corrigé des variations conjoncturelles ⁽¹⁾	Primaire, corrigé des variations conjoncturelles ⁽¹⁾	Réel	Corrigé des variations conjoncturelles ⁽¹⁾	Primaire, corrigé des variations conjoncturelles ⁽¹⁾
	(pourcentage du PIB)					
1976	0,6	0,1	0,2	0,8	-0,2	0,1
1977	-1,9	-1,9	-1,8	-1,3	-1,3	-1,2
1978	-1,2	-1,2	-0,9	-0,7	-0,6	-0,3
1979	1,5	1,5	1,9	1,4	1,3	1,4
1980	0,0	0,6	0,8	-0,7	0,4	0,5
1981	1,2	1,4	2,0	1,2	1,5	2,0
1982	-2,8	-0,3	0,1	-4,2	0,1	0,7
1983	-1,2	-1,5	-1,5	-1,1	-1,6	-1,5
1984	-0,7	-2,3	-1,7	0,4	-2,4	-1,7
1985	-0,3	-1,5	-0,9	-0,8	-2,8	-2,1
1986	2,2	2,1	2,2	1,4	1,3	1,5
1987	1,0	0,3	0,3	1,7	0,4	0,5
1988	0,4	-0,5	-0,1	1,1	-0,5	-0,2
1989	0,1	0,2	0,8	-0,3	0,0	0,5
1990	-0,7	0,4	0,7	-1,2	0,7	1,2
1991	-0,5	1,3	0,9	-2,5	1,0	0,6
1992	0,3	0,7	0,4	-0,8	0,1	0,0
1993	-0,3	-0,4	-0,7	0,4	0,3	0,2
1994	0,9	0,0	0,0	2,0	0,3	0,5
1995	0,6	0,7	1,2	1,4	1,6	2,1
1996	1,9	2,4	2,0	2,5	3,5	3,1
1997	2,8	2,4	1,9	3,0	2,4	1,8
1998	0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,3	-0,3
1999	0,1	0,7	-0,8	1,5	0,5	0,1
2000	0,9	0,5	0,3	1,4	0,6	0,2
2001	-0,7	-0,1	-0,6	-1,7	-0,4	-0,9
2002	-0,2	-0,2	-0,8	-0,6	-0,6	-1,3

Sources : Statistique Canada, *Comptes sectoriels* (tableau 380-0007), *Recettes et dépenses budgétaires du gouvernement du Canada* (tableau 183-0014), *Produit intérieur brut, en termes de revenus* (tableau 380-0001); ministère des Finances.

Les estimations sont fondées sur le document de travail du ministère des Finances intitulé *Fiscal Policy and the Business Cycle: A New Approach to Identifying the Interaction* (2003), rédigé par Stephen Murchison et Janine Robbins.

Nota – Les chiffres positifs indiquent une variation dans le sens d'une réduction des déficits ou d'une augmentation des excédents et les chiffres négatifs, une variation dans le sens d'une augmentation des déficits ou d'une diminution des excédents.

⁽¹⁾ En pourcentage du PIB éventuel.

Tableau 48

Indicateur de l'orientation de la politique fiscale⁽¹⁾

Année	Ensemble des administrations	Administration fédérale	Administration provinciales et	RPC/RPQ
			locales	
(pourcentage du PIB éventuel)				
1975	1,8	0,8	0,9	0,1
1976	-0,9	-0,6	-0,4	0,1
1977	0,5	0,6	-0,2	0,1
1978	-0,3	0,2	-0,5	0,1
1979	-0,9	-0,9	0,0	0,1
1980	0,3	-0,2	0,4	0,1
1981	-0,6	-0,7	0,0	0,1
1982	1,7	1,1	0,6	0,0
1983	0,4	0,3	-0,2	0,2
1984	-0,1	0,1	-0,3	0,1
1985	0,5	0,0	0,4	0,1
1986	-0,3	-0,7	0,3	0,1
1987	-0,5	-0,4	-0,3	0,2
1988	-0,6	-0,5	-0,2	0,1
1989	0,2	0,0	0,2	0,0
1990	0,6	0,0	0,5	0,0
1991	1,5	0,6	0,8	0,1
1992	0,6	0,1	0,3	0,1
1993	0,0	0,4	-0,5	0,1
1994	-1,1	-0,5	-0,6	0,1
1995	-1,1	-0,7	-0,3	-0,1
1996	-1,1	-0,5	-0,7	0,0
1997	-0,8	-0,5	-0,3	0,0
1998	0,1	0,0	0,2	-0,2
1999	-0,6	0,0	-0,4	-0,2
2000	-0,7	-0,2	-0,3	-0,3
2001	0,6	0,3	0,5	-0,2
2002	0,7	0,5	0,3	-0,1

Les estimations sont fondées sur le document de travail du ministère des Finances intitulé *Fiscal Policy and the Business Cycle: A New Approach to Identifying the Interaction* (2003), rédigé par Stephen Murchison et Janine Robbins.

⁽¹⁾ L'indicateur de l'orientation de la politique fiscale fournit une estimation du montant, en points de pourcentage, qui correspond à l'augmentation ou à la diminution de la croissance du PIB nominal résultant des changements observés dans les diverses composantes budgétaires. Cette mesure tient compte des répercussions économiques des facteurs conjoncturels (ex. stabilisateurs automatiques) et des facteurs non conjoncturels (ex. mesures budgétaires discrétionnaires).

Tableau 49

Passif et actif du gouvernement fédéral

Selon les comptes nationaux

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	(millions de dollars)							
Passif								
Monnaie et dépôts bancaires	2 627	3 237	3 342	3 426	3 583	3 735	3 901	4 118
Comptes à payer	850	461	292	297	641	738	564	502
Emprunts	0	0	104	71	103	103	101	101
Assurances-vie et pensions	109 461	116 696	122 537	126 778	132 317	136 115	125 903	129 075
Oblig. envers des entreprises associées	7 707	7 502	7 588	7 433	8 725	8 992	7 829	9 053
Autres éléments de passif	41 156	42 486	40 179	38 111	41 900	35 019	50 824	31 488
Effets à court terme du Canada	164 230	142 128	116 782	97 253	98 203	84 362	99 729	107 050
Obligations du Canada	297 160	330 359	348 389	360 273	359 966	355 308	339 262	331 079
Dette non échue	461 390	472 487	465 171	457 526	458 169	439 670	438 991	438 129
Passif total	623 191	642 869	639 213	633 642	645 438	624 372	628 113	612 466
Actifs financiers								
Monnaie et dépôts	8 240	5 780	9 074	8 461	14 698	7 766	8 929	5 325
Comptes à recevoir	17	26	24	40	21	18	20	20
Prêts	9 390	10 721	11 116	12 234	11 403	12 760	14 357	16 816
Effets à court terme du Canada	2	1	0	27	60	365	590	590
Autres effets à court terme	4	24	36	2	249	83	0	0
Créances hypothécaires	812	884	274	394	381	533	360	360
Obligations								
Obligations du Canada	105	103	83	3 241	2 829	2 775	4 570	4 066
Obligations provinciales	8	5	5	171	223	297	378	378
Obligation municipales	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres obligations	29	5	0	249	409	659	782	782
Créances sur des entreprises associées	28 425	39 964	39 141	49 072	54 549	66 708	76 282	79 254
Actions	1 405	1 418	1 466	1 280	1 238	1 229	1 320	1 320
Placements étrangers	28	26	0	0	0	0	241	241
Autres actifs financiers	11 661	9 932	10 287	3 475	6 003	340	14 739	2 722
Actifs financiers totaux	60 126	68 889	71 506	78 646	92 063	93 533	122 568	111 874
Actifs financiers nets	-563 065	-573 980	-567 707	-554 996	-553 375	-530 839	-505 545	-500 592
Actifs non financiers								
Construction non résidentielle	27 561	28 520	28 910	29 192	29 623	30 413	30 749	31 133
Machines et matériel	9 177	8 626	8 880	8 763	8 581	8 725	9 228	10 093
Stocks	361	362	373	347	408	409	396	301
Terrains	7 069	7 330	7 444	7 532	7 672	7 907	7 995	8 126
Actifs non financiers totaux	44 168	44 838	45 607	45 834	46 284	47 454	48 368	49 653
Actif total	104 294	113 727	117 113	124 480	138 347	140 987	170 936	161 527
Valeur nette	-518 897	-529 142	-522 100	-509 162	-507 091	-483 385	-457 177	-450 939

Source : Statistique Canada, *Comptes du bilan national* (tableau 378-0004).

Tableau 50

Passif et actif des administrations provinciales et locales

Selon les comptes nationaux

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	(millions de dollars)							
Passif								
Autres dépôts	2 213	2 170	2 149	2 444	2 665	2 592	2 620	2 606
Comptes à payer	15 468	15 669	17 302	16 307	16 720	17 576	14 993	14 481
Emprunts	11 624	11 168	12 010	12 934	14 746	14 759	14 352	15 011
Autres effets à court terme	18 173	16 946	14 762	12 790	17 306	16 123	17 432	15 132
Hypothèques	3 097	3 426	3 734	3 997	4 000	2 773	2 374	2 367
Obligations								
provinciales	268 963	274 068	280 838	296 934	300 285	309 004	319 460	330 803
municipales	38 671	39 640	39 239	36 108	33 265	35 950	35 845	36 353
autres	1 474	1 389	1 435	1 739	1 754	1 782	1 800	1 818
Assurances-vie et pensions	24 446	26 256	28 771	42 484	44 255	46 358	48 290	50 366
Oblig. envers des entreprises associées	1 558	1 628	2 103	1 983	18 952	18 702	18 117	17 064
Autres éléments de passif	84 150	91 688	101 948	94 871	83 739	101 020	102 705	111 659
Passif total	469 837	484 048	504 291	522 591	537 687	566 639	577 988	597 660
Actifs financiers								
Monnaie et dépôts	12 197	12 678	12 268	12 958	14 478	16 276	16 159	17 114
Comptes à recevoir	5 367	5 203	5 300	5 410	5 753	5 865	6 001	6 142
Prêts	9 637	8 958	8 774	6 993	8 054	9 576	11 543	11 345
Effets à court terme du Canada	10 596	6 223	3 763	3 511	3 384	4 517	6 310	6 525
Autres effets à court terme	12 844	14 860	16 825	18 573	21 137	24 282	18 095	24 208
Créances hypothécaires	4 619	4 336	4 485	5 007	5 604	6 168	6 276	6 274
Obligations et bons du Trésor								
fédéraux	12 145	14 947	18 120	15 996	17 989	18 028	20 561	18 890
provinciaux	29 076	32 505	29 197	29 055	31 590	32 176	35 140	37 091
municipaux	12 869	13 218	13 190	9 870	8 657	8 172	7 991	7 817
autres	3 855	3 841	5 974	8 181	10 144	13 233	14 852	15 579
Créances sur des entreprises associées	65 137	65 485	54 707	30 993	65 432	62 602	66 573	67 910
Actions	16 704	23 508	30 923	33 797	42 679	46 697	49 162	49 661
Placements étrangers	1 632	1 966	3 389	4 132	3 709	4 395	5 431	5 679
Autres actifs financiers	43 924	45 527	55 442	79 780	59 227	81 640	85 956	82 009
Actifs financiers totaux	240 602	253 255	262 357	264 256	297 837	333 627	350 050	356 244
Actifs financiers nets	-229 235	-230 793	-241 934	-258 335	-239 850	-233 012	-227 938	-241 416
Actifs non financiers								
Construction résidentielle	7 763	8 010	8 000	7 829	7 965	7 761	7 965	8 049
Construction non résidentielle	228 582	238 555	245 954	250 444	257 493	268 602	275 090	284 523
Machines et matériel	12 655	12 646	12 958	13 894	15 163	16 798	18 899	19 893
Terrains	62 185	65 022	67 035	68 258	70 442	73 546	75 355	78 094
Actifs non financiers totaux	311 185	324 233	333 947	340 425	351 063	366 707	377 309	390 559
Actif total	551 787	577 488	596 304	604 681	648 900	700 334	727 359	746 803
Valeur nette	81 950	93 440	92 013	82 090	111 213	133 695	149 371	149 143

Source : Statistique Canada, *Comptes du bilan national* (tableau 378-0004).

Tableau 51

Passif et actif du Régime de pensions du Canada

Selon les comptes nationaux

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	(millions de dollars)							
Passif								
Passif total	0	0	0	0	86	98	32	19
Actifs financiers								
Obligations								
du Canada	3 475	3 464	3 453	3 441	3 423	3 401	3 387	3 365
des provinces	32 207	30 748	29 189	27 584	26 925	26 432	25 138	23 475
Autres effets à court terme								446
Créances de l'État	3 246	3 224	3 515	4 146	5 439	5 694	4 350	5 502
Actions	0	0	0	0	3 076	6 441	14 038	20 170
Autres actifs financiers	1 683	1 900	1 397	1 982	3 293	7 439	15 654	23 254
Actifs financiers totaux	40 611	39 336	37 554	37 153	42 156	49 407	62 567	76 212
Valeur nette	40 611	39 336	37 554	37 153	42 070	49 309	62 535	76 193

Source : Statistique Canada, *Comptes du bilan national* (tableau 378-0004).

Tableau 52

Passif et actif du Régime de rentes du Québec

Selon les comptes nationaux

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	(millions de dollars)							
Passif								
Passif total	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers								
Créances sur des entreprises associées	13 803	13 738	14 113	16 011	15 725	18 350	16 452	18 331
Autres actifs financiers	77	132	175	193	275	0	0	0
Actifs financiers totaux	13 880	13 870	14 288	16 204	16 000	18 350	16 452	18 331
Valeur nette	13 880	13 870	14 288	16 204	16 000	18 350	16 452	18 331

Source : Statistique Canada, *Comptes du bilan national* (tableau 378-0004).

Tableau 53

Passif et actif de l'ensemble des administrations publiques

Selon les comptes nationaux

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	(millions de dollars)							
Passif								
Monnaie et dépôts bancaires	2 627	3 237	3 342	3 426	3 583	3 735	3 901	4 118
Autres dépôts	2 213	2 170	2 149	2 444	2 665	2 592	2 620	2 606
Comptes à payer	16 318	16 130	17 594	16 604	17 361	18 314	15 557	14 983
Emprunts	11 624	11 168	12 114	13 005	14 849	14 862	14 453	15 112
Effets à court terme du Canada	164 230	142 128	116 782	97 253	98 203	84 362	99 729	107 050
Autres effets à court terme	18 173	16 946	14 762	12 790	17 306	16 123	17 432	15 132
Hypothèques	3 097	3 426	3 734	3 997	4 000	2 773	2 374	2 367
Obligations du Canada	297 160	330 359	348 389	360 273	359 966	355 308	339 262	331 079
Obligations provinciales	268 963	274 068	280 838	296 934	300 285	309 004	319 460	330 803
Obligations municipales	38 671	39 640	39 239	36 108	33 265	35 950	35 845	36 353
Autres obligations	1 474	1 389	1 435	1 739	1 754	1 782	1 800	1 818
Assurances-vie et pensions	133 907	142 952	151 308	169 262	176 572	182 473	174 193	179 441
Oblig. envers des entreprises associées	9 265	9 130	9 691	9 416	27 677	27 694	25 946	26 117
Autres éléments de passif	125 306	134 174	142 127	132 982	125 639	136 039	153 529	143 147
Passif total	1 093 028	1 126 917	1 143 504	1 156 233	1 183 125	1 191 011	1 206 101	1 210 126
Actifs financiers								
Monnaie et dépôts	20 437	18 458	21 342	21 419	29 176	24 042	25 088	22 439
Comptes à recevoir	5 384	5 229	5 324	5 450	5 774	5 883	6 021	6 162
Prêts	19 027	19 679	19 890	19 227	19 457	22 336	25 900	28 161
Effets à court terme du Canada	10 598	6 224	3 763	3 538	3 444	4 882	6 900	7 115
Autres effets à court terme	12 848	14 884	16 861	18 575	21 386	24 365	18 095	24 208
Créances hypothécaires	5 431	5 220	4 759	5 401	5 985	6 701	6 636	6 634
Obligations du Canada	15 725	18 514	21 656	22 678	24 241	24 204	28 518	26 321
Obligations provinciales	61 291	63 258	58 391	56 810	58 738	58 905	60 656	60 944
Obligations municipales	12 869	13 218	13 190	9 870	8 657	8 172	7 991	7 817
Autres obligations	3 884	3 846	5 974	8 430	10 553	13 892	15 634	16 361
Créances sur les entreprises associées	110 611	122 411	111 476	100 222	141 145	153 354	163 657	170 997
Actions	18 109	24 926	32 389	35 077	43 917	47 926	50 482	50 981
Placements étrangers	1 660	1 992	3 389	4 132	3 709	4 395	5 672	5 920
Autres actifs financiers	57 345	57 491	67 301	85 430	68 798	89 419	116 349	107 985
Actifs financiers totaux	355 219	375 350	385 705	396 259	444 980	488 476	537 599	542 045
Actifs financiers nets	-737 809	-751 567	-757 799	-759 974	-738 145	-702 535	-668 502	-668 081
Actifs non financiers								
Construction résidentielle	7 763	8 010	8 000	7 829	7 965	7 761	7 965	8 049
Construction non résidentielle	256 143	267 075	274 864	279 636	287 116	299 015	305 839	315 656
Machines et matériel	21 832	21 272	21 838	22 657	23 744	25 523	28 127	29 986
Stocks	361	362	373	347	408	409	396	301
Terrains	69 254	72 352	74 479	75 790	78 114	81 453	83 350	86 220
Actifs non financiers totaux	355 353	369 071	379 554	386 259	397 347	414 161	425 677	440 212
Actif total	710 572	744 421	765 259	782 518	842 327	902 637	963 276	982 257
Valeur nette	-382 456	-382 496	-378 245	-373 715	-340 798	-288 374	-242 825	-227 869

Source : Statistique Canada, *Comptes du bilan national* (tableau 378-0004).

Nota – Les données de ce tableau comprennent le passif et l'actif du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

Comparaisons financières internationales

Tableau 54

Recettes totales des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale dans les pays du G-7

Selon les comptes nationaux

Année	Canada	États-Unis	Japon	Royaume-Uni	Allemagne	France	Italie	Moyenne du G-7
					(pourcentage du PIB)			
1960	-	28,2	-	-	36,4	-	28,2	-
1961	27,9	28,2	-	-	37,5	-	27,6	-
1962	28,0	28,4	-	-	37,9	-	28,4	-
1963	28,0	28,8	-	-	38,1	38,3	29,0	-
1964	29,0	27,8	-	-	37,7	39,3	30,0	-
1965	29,6	27,8	-	-	37,1	39,7	29,5	-
1966	30,7	28,5	-	-	37,6	39,7	29,4	-
1967	32,0	28,9	-	-	38,1	39,6	30,3	-
1968	33,3	30,4	-	-	39,0	40,2	30,9	-
1969	35,1	31,5	-	-	40,4	41,2	30,0	-
1970	35,7	30,4	21,2	42,7	39,6	40,5	29,6	31,5
1971	36,3	29,8	22,1	40,8	40,8	39,7	30,3	31,4
1972	36,6	30,9	22,0	38,8	41,2	40,0	30,2	31,8
1973	36,6	31,1	22,9	37,7	43,3	40,0	29,6	32,1
1974	38,7	31,6	24,8	41,6	43,9	40,6	29,0	33,2
1975	37,6	29,9	24,4	42,1	44,1	42,1	29,6	32,5
1976	37,4	30,4	23,9	41,4	45,6	44,3	30,9	33,0
1977	37,3	30,6	24,9	40,2	46,1	44,0	31,9	33,3
1978	36,8	30,7	24,8	38,7	44,9	43,4	33,3	33,1
1979	36,6	31,0	26,5	39,1	44,5	45,2	32,8	33,6
1980	37,5	31,3	27,6	41,4	45,0	46,5	34,5	34,4
1981	39,6	31,9	29,0	43,9	44,8	47,1	34,4	35,2
1982	40,2	31,6	29,3	44,3	45,4	48,2	37,5	35,5
1983	39,7	31,1	29,5	43,5	44,7	49,0	39,6	35,4
1984	39,8	31,0	29,9	43,2	44,9	49,9	38,4	35,4
1985	39,5	31,4	30,4	43,0	45,1	50,3	38,2	35,7
1986	40,4	31,7	30,6	42,3	44,3	49,5	39,2	35,8
1987	40,6	32,4	32,0	41,8	44,0	49,9	39,0	36,3
1988	41,0	32,2	32,2	41,6	43,3	48,9	40,2	36,2
1989	41,2	32,4	32,3	41,3	44,1	48,6	41,1	36,4
1990	42,9	32,1	34,1	40,7	42,5	48,6	42,6	36,6
1991	43,9	32,2	33,7	40,9	44,1	49,1	43,8	36,9
1992	44,2	32,2	33,6	39,3	45,5	48,8	46,0	37,1
1993	43,5	32,5	32,2	37,7	46,2	49,3	47,4	37,1
1994	43,0	32,9	31,4	38,2	46,6	49,4	45,3	37,0
1995	43,2	33,3	31,4	38,9	46,1	49,7	45,8	37,2
1996	43,8	33,7	31,6	38,6	46,9	51,4	46,1	37,7
1997	44,5	33,9	31,6	38,9	46,6	51,9	48,4	38,0
1998	44,5	34,3	31,0	40,1	46,6	51,2	46,8	38,0
1999	44,1	34,4	30,9	40,3	47,3	51,8	47,1	38,2
2000	44,2	35,1	31,1	40,9	47,0	51,3	46,2	38,4
2001	43,5	34,4	31,9	41,1	45,5	51,4	45,8	38,1
2002	41,9	32,2	31,4	39,6	45,0	50,9	45,2	36,7

Sources : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 73 (juin 2003); Statistique Canada; pour la moyenne du G-7 et les données du Canada de 1961 à 1980 : calculs du ministère des Finances.

Tableau 55

Dépenses totales des administrations publiques dans les pays du G-7

Selon les comptes nationaux

Année	Canada	États-Unis	Japon	Royaume-Uni	Allemagne	France	Italie	Moyenne du G-7
(pourcentage du PIB)								
1960	-	28,3	-	-	33,4	-	29,2	-
1961	30,6	29,7	-	-	34,8	-	28,5	-
1962	30,6	29,8	-	-	36,5	-	29,6	-
1963	30,3	29,5	-	-	37,2	38,9	30,3	-
1964	29,7	28,9	-	-	37,0	38,8	30,9	-
1965	29,8	28,5	-	-	37,7	39,1	33,7	-
1966	30,8	29,5	-	-	37,7	39,3	33,6	-
1967	32,9	31,3	-	-	39,5	39,5	32,7	-
1968	33,8	31,6	-	-	39,8	41,1	33,9	-
1969	33,9	31,3	-	-	39,4	39,9	33,4	-
1970	36,0	32,4	20,0	40,1	39,1	39,3	33,5	32,1
1971	37,3	32,5	21,3	39,3	40,6	38,7	35,9	32,7
1972	37,5	32,2	22,1	40,5	41,6	38,6	38,4	33,1
1973	36,0	31,3	22,6	41,0	42,1	38,5	37,2	32,7
1974	37,6	32,6	24,6	45,2	45,6	39,7	36,5	34,4
1975	41,1	35,1	26,4	46,5	49,9	43,7	42,0	37,3
1976	40,2	33,7	26,6	46,1	49,1	44,4	40,3	36,4
1977	41,4	32,8	27,7	43,5	48,7	44,0	40,3	36,0
1978	41,6	32,0	28,7	43,0	47,5	44,7	43,5	36,0
1979	40,0	31,9	29,9	42,2	47,2	45,3	42,7	36,0
1980	41,6	33,8	30,8	44,7	47,9	46,6	41,7	37,4
1981	42,5	34,2	31,7	47,8	48,8	49,4	45,5	38,5
1982	47,3	36,4	31,9	47,1	48,9	51,1	47,7	40,0
1983	47,9	36,7	32,1	46,8	47,7	51,8	50,0	40,3
1984	47,5	35,7	31,4	47,2	46,9	52,7	50,1	39,7
1985	48,3	36,5	31,0	45,9	46,3	53,3	50,9	40,0
1986	47,6	37,0	31,2	44,8	45,4	52,7	51,4	40,0
1987	46,1	36,7	31,7	43,6	45,8	51,9	50,8	39,8
1988	45,4	35,8	31,1	41,1	45,3	51,4	51,5	39,0
1989	45,8	35,6	30,5	40,5	44,0	50,4	52,9	38,7
1990	48,8	36,5	32,1	42,2	44,5	50,7	54,3	39,8
1991	52,3	37,2	31,8	44,0	47,1	51,5	55,5	40,8
1992	53,3	38,0	32,8	45,7	48,1	53,0	56,7	41,8
1993	52,2	37,5	34,7	45,7	49,3	55,3	57,7	42,2
1994	49,7	36,5	35,1	45,0	49,0	55,0	54,6	41,4
1995	48,5	36,4	36,1	44,6	49,4	55,2	53,4	41,4
1996	46,6	35,9	36,6	43,0	50,3	55,5	53,2	41,2
1997	44,3	34,8	35,4	41,1	49,3	55,0	51,1	40,0
1998	44,4	34,0	36,5	39,8	48,8	53,8	49,9	39,5
1999	42,3	33,7	38,1	39,1	48,8	53,6	48,9	39,4
2000	41,2	33,6	38,6	37,0	45,9	52,7	46,9	38,7
2001	41,7	34,9	38,0	40,4	48,3	53,0	48,5	39,8
2002	40,6	35,6	38,6	40,9	48,6	54,0	47,7	40,3

Sources : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 73 (juin 2003); Statistique Canada; pour la moyenne du G-7 et les données du Canada de 1961 à 1980 : calculs du ministère des Finances.

Tableau 56

Solde financier des administrations publiques dans les pays du G-7

Selon les comptes nationaux

Année	Canada	États-Unis	Japon	Royaume-Uni	Allemagne	France	Italie	Moyenne du G-7
					(pourcentage du PIB)			
1960	-	-0,2	1,3	-	3,0	-	-1,0	-
1961	-2,7	-1,5	1,8	-	2,7	-	-0,9	-
1962	-2,6	-1,4	1,0	-	1,4	-	-1,1	-
1963	-2,3	-0,6	0,7	-	0,9	-0,6	-1,3	-
1964	-0,7	-1,2	0,6	-	0,7	0,5	-0,9	-
1965	-0,2	-0,7	0,3	-	-0,6	0,6	-4,2	-
1966	-0,1	-1,0	-0,2	-	-0,2	0,4	-4,2	-
1967	-0,8	-2,5	0,6	-	-1,4	0,2	-2,5	-
1968	-0,4	-1,3	0,6	-	-0,8	-0,9	-3,1	-
1969	1,2	0,2	0,9	-	1,1	1,3	-3,4	-
1970	-0,4	-2,0	1,2	2,6	0,5	1,2	-3,9	-0,7
1971	-1,0	-2,7	0,8	1,5	0,2	1,1	-5,7	-1,3
1972	-1,0	-1,3	-0,1	-1,7	-0,4	1,4	-8,2	-1,3
1973	0,6	-0,2	0,4	-3,3	1,1	1,4	-7,6	-0,5
1974	1,1	-0,9	0,3	-3,6	-1,7	0,9	-7,5	-1,2
1975	-3,5	-5,2	-2,0	-4,5	-5,8	-1,6	-12,4	-4,8
1976	-2,8	-3,3	-2,7	-4,7	-3,5	-0,1	-9,5	-3,5
1977	-4,1	-2,1	-2,8	-3,3	-2,6	0,0	-8,4	-2,7
1978	-4,8	-1,2	-4,0	-4,3	-2,6	-1,3	-10,2	-2,9
1979	-3,4	-0,9	-3,4	-3,1	-2,7	-0,1	-9,9	-2,4
1980	-4,1	-2,6	-3,2	-3,3	-2,9	0,0	-7,1	-3,0
1981	-2,8	-2,2	-2,8	-3,9	-4,0	-2,2	-11,1	-3,3
1982	-7,0	-4,8	-2,6	-2,8	-3,5	-2,9	-10,2	-4,5
1983	-8,2	-5,6	-2,6	-3,3	-2,9	-2,8	-10,3	-4,9
1984	-7,8	-4,7	-1,5	-4,0	-2,0	-2,8	-11,7	-4,3
1985	-8,9	-5,1	-0,6	-2,9	-1,1	-3,0	-12,7	-4,2
1986	-7,2	-5,3	-0,7	-2,6	-1,1	-3,2	-12,2	-4,2
1987	-5,4	-4,3	0,3	-1,8	-1,8	-2,0	-11,8	-3,4
1988	-4,3	-3,6	1,1	0,5	-2,0	-2,5	-11,3	-2,8
1989	-4,6	-3,2	1,8	0,8	0,1	-1,8	-11,7	-2,2
1990	-5,9	-4,3	2,0	-1,6	-2,0	-2,1	-11,8	-3,2
1991	-8,4	-5,0	1,8	-3,1	-3,0	-2,4	-11,7	-3,8
1992	-9,1	-5,9	0,8	-6,4	-2,6	-4,2	-10,7	-4,7
1993	-8,7	-5,0	-2,4	-7,9	-3,1	-6,0	-10,3	-5,1
1994	-6,7	-3,6	-3,7	-6,7	-2,4	-5,5	-9,3	-4,4
1995	-5,3	-3,1	-4,7	-5,8	-3,3	-5,5	-7,6	-4,2
1996	-2,8	-2,2	-5,0	-4,4	-3,4	-4,1	-7,1	-3,5
1997	0,2	-0,9	-3,8	-2,2	-2,7	-3,0	-2,7	-2,0
1998	0,1	0,3	-5,5	0,2	-2,2	-2,7	-3,1	-1,5
1999	1,7	0,7	-7,2	1,1	-1,5	-1,8	-1,8	-1,2
2000	3,1	1,4	-7,4	3,9	1,1	-1,4	-0,7	-0,3
2001	1,8	-0,5	-6,1	0,8	-2,8	-1,5	-2,7	-1,8
2002	1,3	-3,4	-7,1	-1,3	-3,6	-3,2	-2,5	-3,7

Sources : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 73 (juin 2003); Statistique Canada; pour la moyenne du G-7 et les données du Canada de 1961 à 1980 : calculs du ministère des Finances.

Tableau 57

Engagements financiers nets des administrations publiques dans les pays du G-7

Selon les comptes nationaux

Année	Canada	États-Unis ⁽¹⁾	Japon	Royaume-Uni	Allemagne	France	Italie	Moyenne du G-7
					(pourcentage du PIB)			
1960	-	47,2	-	-	-15,3	-	-	-
1961	26,1	47,8	-	-	-17,1	-	-	-
1962	25,8	46,0	-	-	-17,3	-	-	-
1963	25,7	44,8	-	-	-17,2	-	-	-
1964	23,9	43,1	-	-	-16,5	-	25,2	-
1965	21,7	40,7	-	-	-14,5	-	28,5	-
1966	19,4	38,2	-	-	-13,5	-	32,3	-
1967	19,2	37,6	-	-	-12,3	-	32,3	-
1968	17,2	35,9	-	-	-10,8	-	34,9	-
1969	13,5	34,0	-14,7	-	-10,7	-	34,7	-
1970	12,7	34,6	-17,3	52,3	-9,6	-	33,4	-
1971	11,5	34,8	-19,3	48,1	-8,4	-	35,3	-
1972	10,5	33,1	-17,3	44,3	-6,9	-	39,9	-
1973	7,9	30,0	-16,1	42,0	-8,9	-	43,8	-
1974	5,7	29,1	-14,2	42,1	-6,9	-	44,2	-
1975	8,7	32,4	-5,6	41,6	-1,5	-	53,4	-
1976	9,6	32,6	5,0	41,5	1,9	-	52,5	-
1977	10,5	31,4	14,5	39,6	4,1	-1,2	52,4	24,1
1978	12,3	29,4	29,8	38,1	6,1	0,0	57,2	26,6
1979	13,7	27,1	39,4	35,5	8,3	-1,7	55,9	27,2
1980	14,4	27,3	45,6	35,8	10,6	-4,3	53,6	28,4
1981	13,5	27,1	54,5	37,5	13,9	-0,2	56,9	30,8
1982	19,2	31,0	61,0	37,1	16,6	1,6	63,0	34,9
1983	25,6	34,3	68,6	37,3	18,4	4,0	67,8	38,8
1984	29,6	35,3	71,3	30,2	19,4	6,8	73,4	40,1
1985	35,3	37,8	69,7	30,8	19,9	9,7	80,4	42,0
1986	39,7	40,9	67,1	31,2	20,1	12,5	84,8	43,7
1987	39,3	42,5	55,7	29,5	21,1	13,3	89,2	42,7
1988	38,2	43,3	47,1	23,8	22,0	15,1	91,5	41,5
1989	41,0	43,2	38,6	19,1	20,5	15,7	94,4	39,8
1990	43,4	44,1	24,8	15,1	21,0	17,5	84,5	37,0
1991	50,1	47,4	12,7	15,3	20,2	18,8	89,4	37,0
1992	59,6	50,5	14,5	21,6	24,4	20,4	98,2	40,8
1993	64,0	52,1	17,9	30,9	27,9	27,1	106,4	44,4
1994	66,7	52,6	20,5	31,1	29,1	28,3	111,8	45,8
1995	68,0	52,0	24,8	36,9	39,6	38,9	109,8	48,5
1996	66,6	51,2	30,5	38,7	42,4	42,6	111,3	50,0
1997	64,3	48,9	35,3	40,1	43,4	43,3	107,4	49,6
1998	60,8	45,0	46,2	41,9	46,0	41,7	108,5	50,1
1999	55,5	40,5	52,8	36,7	44,8	33,6	103,9	47,6
2000	46,6	35,8	58,6	30,9	41,9	34,9	99,3	45,2
2001	43,6	34,5	63,7	28,7	44,3	37,7	97,2	45,5
2002	40,4	36,7	71,7	28,7	47,2	39,7	96,7	48,2

Sources : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 73 (juin 2003); Réserve fédérale américaine, *Flow of Funds Accounts of the United States* (septembre 2003); calculs du ministère des Finances.

⁽¹⁾ Rajusté afin d'exclure certaines obligations des régimes de retraite des employés du gouvernement pour faciliter la comparaison avec la mesure de la dette des autres pays.

Tableau 58

Engagements financiers bruts des administrations publiques dans les pays du G-7

Selon les comptes nationaux

Année	Canada	États-Unis ⁽¹⁾	Japon	Royaume-Uni	Allemagne	France	Italie	Moyenne du G-7
					(pourcentage du PIB)			
1960	-	59,0	-	-	16,7	-	-	-
1961	68,1	59,8	-	-	16,0	-	-	-
1962	67,0	58,1	-	-	15,6	-	-	-
1963	66,9	57,1	-	-	16,4	-	-	-
1964	63,5	55,4	-	-	16,4	-	35,4	-
1965	60,0	52,7	-	-	17,0	-	38,3	-
1966	56,5	49,9	-	-	17,5	-	38,6	-
1967	56,8	50,0	-	-	20,2	-	38,2	-
1968	55,8	48,4	-	-	20,8	-	42,2	-
1969	52,9	46,1	-	-	18,9	-	42,9	-
1970	54,2	46,5	11,9	77,6	17,9	-	41,3	-
1971	55,2	47,1	13,2	74,2	18,1	-	46,4	-
1972	53,4	45,5	17,4	69,0	18,4	-	53,3	-
1973	47,9	42,8	17,1	64,7	17,0	-	55,8	-
1974	45,8	42,0	17,9	65,0	18,0	-	55,9	-
1975	45,2	45,4	22,7	61,8	23,3	-	62,3	-
1976	43,6	45,5	29,0	61,4	25,4	-	61,2	-
1977	45,0	44,2	34,5	60,4	26,7	29,1	61,3	41,8
1978	47,9	43,2	43,7	57,9	28,1	30,2	67,1	43,6
1979	45,2	41,9	48,8	54,5	29,1	30,5	66,4	43,6
1980	45,5	42,4	54,3	54,3	31,1	30,1	63,3	44,9
1981	46,9	41,6	59,3	54,9	34,8	29,4	65,5	46,0
1982	52,7	46,3	63,4	53,7	37,7	33,5	70,8	50,0
1983	58,4	49,2	68,9	53,7	39,3	34,6	76,1	53,2
1984	61,7	50,7	71,1	60,7	40,1	36,3	81,8	55,5
1985	66,9	55,0	71,4	59,2	40,8	38,0	89,1	58,4
1986	71,0	58,0	75,1	58,4	40,7	38,8	93,8	60,9
1987	71,5	59,2	75,5	56,1	41,8	40,1	98,3	61,9
1988	71,1	59,6	73,4	49,7	42,3	40,0	100,6	61,5
1989	72,3	59,6	70,4	43,0	40,9	39,9	103,7	60,6
1990	75,1	60,9	68,3	44,4	41,5	39,5	112,8	61,7
1991	82,8	65,2	64,5	44,3	38,8	40,3	116,8	63,4
1992	90,9	67,5	68,4	49,2	41,8	44,7	126,3	67,1
1993	96,2	68,8	74,3	58,1	47,4	51,6	128,2	70,9
1994	97,2	67,9	79,3	55,8	47,9	55,3	134,8	72,0
1995	99,9	67,3	86,6	60,6	57,1	62,9	133,9	75,0
1996	99,2	66,3	93,9	60,1	60,3	66,5	136,0	76,6
1997	97,5	63,5	99,9	60,5	61,8	68,2	133,3	76,5
1998	94,3	60,3	111,2	61,5	63,2	70,4	133,5	77,3
1999	92,5	57,1	124,9	56,3	61,2	66,2	128,0	77,0
2000	83,3	51,7	133,0	51,5	60,5	65,4	124,3	74,8
2001	83,2	51,3	141,5	50,4	60,2	65,0	121,7	75,9
2002	80,4	53,5	147,2	50,3	62,4	67,1	121,2	78,1

Sources : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 73 (juin 2003); Réserve fédérale américaine, *Flow of Funds Accounts of the United States* (septembre 2003); calculs du ministère des Finances

⁽¹⁾ Rajusté afin d'exclure certaines obligations des régimes de retraite des employés du gouvernement pour faciliter la comparaison avec la mesure de la dette des autres pays.

